

verstehe ich die Behauptung nicht, dass man den Kantonen unrecht tue, wenn Sie am Grundsatz festhalten, der entscheidend ist für das Gesetz, nämlich den Grundsatz des Artikels 4. Ich bitte Sie, dem Antrag von Herrn Eggenberger nicht zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	80 Stimmen
Für den Antrag Eggenberger	35 Stimmen

Art. 50–52

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen – Adopté

Gesamt Abstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	116 Stimmen
Dagegen	1 Stimme

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

8509. Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen.

Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

Bericht des Bundesrates und Beschlussentwurf vom 18. Juni 1962 (BBl II, 18), Ergänzungsbericht vom 15. November 1962 (BBl II, 1155)

Rapport du Conseil fédéral et projet d'arrêté du 18 juin 1962 (FF II, 18), rapport complémentaire du 15 novembre 1962 (FF II, 1140)

Antrag der Kommission

Eintreten und Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Motion der Minderheit

(Bringolf-Schaffhausen, Berger-Neuenburg, Borel Alfred, Bretscher, Dellberg, Giovanoli, von Greyerz, Grütter, Meyer-Luzern, Oprecht)

Der Bundesrat wird beauftragt, eine neue Fassung des Artikels 87 der Militärorganisation im Sinne der Erwägungen des Ergänzungsberichtes vom 15. November 1962 durch eine Botschaft den eidgenössischen Räten zum Zwecke der Revision der Militärorganisation zu unterbreiten.

Der neue Text von Artikel 87 könnte lauten:

„*Abs. 1*

Grundsätzliche Beschlüsse über die Bewaffnung, die persönliche Ausrüstung, die Korpsausrüstung und das übrige Kriegsmaterial fasst die Bundesversammlung unter Ausschluss des Referendums.

Abs. 2

Hat jedoch ein solcher Beschluss die erstmalige Ausrüstung der Armee mit Waffen oder Munition zum Gegenstand, deren Schadenwirkung auf Atomenergie beruht, so ist er dem Referendum zu unterstellen.

Abs. 3

Die in Ausführung dieser Beschlüsse zu treffenden weiteren Massnahmen sind Sache des Bundesrates.“

Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer au projet du Conseil fédéral.

Motion de la minorité

(Bringolf-Schaffhouse, Berger-Neuchâtel, Borel Alfred, Bretscher, Dellberg, Giovanoli, von Greyerz, Grütter, Meyer-Lucerne, Oprecht)

Le Conseil fédéral est prié de soumettre aux conseils législatifs un message proposant une nouvelle teneur de l'article 87 de l'organisation militaire, compte tenu des considérants du rapport supplémentaire du 15 novembre 1962.

L'article 87 pourrait être rédigé comme suit:

«*Al. 1*

L'Assemblée fédérale est compétente, le référendum étant exclu, pour prendre les décisions de principe relatives à l'armement, à l'équipement personnel, à l'équipement de corps et au matériel de guerre en général.

Al. 2

Cependant, la première décision relative à l'équipement des troupes en armes ou en munitions dont l'effet destructeur procède de l'énergie atomique est sujette au référendum.

Al. 3

Les mesures d'exécution de ces décisions ressortissent au Conseil fédéral.

M. Borel Alfred, rapporteur: Le 1^{er} avril 1962, le peuple suisse a repoussé l'initiative constitutionnelle que l'on qualifie habituellement d'initiative atomique I» par 537 138 voix contre 286 995.

L'initiative populaire qui nous occupe aujourd'hui, il convient de le rappeler ici, a été lancée par le Parti socialiste pour faire pièce à la première en atténuant ce que celle-ci avait de trop absolu. A l'interdiction absolue de tout armement atomique, elle substitue la simple obligation de soumettre toute décision relative à l'équipement de l'«armée suisse en armes atomiques de toute nature» à la votation populaire. A une interdiction constitutionnelle, l'initiative atomique II oppose l'introduction du référendum législatif obligatoire.

En tout état, l'initiative atomique II ne soulève guère moins de problèmes et de passions que celle qui a été rejetée par le peuple. Elle repose des problèmes fondamentaux pour notre défense nationale, elle met en cause l'organisation et la structure traditionnelle de nos droits démocratiques essentiels, elle ne peut que ranimer le débat de conscience ouvert depuis des années au sujet de l'utilisation non pacifique de cette puissance illimitée dont

l'homme, ce nouvel apprenti sorcier, s'est doté pour le pire aussi bien que pour son mieux être.

Votre commission – à l'image d'ailleurs du Conseil fédéral – s'est trouvée profondément divisée sur l'ensemble de ces questions. Sur un seul point l'unanimité s'est faite pour admettre que l'initiative constituait une solution peu rationnelle d'un problème délicat. Mais sur les possibilités de lui substituer en cas de rejet de l'initiative elle-même une solution préférable, les opinions se sont opposées.

A l'issue de sa première séance, votre commission a adopté par 11 voix contre 11, mais grâce à la voix prépondérante de son président, une proposition Bringolf/Bretscher demandant au Conseil fédéral un rapport complémentaire consacré à l'examen de l'application éventuelle du référendum facultatif à la décision relative à l'adoption d'armes atomiques, la compétence à l'égard de toutes les mesures d'application restant à l'Assemblée fédérale.

Au cours de sa seconde séance, la commission, au vu du rapport complémentaire du Conseil fédéral, a décidé, en sens contraire, par 12 voix contre 11, de ne pas proposer de contre-projet à l'initiative populaire sous la forme de l'introduction *in casu* du référendum facultatif et, par 15 voix contre 6, d'adopter l'arrêté tel qu'il est proposé par le Conseil fédéral.

On concevra facilement que la tâche du président de la commission et rapporteur de langue française n'est pas facile dans ces conditions. Il s'efforcera pourtant d'exposer la situation avec le maximum d'objectivité.

L'initiative populaire atomique II vise à introduire le référendum législatif obligatoire dans le seul cas de l'adoption d'armes atomiques. Pratiquement, les auteurs de l'initiative ont voulu soumettre au référendum obligatoire une décision de principe en matière d'armement entrant actuellement dans la compétence exclusive de l'Assemblée fédérale, cette décision particulière visant l'adoption d'un armement atomique. Théoriquement, ce désir pouvait être réalisé très simplement par une modification de l'article 87 de la loi d'organisation militaire du 12 avril 1907. Il suffisait de soumettre à titre exceptionnel au référendum la décision particulière de recourir à un armement atomique.

Mais notre Constitution ne connaît justement pas l'initiative législative. Le corps électoral a refusé, récemment encore, son introduction dans l'arsenal de nos lois constitutionnelles. Les initiants ont été dès lors contraints de tourner la difficulté en recourant à la création d'un droit populaire nouveau *sui generis*, le référendum législatif non seulement obligatoire mais encore restreint à une seule question. Ce n'est pas le lieu ici de s'étendre sur les objections que l'on peut faire à l'adresse d'une construction constitutionnelle de ce genre. On les trouvera énumérées aux pages 5 et 6 du message du Conseil fédéral.

Mais cette particularité n'est pas sans influencer profondément la prise de position du Parlement à l'égard de l'initiative. En effet, sur le plan des textes constitutionnels, l'opposition ne peut s'exprimer que par le rejet de l'initiative populaire. Un contre-projet constitutionnel est exclu vu le sens particulier de l'initiative. Ce n'est qu'en admettant l'intention originale des initiants – soumettre au

vote populaire la décision d'adopter un armement atomique – mais en la réalisant, par la voie normale du référendum facultatif par l'introduction d'une clause *ad hoc* dans le cadre de l'article 87 de la loi d'organisation militaire, qu'un contre-projet pouvait être envisagé. C'est la raison pour laquelle la majorité de votre commission, la première majorité, avait demandé au Conseil fédéral de proposer une révision dudit article 87. Cette procédure avait le mérite incontestable de remplacer les deux débats et les deux votations populaires nécessaires dans le cas de l'adoption de l'initiative – première votation sur l'initiative elle-même, deuxième votation sur le principe de l'adoption d'un armement atomique – par une seule votation éventuelle, dans l'hypothèse plus que vraisemblable, naturellement, où l'initiative aurait été retirée. Le rapport complémentaire du Conseil fédéral du 15 novembre 1962 donne le texte de l'article 87 ainsi révisé; il expose avec objectivité les conditions de fond, de forme et de procédure dans lesquelles une pareille révision eut pu constituer un contre-projet à l'initiative.

Mais votre commission renonçant à persister dans la voie dans laquelle elle s'était engagée a préféré en définitive proposer le rejet pur et simple de l'initiative sans contre-projet. Les deux thèses seront exposées avec talent tout à l'heure. Mais il appartient au président de la commission, qui, à titre personnel, a contresigné la motion par laquelle s'exprime le contre-projet, de résumer brièvement les raisons invoquées de part et d'autre et les considérations qui ont déterminé en définitive la décision de la majorité. Ces dernières se trouvent d'ailleurs longuement exposées dans le message du Conseil fédéral.

Sur le plan militaire, le régime actuel sauvegarde bien mieux que d'éventuels débats publics le secret dont doivent être entourées les discussions relatives à un nouvel armement. Ce secret peut s'imposer dans nos relations avec nos fournisseurs aussi bien qu'à l'égard d'agresseurs éventuels. Or ce caractère confidentiel peut être sauvegardé dans le cadre d'une délibération parlementaire, il ne peut l'être dans celui d'une discussion publique. Il ne pourrait l'être qu'à condition de ne pas éclairer l'opinion sur certaines circonstances déterminantes, ce qui peut difficilement se concevoir. A quoi les partisans du contre-projet rétorquent que ce qui serait demandé au peuple ne serait qu'une décision de principe dans laquelle les éléments de notoriété publique auraient plus de part que les éléments confidentiels.

Les adversaires de l'initiative n'ont pas manqué de relever également que, le cas échéant, une décision de ce genre devrait être prise avec une rapidité peu compatible avec les délais qu'entraîne nécessairement toute votation populaire. A quoi on répond dans l'autre camp que de deux choses l'une: ou bien l'acquisition d'un armement atomique se fait dans des conditions normales et impliquent alors en tout état des délais prolongés, ou bien elle se réalise dans le cadre d'un état de nécessité, d'urgence, présupposant le recours aux pleins pouvoirs ou à tout le moins à la procédure d'urgence.

Sur le plan politique, la majorité fait valoir que le régime actuel qui met les responsabilités des décisions en matière d'armement dans la compétence

exclusive du Parlement a fait ses preuves et qu'il procède d'une saine répartition de ses responsabilités entre Conseil fédéral, Parlement et peuple.

La majorité pense qu'il n'est pas de bonne politique de soumettre des problèmes essentiels de notre défense nationale aux aléas d'une votation populaire et aux risques d'une exploitation éventuellement démagogique de la situation. A l'encontre des partisans du contre-projet qui font valoir qu'une décision de principe en matière d'armement ne présente pas plus de difficultés que d'autres – on pense ici, par exemple, à une votation populaire éventuelle relative à notre association au Marché commun – et que rien n'empêchera d'ailleurs les partisans d'une extension des droits populaires dans ce domaine de revenir à la charge.

Sur le plan psychologique enfin, les partisans du rejet de l'initiative donnent leur préférence à une solution claire, simple et nette, dépourvue de toute ambiguïté, propre à renforcer la volonté de défense inconditionnelle de notre pays à l'égard d'initiatives parmi lesquels il ne serait pas toujours facile de distinguer ceux qu'animent de légitimes préoccupations et ceux qui cherchent à saper par ce moyen détourné notre volonté de défense.

En sens contraire, on fera valoir le caractère pour ainsi dire apocalyptique de l'énergie atomique, même réduite à un simple usage tactique, et le trouble que cette situation jette dans les consciences, de même que le risque que le pur et simple maintien du *statu quo* approfondisse certains malentendus entre la Suisse allemande, attachée plus inconditionnellement aux principes traditionnels de notre organisation militaire et cette Suisse romande et italienne qui, plus travaillée peut-être par le caractère dramatique de certaines perspectives, a donné déjà, le 1^{er} avril 1962, une majorité acceptante à la première initiative atomique.

Il semble bien que la difficulté essentielle provienne du fait que le problème posé est de nature à la fois militaire et politique. Selon que l'accent est mis sur l'aspect militaire ou politique, on penchera vers la solution du rejet pur et simple de l'initiative ou vers celle du contre-projet, soit de la motion.

La majorité de votre commission, la seconde majorité, a donné la priorité aux impératifs d'ordre militaire. Elle estime que la répartition classique des responsabilités en matière d'équipement et d'armement, telle qu'elle est prévue par l'article 87 de la loi sur l'organisation militaire, a fait ses preuves et qu'il n'y a pas de raisons valables de s'en écarter dans le cas d'un armement atomique dont l'évolution fera peut-être d'ici quelques années aussi un armement tactique et conventionnel.

La règle actuelle de l'article 87 convient seule aux impératifs d'urgence et de secret si importants dans le domaine militaire. Subsidièrement, et sur le plan politique, la majorité de votre commission estime que le Parlement n'a aucune raison valable de renoncer à une compétence et de se démettre de responsabilités qui n'ont jamais été mises en cause jusqu'ici. Cette même majorité pense au surplus que la valeur d'une démocratie n'est pas nécessairement tributaire d'une extension des droits populaires, que le peuple s'est montré réticent, récemment encore, à l'égard d'une pareille extension et qu'il ne voudrait en tout cas pas qu'elle se fasse aux dépens de

l'efficacité d'une défense nationale à laquelle il est tout autant que le Parlement fermement attaché.

Telles sont les conditions générales dans lesquelles va s'engager un débat qui touche à plusieurs des principes fondamentaux de notre vie politique.

Il ne reste qu'à souhaiter sincèrement qu'il se déroule sur un plan de parfaite objectivité. Partisans du rejet aussi bien que partisans du contre-projet, c'est-à-dire de la motion Bringolf-Bretscher, sont animés du même désir de faire face à la décision qu'impose l'existence de l'initiative atomique II en sauvegardant au maximum les intérêts de notre défense nationale et le respect qu'exigent les particularités de notre organisation politique. Seules des nuances – certaines sérieuses sans doute – les séparent. Ces nuances, s'il convient de les définir avec précision, il faut éviter, mes chers collègues, de les approfondir inutilement en dissentiments irréductibles. La majorité de votre commission, je le répète, a estimé que le rejet sans contre-projet d'initiative s'imposait, et elle vous demande de la suivre.

Hayoz, Berichtstatter: Herr Nationalrat Bringolf hat zum Abschluss seines Präsidialjahres in seiner Ansprache unter anderem folgenden staatspolitischen Gedanken geäußert, der nicht nur für die Aussenpolitik gilt, sondern allgemein gültig ist. Er sagt, es wäre bedenklich, vor der Zukunft zu erschrecken, Angst oder Furcht vor ihr mit sich herumzutragen, nur deshalb, weil da Unklarheit, dort Unsicherheit oder das Wagnis sich deutlicher oder auch nur silhouettenhaft abzeichnen.

Für viele Befürworter der Atomverbotsinitiative war sicher die hier aufgezeichnete Angst der Grund ihrer Stellungnahme. Nicht zu erwähnen sind jene, welche darin ein Mittel zur Unterwühlung unserer Eigenstaatlichkeit sahen. Ist aber nicht auch das heute zu behandelnde Volksbegehren für das Entscheidungsrecht des Volkes über die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen Ausdruck einer gewissen Angst, Angst vor der eigenen Verantwortung, wobei natürlich wiederum auch jene sich zum Worte melden werden, deren Ziel es ist, die Wirtschaft zu schwächen? So sehen wir uns denn vor der unerfreulichen Situation, wo der gute Glaube, welcher bei den Initianten dieses Volksbegehrens, der Sozialdemokratischen Partei, nicht bestritten ist, ausgenützt wird von jenen ungunstigen Kräften, die darauf ausgehen, auch jetzt wiederum dem Lande zu schaden. Diese Feststellung allein schon charakterisiert das Volksbegehren vom 24. Juli 1959 heute als gefährlich.

Rein äusserlich gesehen allerdings geht es einzig um die Zuweisung der Entscheidungskompetenz: Soll das Parlament oder soll das Volk schlussendlich sagen, ob unsere Armee einmal, eventuell in erst ferner Zukunft, mit Atomwaffen auszurüsten sei oder nicht?

Eine grundsätzliche Auseinandersetzung über die Frage der atomaren Bewaffnung erübrigt sich. Das Parlament und nachfolgend Volk und Stände haben am 1. April 1962 mit der Verwerfung der Atomverbotsinitiative klar Stellung genommen. So erscheint denn die Initiative der Sozialdemokratischen Partei in recht bescheidenem Kleide, aber doch gefällig gemacht mit dem Duft, welcher dem

Versuch der Erweiterung der Volksrechte natürlicherweise anhaftet. Über die parteitaktischen Hintergründe, welche an der Wiege der Initiative standen, spricht man nicht mehr und darüber nur ungern, dass neben einer Anzahl von Idealisten staatsfeindliche Elemente Freude an ihr haben.

Die geltende Ordnung legt in Übereinstimmung mit Artikel 85, Ziffern 6 und 9, der Bundesverfassung, mit Artikel 87 der Militärorganisation, die grundsätzliche Frage der Bewaffnung in die abschliessende Behandlung durch die Bundesversammlung. Diese Zuständigkeitsordnung hat sich seit 1907 durchaus bewährt. Sie hängt zusammen mit der Natur und dem Zweck der Landesverteidigung: Abwehr jeglicher Verletzung der Unabhängigkeit und Unversehrtheit des Landes mit den zur Verfügung stehenden militärischen Mitteln. Mit der Atominitiative II soll diese Ordnung dahingehend geändert werden, dass durch die Einführung eines Artikels 20bis der Bundesverfassung der Beschluss über die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen irgendwelcher Art obligatorisch dem Volk zur Entscheidung vorzulegen ist. Der Bundesrat kommt in seinem Bericht vom 18. Juni 1962 zur Ablehnung der Initiative, ohne Gegenentwurf, mit namentlich folgender Begründung: Das obligatorische Gesetzesreferendum kennt der Bund nicht, und es ist nicht tunlich, es für einen einzigen bestimmten Gesetzgebungsgegenstand einzuführen, nachdem der Souverän bereits das Finanzreferendum und die Gesetzesinitiative abgelehnt hat.

Auf dem Gebiete der taktischen Atomwaffe befinden wir uns mitten in einer unübersehbaren Entwicklung. Die strategische Atomwaffe, als Massenvernichtungsmittel, kommt für die allein auf Abwehr eingestellte Armee nicht in Frage. Es ist absolut möglich, dass in absehbarer Zeit taktische Atomwaffen zur normalen Ausrüstung eines Heeres gehören. Es besteht daher kein Anlass zur Differenzierung der Verantwortlichkeit. In diesem Zusammenhang spricht man zu Recht von einer Diskussion im luftleeren Raum.

Mit der Einführung des Referendums würde ein rasches und entscheidendes Handeln unmöglich und könnte sich sehr zum Nachteil der Landesverteidigung auswirken. Schon das heutige System ist schwerfällig und unterscheidet sich wesentlich von jenem anderer Länder, wo sich nicht einmal das Parlament über die Ausrüstung des Heeres auszusprechen hat.

Es ist unmöglich, dem Volk die nötige Sachkenntnis in einem Abstimmungskampf zu vermitteln, in Berücksichtigung der heiklen, technischen Probleme, die sich stellen, vor allem aber in Hinsicht auf die Geheimhaltungspflicht gegenüber dem Hersteller der Waffen und bezüglich ihres eventuellen Einsatzes. Im Abstimmungskampf wäre den Gegnern unserer Demokratie Tür und Tor geöffnet für ihre subversive Tätigkeit. Warum also eine Neuerung treffen, die niemandem nützt, aber grossen Schaden anrichten kann, nachdem sich die alte Ordnung durchaus bewährt hat? In diesem Zusammenhang sei nur an den Abstimmungskampf über die Wehrvorlage von 1935 verwiesen, also kurz vor dem Zweiten Weltkrieg, im sogenannten Frontenfrühling, wo sich nur eine ganz kleine annehmende Mehrheit gefunden hat. Es ist schade,

dass Herr Bundesrat Minger nicht mehr da ist, er würde hiezu sich äussern können.

Von einer Angst vor dem Volk kann keine Rede sein. Es stellt sich vielmehr die Frage, ob das Parlament fähig und gewillt ist, eine ihm vom Volk übertragene Verantwortung zu übernehmen.

Ihre Kommission hatte eine erste einlässliche Aussprache am 10. September 1962. Dabei wurde von verschiedener Seite der Wunsch geäussert, es wäre im allgemeinen Interesse, wenn ein neuerlicher Abstimmungskampf vermieden und ein Ausweg gefunden werden könnte, der den Rückzug der Initiative erlauben würde. Mit 11:11 Stimmen und dem Stichentscheid des Präsidenten wurde der Bundesrat beauftragt, in einem Ergänzungsbericht die Frage der Einführung des fakultativen Referendums, statt der Verfassungsänderung, zu prüfen.

Dieser Bericht wurde vom Bundesrat am 15. November 1962 erstattet. Die Kommission sprach sich am 28. November 1962 gemäss dem Antrag des Bundesrates mit 12:11 Stimmen gegen die Einführung des fakultativen Referendums aus, wobei die Minderheit eine Motion einbrachte, deren Text Ihnen bereits unterbreitet worden ist, und die eine Änderung des Artikels 87 der Militärorganisation verlangt.

Bei Annahme und Verwirklichung der Motion wären die Initianten bereit gewesen, das Volksbegehren zurückzuziehen. Bundesrat und Kommissionsmehrheit schlagen nun vor, das Volksbegehren sei mit dem Antrag auf Verwerfung und ohne Gegenentwurf Volk und Ständen zu unterbreiten. Ich verzichte, auf Einzelheiten des Ergänzungsberichtes einzutreten, der in seinen Ausführungen klar ist und beschränke mich abschliessend darauf, auf einige mir wesentlich scheinende Punkte hinzuweisen, die zur Ablehnung auch der Motion führen.

Die Zuflucht zum fakultativen Referendum ist ein Ausweg, und zwar ein solcher des geringsten Widerstandes, mit ausschliesslich politischen und nur vorübergehenden Vorteilen, nämlich jenen der Vermeidung eines Abstimmungskampfes, einer Auseinandersetzung, die unter Umständen unerfreuliche Begleiterscheinungen zeigen könnte. Aber wir schaffen damit dauerndes Recht, und Sie wissen, wie rasch unter Umständen die Verhältnisse sich ändern können. Wer dabei mit dem Gedanken spielt, wenn Not an Mann sein sollte, könnte man immer mit dem Notrecht operieren, ist nicht ganz ehrlich, denn er plädiert für das Bestimmungsrecht des Volkes und denkt gleichzeitig an die Ausschaltung des Volkes.

Im tiefsten Grunde läuft auch die Atominitiative II auf eine Schwächung der Wehrkraft hinaus. Warum sollte die herrschende, klare Kompetenzordnung verwischt werden, wenn nicht darum, dass die der Landesverteidigung feindlichen Kräfte ein Mittel in die Hand bekommen, die stärksten Verteidigungswaffen abzulehnen. Das wären die Folgen einer Verwässerung der Verantwortung gerade bei einer sehr schwierigen und komplexen Frage unserer Rüstung, wenn nicht eine Einschränkung unserer Handlungsfreiheit und ein unsicheres Bild des Zauderns gegenüber dem Ausland. Das einzige, das ganz sicher erreicht würde,

wäre der allgemeine Eindruck, dass das Schweizervolk über die Notwendigkeit seiner Verteidigung nicht mehr voll im klaren ist und die Bedingungslosigkeit seines Abwehrwillens mehr und mehr Risse erhält. Es wäre sicher für uns alle menschenwürdiger und erfreulicher, wenn wir vor allem über soziale und wirtschaftliche Arbeit, über Wissenschaft und Kunst beraten könnten. Diese aber gedeihen nur im Frieden, in der Freiheit und in einem geordneten Staatswesen, die heute vor allem durch eine starke Landesverteidigung erhalten und täglich neu erkämpft werden müssen. Das Land, das die Generationen überdauert, erwartet von uns, den heutigen Vertretern des Volkes, einen mutigen Entscheid nach dem Satz Zwinglis: „Nichts fürchten ist der Harnisch!“ Ich bitte daher, gemäss Antrag des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit die Initiative ohne Gegenentwurf abzulehnen.

Bringolf-Schaffhausen: Im Namen der sozialdemokratischen Fraktion beantrage ich Ihnen, dem Antrag der Minderheit, also der Motion, zuzustimmen. Ich kann mich nicht ganz so kraftvoll äussern, wie der deutschsprechende Referent das in seinen letzten Redewendungen getan hat. Ich bin nicht als Held auf die Welt gekommen und bin glücklich – das gestehe ich Ihnen ganz offen –, wenn ich nie in die Lage komme, den Heldentod zu sterben. Ich gehöre einem friedlichen Volke an und bin der Meinung, dass wir alles tun müssen – und ich darf sagen, dass ich seit vielen Jahren dabei war, wenn es sich darum handelte es zu tun –, die Verteidigungsbereitschaft dieses friedlichen Volkes zu erhalten und zu sichern. Alle Versuche – und das möchte ich gleich vorweg wieder einmal (mir scheint, dass es fast notwendig ist, obwohl es auch überflüssig erscheinen könnte) erwähnen –, aus der Haltung der sozialdemokratischen Partei und der sozialdemokratischen Fraktion etwa abzuleiten – ich werfe das dem Herrn Referenten der deutschen Sprache nicht vor, ich stelle das nur fest für jene, die noch nicht gesprochen haben (Heiterkeit) –, dass die Initiative, um die es sich hier handelt, darauf ausgehe, eine Schwächung der Wehrkraft zu erzielen, sind unzutreffend. Es wäre vielleicht interessant – aber ich will es jetzt nicht tun, es gibt der Gelegenheiten noch viele, in anderen, direkteren Zusammenhängen –, über den Stand unserer konventionellen Bewaffnung zu sprechen. Ich habe mich hier lange nicht mehr geäußert zu diesen Fragen, weil ich, dank Ihrem Vertrauen, an einem andern Posten war und mich an den Debatten über das Militärbudget und über die einzelnen Rüstungsvorlagen nicht äussern konnte. Aber ich verschweige Ihnen nicht, dass ich nicht ganz befriedigt bin vom Stand unserer konventionellen Rüstung und dass ich einige Schwächen sehe, nicht nur bei der Luftwaffe, auch bei der Artillerie. Darüber könnte man sich hier unterhalten, oder auch im kleineren Kreise, in der Militärkommission, oder in einer speziellen Kommission. Das nur zu diesem Thema, damit keine Missverständnisse auftreten oder abwegige Anschauungen vertreten werden.

Ich verschweige es Ihnen nicht: Die Initiative der Sozialdemokratischen Partei, wie sie einst an einem ausserordentlichen Parteitag in Luzern beschlossen wurde, war in jener Situation ein takti-

scher Schachzug unter dem Druck einer Initiative, die als Atominitiative I bezeichnet wird und über die am 1. April 1962 entschieden worden ist. Jene Atominitiative I stammte nicht aus dem Lager der Sozialdemokratischen Partei. Sie war vor dem Zusammentritt des Parteitages in Luzern von einem ausserparteilichen Komitee, dem allerdings Sozialdemokraten angehörten und heute noch angehören, fix und fertig formuliert. Es ist möglich, aber nicht sicher – das sage ich Ihnen als Direktbeteiligter und Mitverantwortlicher –, dass für den Fall, dass in den Antrag der Parteitagmehrheit nicht diese heute zur Diskussion stehende Initiative eingebaut worden wäre, eine Mehrheit für die nicht der Sozialdemokratischen Partei entstammende Atominitiative I zustandegekommen wäre. Ich sage: es ist möglich. Die Meinungen darüber sind geteilt. Es war einer der leidenschaftlichsten Parteitage, die ich je erlebt habe, in der Art und Weise der Auseinandersetzung an sich schön. Es waren 720 Delegierte anwesend, eine Beschickung, wie sie an einem Sozialdemokratischen Parteitag noch nie vorhanden war. Die Auseinandersetzung ging, wie ich schon gesagt habe, leidenschaftlich, sehr scharf vor sich. Das ist an sich für die Demokratie und für die Urteilsbildung kein Nachteil. Wenn die Initiative deshalb – und ich beziehe mich da auf eine Bemerkung, die in der Kommissionsberatung gemacht wurde – nur mit ungefähr 62 000 Unterschriften eingereicht wurde, so sagt das weder für noch gegen die Initiative irgend etwas aus. Es kam den verantwortlichen Parteinstanzen darauf an, die Initiative rasch einzureichen. Weil ich ganz offen hier sprechen möchte, will ich sogar noch beifügen, dass wir eine Zeitlang hofften, vor der Initiative I zum Ziele zu kommen. Wir waren aber etwas weniger vorbereitet, der Apparat lief etwas langsamer an, so dass wir nicht vorher, sondern nachher am Ziele anlangten. Darum ist die Initiative nach den gesetzlichen Vorschriften in zweiter Linie zu entscheiden. Es ging uns also nicht – ich nehme dieses Argument, das in der Kommission gebraucht wurde, jetzt schon vorweg – darum, eine grosse Unterschriftenzahl zu erreichen, sondern rasch die notwendige Unterschriftenzahl zusammenzubringen, um die Initiative einreichen zu können.

Zur materiellen Seite der Frage der Beschaffung von Atomwaffen: Ich und einige meiner Freunde haben rechtzeitig und wiederholt unseren Standpunkt zu dieser Frage geäußert, und zwar so deutlich, dass niemand sagen kann, wir hätten Angst vor der Verantwortung oder der Entscheidung. Ich habe mich vor dem Luzerner Parteitag vor einem öffentlichen Forum in der „Waag“ in Zürich zu meinem Standpunkt bekannt. Ich bin sogar vorgeprellt, weil ich meine Parteigenossen und Parteifreunde nicht fragte, ob sie gleicher Meinung seien, und man weiss aus der Beratung in der Kommission (1. Etappe und 2. Etappe) genau, wo meine Freunde und wo ich in dieser Frage stehen. Man weiss auch, wo jene stehen, die anders denken. Ich stelle diese Frage deshalb nicht in den Vordergrund. Ich möchte nur Klarheit darüber schaffen, dass wir bereit sind, wenn es erforderlich wäre oder wird, was Gott verhüten möge, unsere Verantwortungen auf uns zu nehmen. Das möchte ich mit allem Nachdruck hier betonen.

Eine ganz andere Frage ist es, ob die Schweiz, wenn sie je in absehbarer Zeit Atomwaffen beschaffen will – ich sage: in absehbarer Zeit – (weil man ja nicht alle Einzelheiten in bezug auf die Entwicklung voraussehen kann), überhaupt eine Möglichkeit besitzt, Atomwaffen zu erhalten. Es bleibt doch dabei – ich werde nicht lange bei diesem Punkte verweilen –, dass es nur zwei grosse Atommächte in der Welt gibt. Kuba hat das ja erneut bewiesen. Ich habe jetzt in der „Neuen Zürcher Zeitung“ in einem Bericht über die Nuklearbewaffnung Grossbritanniens, den Herr Mettler, der Korrespondent aus London, am 11. September seiner Zeitung gab, eine ganz interessante Abhandlung im Zusammenhang mit der kleinen Krise zwischen Grossbritannien und den Vereinigten Staaten wegen der „Skybolt“-Waffen gelesen. Es zeigt sich auch hier, wenn man sich diesen Bericht ansieht, dass es sogar für Länder wie Grossbritannien ein schwieriges Problem ist, sich die Atomwaffen, obwohl eine eigene Erzeugung besteht, so zu beschaffen, dass sie als Verteidigungswaffen überhaupt wirksam werden können. Es heisst in diesem Bericht: „Für die britische Regierung wäre die Aufgabe des Skybolt-Programms, die das baldige Ende einer „eigenen“ strategischen Luftwaffe bedeuten könnte, ein Schlag. Die Entwicklung einer strategischen Version des britischen Überschalljagdbombers TSR 2, der eine kleine Megatonnenbombe neuen Typs mit sich führen kann, böte nur ungenügenden Ersatz. Die Macht der Tatsachen zeigt immer deutlicher, dass Grossbritannien (und wahrscheinlich auch Frankreich) nicht mehr in der Lage ist, sich ein wirklich selbstständiges, stets dem neuesten Stand der Technik entsprechendes Abschreckmittel zu halten. Noch klarer als zuvor wird jetzt ersichtlich, dass die Regierung MacMillan nicht nur durch die wirtschaftlich-politische Integrationsbewegung auf dem Kontinent, sondern auch durch den zunehmenden Zwang der nuklear-strategischen „Interdependenz“ veranlasst wird, eine engere Zusammenarbeit mit Frankreich bzw. eine realistischere Koordination der Kernwaffenrüstung im Dreieck Paris-London-Washington zu suchen, „mit besonderer Berücksichtigung der Bundesrepublik.“ Das Schwergewicht für die westliche Verteidigungsfront liegt also nach wie vor bei Washington. Das zeigt sich erneut, und Washington kann, um etwas brutal und rücksichtslos zu sprechen, den Hahnen zumachen oder aufmachen, d. h. es kann sagen: Wir liefern dir, Grossbritannien, oder wir liefern dir nicht. Wir liefern dir, Frankreich, oder wir liefern dir nicht. Wir sind bereit, aus der Nato eine Atommacht zu machen, oder wir sind es nicht. Die Entscheidung liegt einzig und allein bei Washington, d. h. bei der amerikanischen Regierung. Da glaube ich, müssen wir uns doch klar sein darüber, dass wir Schweizer in absehbarer Zeit, weil wir ja unsere Neutralitätspolitik auch im Zusammenhang mit der Integration, und das ist auch meine persönliche Meinung, aufrechterhalten wollen, nicht in die Lage kommen, Verhandlungen über den Erwerb von Atomwaffen aufzunehmen, ob sie nun taktischer Natur sind – strategische Waffen kommen für uns ja sowieso nicht in Frage – oder ob sie zu den sogenannten kleinen Atomwaffen gehören. Dagegen – das ist die andere Seite – ist eine Feststellung not-

wendig, die ich vorhin in einem andern Zusammenhang angedeutet habe, und die allgemeingültig geworden ist: Dass gerade bei der westlichen Verteidigungsorganisation – der wir zwar nicht angehören, aber deren Entwicklung wir genau verfolgen, weil sie ja (wir wollen uns nichts vormachen) auch in unserem Interesse funktioniert – das Gewicht auf die konventionellen Waffen mehr noch als vor wenigen Jahren gelegt wird, und dass deshalb die konventionelle Rüstung wieder eine viel grössere Bedeutung erhält, als das noch vor zwei oder drei Jahren der Fall zu sein schien oder der Fall war.

Man hat in diesem Zusammenhang in der Kommission davon gesprochen, dass, wenn wir Atomwaffen beschaffen wollten, ja nur der Westen – Amerika –, die Russen scheiden aus – als Lieferant in Frage kommt. In jedem Falle hätten wir damit zu rechnen, dass mit der Beschaffung von Atomwaffen unsere Neutralität stark in Mitleidenschaft gezogen würde, weil an den Kaufbedingungen geknüpft würden. Man hat weiter gesagt, vielleicht komme früher oder später Schweden als Lieferant in Frage. Ich hatte in der letzten Woche, als die schwedische Militärmission hier war, um unser Milizsystem – die Rekrutierung, die Wiederholungskurse und ähnliche Fragen – zu studieren, Gelegenheit, mit einigen der Herren zu sprechen, und ich habe mich bei ihnen – obwohl ich auch im Bild bin – neu erkundigt, wie es mit der Eigenentwicklung der schwedischen Atomwaffen stehe. Sowohl die Politiker als auch die Militärs haben mir gesagt, das sei eine „lange“ Geschichte. Die Sache ziehe sich in die Länge. Man gehe langsam, vorsichtig, schrittweise vor. Es sei absolut ungewiss, ob der Termin, der einmal genannt worden sei – 1965/66 –, der dann aber sozusagen nur ein Laboratoriumsergebnis ergeben hätte, eingehalten werden könne. Im Gegenteil, Schweden lege grossen Wert darauf, seine konventionelle Rüstung (auch die Luftwaffe) zu verstärken und zu festigen, um in dieser Beziehung aktionsfähig zu bleiben. – Das ist meine Information. Ich gebe sie Ihnen einfach weiter, weil ich meine Auffassung und meine hier gemachten Feststellungen unterbauen möchte. Für unser Land kommt die Beschaffung von Atomwaffen in absehbarer Zeit nicht in Frage.

Wenn man dieser Meinung ist – davon gehe ich aus –, dann stellt sich die Frage: Sollen wir, nachdem wir am 1. April eine eindeutige Abstimmung über die Frage des Verbotes der Einführung, Lagerung usw. von Atomwaffen durchgeführt haben, nun eine zweite Abstimmung über unsere Initiative durchführen? Da sage ich Ihnen ganz offen, dass ich der Meinung bin: Nein! Am 1. April hat das Schweizervolk mit 537 138 zu 286 895 Stimmen die Atominitiative I abgelehnt. Die Differenz der Stimmzahl ist eindeutig: es sind rund 250 000 Stimmen mehr, die gegen die Initiative waren als dafür. Dabei will ich gar nicht verschweigen, dass die Zahl derjenigen, die für die Initiative waren, durchaus beachtenswert ist. Es handelt sich um eine quantitativ beachtenswerte Minderheit. Es sind ohne Zweifel hier Stimmberechtigte dabei, die aus ehrlicher Besorgnis für unsere Zukunft und unser Land ihr Votum abgegeben haben. Das ist sicherlich nicht zu bestreiten. Niemand wird sagen, dass diese 287 000 Stimmen etwa alle Feinde unseres Staates

oder subversive Elemente wären Um Gottes Willen! Wo kämen wir da hin, wenn wir an das Resultat des Kantons Waadt, des Kantons Genf und des Kantons Neuenburg denken! Wir müssen uns doch davor hüten, Schlüsse zu ziehen, die an den tatsächlichen Verhältnissen vorbeigehen.

Aber ich füge bei, dass es mir persönlich – diese Feststellung nehme ich auf meine eigene Kappe und behafte damit niemanden meiner Parteifreunde – gar nicht gefällt, dass sich hinter die Atominitiative der Sozialdemokratischen Partei zum Teil nun auch Leute stellen, die gegen diese Initiative waren, als sie beschlossen wurde und die ihre Urheber – zu denen ich mich zähle – als unverantwortliche Elemente, ja sogar als Verräter an der menschlichen Gemeinschaft und am Lande bezeichneten, Leute die uns in einer sehr heftigen und sehr verleumderischen Art und Weise bekämpften. Es gefällt mir gar nicht, dass sich diese Kreise plötzlich an unsere Rockschösse hängen und hinter uns dreinlaufen. Aber Sie wissen ja, wie das ist in der Demokratie: Keine Partei ist gefeit davor, dass, wenn sie einen Vorstoss in der Referendumsdemokratie unternimmt, sich zu ihr eben auch Stimmberechtigte gesellen, denen sie gar nicht gerne „unter den Linden“ – wenn die Linden noch bestehen würden und es noch einen Heinrich Heine gäbe – begegnen würden. Das lässt sich nun einmal nicht vermeiden.

Wir möchten der Schweiz und dem Schweizervolk diese Abstimmung über die Atominitiative II ersparen. Es ist schon vom Herrn Referenten Hayoz und auch von andern Votanten mit Recht gesagt worden, dass sich die Abstimmung im luftleeren Raum abspielt, das heisst es geht ja nicht um einen materiellen Entscheid, sondern einfach um die Frage: Soll das obligatorische Referendum für den Fall der Beschaffung von Atomwaffen eingeführt werden; ja oder nein? Wir sagen: Wir sind auch einverstanden damit, wenn man sich für das fakultative Referendum entscheidet. Wir befinden uns dabei in gar nicht so schlechter Gesellschaft. Schliesslich hat der Bundesrat zweimal Stellung genommen und seinen Entscheid bei einem Stimmenverhältnis von 3:3 nur mit dem Stichentscheid des Präsidenten – der Präsident ist unser hochverehrter Bundespräsident Herr Chaudet, der Chef des Militärdepartementes – getroffen. Herr Chaudet hat jedesmal von zwei Stimmen Gebrauch gemacht, um einen Entscheid gegen den Antrag, an Stelle des obligatorischen Referendums das fakultative Referendum einzuführen, herbeizuführen. Das war sein gutes Recht, und ich bin der Letzte, der ihm da irgendwelche Vorschriften machen möchte. Aber ich gehöre zu denen, die mit der Minderheit – also mit den drei Mitgliedern – die anderer Meinung sind, Ihnen empfehlen, uns diesen Abstimmungskampf zu ersparen und an Stelle des Abstimmungskampfes als Gegenvorschlag die Motion anzunehmen, die die Revision der Militärorganisation vorsieht.

Die Frage, um die es geht, ist längst über die Sozialdemokratische Partei hinausgewachsen, obwohl es im einzelnen eine sozialdemokratische Initiative ist, über die wir sprechen. Es handelt sich nicht mehr allein – das ist mein Empfinden – um eine Frage der Sozialdemokratischen Partei, sondern um eine Frage, die alle, die eine Verantwortung in

unserem Lande tragen – politisch, militärisch und sozial – angeht. Es ist nicht mehr so, dass man etwa der Sozialdemokratischen Partei eines auswischt, wenn man dem Antrag der Minderheit nicht zustimmt. Das wäre sogar ein Standpunkt, der kleinlich wäre, der der Bedeutung der Sache, um die es geht, nicht gerecht würde. Und darum bitte ich Sie auch, von diesem Standpunkt aus an das Problem heranzugehen. Ich weiss, man sagt: „Warum soll jetzt plötzlich das Volk bei der Waffenbeschaffung entscheiden, nachdem es auf allen übrigen Gebieten der Landesverteidigung kein Entscheidungsrecht besitzt, weil die Zuständigkeit primär bei den parlamentarischen Kommissionen, sekundär bei der Bundesversammlung, bei National- und Ständerat, liegt? Aber wir sind der Meinung, es handle sich bei den Atomwaffen, ob sie nun taktisch oder strategisch sind, um ein neues entscheidendes Element, um eine neue entscheidende Waffe, von einer grossen Tragweite, dass einmal unserem Volke Gelegenheit gegeben werden soll, zu sagen, ob auch wir – für unsere Landesverteidigung – diese Waffe einführen sollen. Der Artikel 87, wie er Ihnen vorgeschlagen wird (die Motion hat den Artikel wörtlich übernommen), sagt: „Grundsätzliche Beschlüsse über die Bewaffnung, die persönliche Ausrüstung, die Korpsausrüstung und das übrige Kriegsmaterial fasst die Bundesversammlung unter Ausschluss des Referendums.“ Es bleibt also genau wie bisher bei der Waffenbeschaffung. Es ändert sich daran gar nichts. Und im zweiten Absatz heisst es: „Hat jedoch ein solcher Beschluss die erstmalige Ausrüstung der Armee mit Waffen oder Munition zum Gegenstand, deren Schadenwirkung auf Atomenergie beruht, so ist er dem Referendum zu unterstellen.“ Sie sehen, diese Fassung, die der Bundesrat in seiner Diskussion selber erwogen hat, wird von uns übernommen, und die Betonung liegt auf der erstmaligen Ausrüstung mit Atomwaffen. Es gibt nur eine einmalige Entscheidung, die wir Ihnen empfehlen, und auch diese Entscheidung durch das Volk nur dann, wenn das Referendum ergriffen wird. Man kann aus formellen Gründen fragen: Ist es, wenn man via Motion eine Revision der Militärorganisation vorschlägt, durch die Einführung des Artikels 87, ein Gegenvorschlag zur Initiative? Der Bundesrat hat sich mit dieser Frage auch auseinandergesetzt, und ich verweise Sie auf seinen Bericht Nr. 2, Seite 3 und folgende. Ich glaube, man darf den Standpunkt vertreten, ohne der rechtlichen Situation Zwang anzutun, dass die Annahme der Motion rechtlich den Charakter eines Gegenvorschlages besitzt und erhält, und dass in dieser Beziehung kaum formalistische Meinungsverschiedenheiten bestehen dürften und bestehen können. Es ist von den Experten in der Kommission und auch vom Vertreter des Bundesrates erklärt worden – der Herr Referent Hayoz hat das auch erwähnt – man könne doch dem Volk nicht eine derart schwierige Frage vorlegen, weil es ja unmöglich sei, das Volk in einer allfälligen Abstimmung über Einzelheiten zu unterrichten, die geheim gehalten werden müssen. Es sind im wesentlichen diese zwei Hinweise, Geheimhaltung und Verzögerung, die am meisten und am nachdrücklichsten von den Gegnern der Motion ins Feld geführt worden sind. Man weist darauf hin, dass man die Kommission informiert

und dass gewisse Informationen in den Kommissionen nicht einmal an die Räte gehen, eben weil sie den Charakter des Geheimnisses tragen, also die Geheimhaltungsvorschrift damit verbunden ist. Das trifft zu, das will ich gar nicht bestreiten. Wir haben bei der Beschaffung der „Mirage“ detaillierte Orientierungen bekommen, und ich bin überzeugt, dass niemand in einer Volksabstimmung erwartet hätte, alle diese Einzelheiten über die Organisation, die Konstruktion der „Mirage“ und deren Elektronik und wie sie funktioniert, zu erfahren. Es ist sogar für uns eine etwas mühselige Arbeit gewesen, alle diese Geheimdokumente, die uns gegeben wurden und die wir zurückgegeben haben, genau zu studieren, um uns einigermaßen ein eigenes Urteil zu bilden. Es ist doch ganz klar, dass niemand daran denkt (man soll da nicht übertreiben), dass das, was geheim gehalten werden muss bei der Beschaffung von Verteidigungswaffen für unser Land, an die grosse Glocke gehängt werden soll. Das geschieht bei uns glücklicherweise nicht. Ich sagen glücklicherweise, und es wird auch nicht geschehen, wenn Sie dem Antrag der Minderheit zustimmen. Der Hinweis auf die Verzögerung ist eine Frage, über die man sehr geteilter Meinung sein kann. Man erklärt, dass diejenigen, die behaupten, man könne unter Umständen mit dem Notrecht, mit Vollmachten Atomwaffen beschaffen, sich selber in Widerspruch setzen zu der Forderung, das Volk bei der erstmaligen Beschaffung mitreden zu lassen. Wenn ich in der Kommission darüber sprach, so habe ich natürlich an eine Situation gedacht, wie sie uns Ende August 1939 beschert wurde. Ich will jedoch keine Details aufwärmen, sie werden ja in dem Buch von Herrn Professor Bonjour zu finden sein. Der Bundesrat hat dazu den Auftrag gegeben, ich bin auch eingeladen worden, meinen Beitrag zu leisten und ich hoffe nur, dass ich das tun kann. Aber im Jahre 1939, lesen Sie den Bericht des Generals, waren wir für den Kriegsfall nicht bereit. Der General hat darüber in seinem Bericht eindeutig gesprochen, und wir haben seinen Bericht genehmigt. Wo lag damals die Ursache der Verzögerung? Ich sage das nicht kritisch und ich sage das gegen niemanden, ich sage nur: Man muss auch mit diesem Argument vorsichtig umgehen. Im Grunde sind wir ja nie kriegsbereit, so wie das der kleine Moritz sich vorstellt, weil alles in Entwicklung ist. Wir sind zufrieden, wenn wir ein Maximum an Bereitschaft haben, das mit unserer Verantwortung übereinstimmt. Wir freuen uns darüber, wenn das möglich ist. Aber es wird nie das Letzte an Waffen vorhanden sein, wenn je eine kritische militärische Lage entstehen sollte. Denken Sie an die Kuba-Krise! Wenn diese zum Atomkrieg geführt hätte, wie wäre es dann gewesen? Denken Sie an unsere Luftwaffe! Aber das nur zum Punkt „Verzögerung“. Er überzeugt mich nicht.

Dagegen ist die andere wichtige Frage da: Könnte man dem Schweizervolk, das heisst seinen Stimmberechtigten, die Verantwortung übertragen, eine Entscheidung über die Beschaffung von Atomwaffen zu treffen? Da sage ich nun vorbehaltlos: Ja! Gerade gestützt auf die Abstimmung vom 1. April sage ich Ja. Damals hat das Schweizervolk nein gesagt zu der Verbotsinitiative. Ich berufe mich aber auch auf andere, nicht immer einfache, oft

komplizierte Volksabstimmungen. Ich denke auch an eine Abstimmung, die uns noch bevorstehen kann, wenn wir mit dem Gemeinsamen Markt integrieren. Das wird eine eidgenössische Abstimmung geben, die sehr komplizierte Probleme aufweist und die es vielleicht nicht ermöglicht, den letzten der Stimmberechtigten so ins Bild zu setzen, wie es wünschenswert wäre. Also wird es auch dann so sein, dass die Aufklärung des Stimmberechtigten ihre Grenzen hat und erreicht und dann beginnt die Vertrauensfrage gegenüber Parlament und Regierung. Sie werden zugeben müssen, dass jede Volksabstimmung in unserem Lande (oder im Kanton oder in der Gemeinde) immer ein grosses Stück Vertrauen zum Parlament oder zur Regierung, zu den Behörden im allgemeinen enthält. Die eigene Erfahrung lehrt, dass wir dieses Vertrauen anrufen dürfen, und wir sind selten enttäuscht worden. Ja man kann beifügen: Wir sind eigentlich nie enttäuscht worden, wenn es sich um schwerwiegende Probleme handelte. In den Fragen der Landesverteidigung hat das Volk noch jederzeit gesund reagiert und geantwortet.

Ich glaube, dies sind einige wichtige Überlegungen, die bei der Beurteilung des Antrages der Minderheit eine Rolle spielen. Es gibt noch viele andere. Ich werde auf weitere nicht eintreten. Aber ich bitte Sie doch dringend, in der Initiative nicht nur eine sozialdemokratische Angelegenheit zu sehen und zu erkennen, sondern eine Angelegenheit, die uns alle angeht. Ich bitte Sie dringend, Vertrauen zu haben zum Volk. Ich bitte Sie ebenso dringend: Ersparen Sie uns diesen absolut unnötigen Abstimmungskampf dadurch, dass Sie dem Minderheitsantrag zustimmen. Ich erkläre Ihnen hier, dass, wenn die Motion Gesetz wird, es selbstverständlich ist, dass die Initianten die Initiative zurückziehen. Es wird darüber kein langes Besinnen geben. Diese Erklärung ist in der Kommission abgegeben worden, und ich gebe sie auch hier in aller Form ab.

Ich danke Ihnen, meine Herren.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen. Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1962
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	8509
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.12.1962
Date	
Data	
Seite	749-756
Page	
Pagina	
Ref. No	20 037 629

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vormittagssitzung vom 14. Dezember 1962
Séance du 14 décembre 1962, matin

Vorsitz - Présidence: M. Guinand

8436. Post- und Eisenbahndepartement.
Umorganisation

Département des postes et des chemins de fer.
Réorganisation

Siehe Seite 678 hiervor - Voir page 678 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 14. Dezem' er 1962

Décision du Conseil des Etats du 14 décembre 1962

Schlussabstimmung - Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 137 Stimmen
 (Einstimmigkeit)

An den Bundesrat - Au Conseil fédéral

8509. Ausrüstung der schweizerischen Armee
mit Atomwaffen.

Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes
atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif
à l'initiative populaire

Siehe Seite 749 hiervor - Voir page 749 ci-devant

Fortsetzung - Suite

Bretscher: Die radikal-demokratische Fraktion lehnt in Übereinstimmung mit der Kommissionsmehrheit die Initiative der Sozialdemokratischen Partei auf Unterstellung des Beschlusses über die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen unter das obligatorische Referendum einmütig ab. Die Fraktion wird für den Antrag stimmen, es sei diese Initiative Volk und Ständen ohne Gegenvorschlag zur Verwerfung zu unterbreiten. Bei dieser Stellungnahme folgen wir vor allem den verfassungsrechtlichen Erwägungen, die der Bundesrat in seinem ersten Bericht über das Volksbegehren der Sozialdemokratischen Partei niedergelegt hat.

Die mit der vorgeschlagenen Verfassungsänderung bezweckte Einführung eines obligatorischen Gesetzesreferendums *ad hoc*, das heisst nur für einen bestimmten Gegenstand, würde zweifellos einen schweren Einbruch in die Systematik unseres Bundesstaatsrechtes und zugleich eine schwerwiegende Durchbrechung der geltenden Zuständigkeitsordnung bedeuten, nach der den eidgenössischen Räten die abschliessende Kompetenz in Bewaffnungsfragen zusteht. Dem Volksbegehren auf der Verfassungsebene einen formellen Gegenvorschlag gegenüberzustellen, der die Nachteile der Initiative vermeiden würde, erscheint nach der

Sachlage als unmöglich, weshalb die Initiative Volk und Ständen ohne Gegenvorschlag zur Verwerfung zu unterbreiten ist.

Die Aussprache zur Atomwaffeninitiative II in unserer Fraktion hat gezeigt, dass in unseren Reihen auch Einmütigkeit darüber besteht, wie unerfreulich die Tatsache ist, dass unser Volk innert Jahresfrist ein zweites Mal an die Urne gerufen werden soll, um einen Entscheid in einer Frage zu fällen, die für die Schweiz heute keineswegs aktuell ist und voraussichtlich in absehbarer Zeit nicht aktuell werden dürfte. Der durch die Atomwaffeninitiative II geschaffene Zwang, das grausame Spiel einer eidgenössischen Abstimmung über eine zur Zeit gar nicht konkret gestellte Frage zu wiederholen, wird über unsere Reihen hinaus von jedermann bedauert werden, dem sowohl an der Würde unserer Demokratie als an der Erhaltung einer gesunden politischen Atmosphäre und nicht zuletzt an der Sicherung einer auf alle Volkskreise und alle verantwortlichen Parteien gestützten Wehrpolitik gelegen ist. Es scheint fast unvermeidlich, dass eine neue Abstimmung über die Atomwaffenfrage alte Gräben vertiefen und neue Gräben aufreissen wird. Der Herr Kommissionspräsident hat hier gestern einige der Begleiterscheinungen und Folgen einer solchen neuen Auseinandersetzung angedeutet. Es ist seinen Bemerkungen, in denen er durchaus gerechtfertigte Befürchtungen über den möglicherweise entstehenden innenpolitischen Schaden äusserte, auch der Hinweis auf denkbare ungünstige Auswirkungen im Ausland beizufügen. Weil die Fragestellung bei der Atomwaffeninitiative II verschieden von der Fragestellung bei der Atomwaffeninitiative I ist und deshalb auch das Resultat nicht genau dasselbe sein wird, kann der günstige Eindruck der ersten Abstimmung - ich meine: günstig in bezug auf unsern Wehrwillen - weitgehend verwischt werden.

Auch im Lager der Initianten selbst ist man über die Aussicht auf eine neue Atomwaffenabstimmung im luftleeren Raum keineswegs glücklich. Herr Bringolf hat dies gestern bei der Begründung des Minderheitsantrages der Kommission ohne Umschweife zum Ausdruck gebracht.

Wie sind wir in diese unerfreuliche Lage gekommen? Es scheint mir angezeigt, hier festzuhalten, dass die primäre, die Hauptverantwortung bei jenen Kreisen liegt, die vor einigen Jahren die sogenannte „Bewegung gegen den Atomtod“ aus dem Ausland importiert haben. Es sind ihre leidenschaftliche Kampagne, ihre Panikmacherei wegen einer überhaupt nicht auf der Tagesordnung stehenden „atomaren Aufrüstung“ der schweizerischen Armee gewesen, die in die schweizerische Politik ein mit emotionellen Elementen und demagogischen Sprengstoffen angereichertes Traktandum eingeführt haben, das wir angesichts der Fülle der uns gerade jetzt beschäftigenden grossen und realen Probleme füglich hätten entbehren können.

In zweiter Linie trägt die Verantwortung für die heutige Situation die Sozialdemokratische Partei, die für die vorliegende Initiative mit ihrem Namen zeichnet. Ich kann es mir nicht versagen, in diesem Zusammenhang darauf hinzuweisen, dass dieser sozialistischen Initiative im Jahre 1958 eine mutige Erklärung von 35 Gewerkschaftern und Sozial-

demokraten vorausgegangen ist, in der mit aller Klarheit die „Imitation“ der ausländischen Anti-atomtod-Kampagne durch bestimmte schweizerische Kreise gekennzeichnet und der Versuch, „die Frage der Bewaffnung der schweizerischen Armee den eidgenössischen Räten zu entziehen und sie zum Gegenstand gefühlsmässig unterbauter politischer Feldzüge zu machen“ – ich zitiere jene Erklärung – entschieden abgelehnt wurde. Hätte sich die Sozialdemokratische Partei diesen Standpunkt zu eigen gemacht oder zu eigen machen können, so würden wir heute nicht vor einer zweiten Atomwaffeninitiative und vor einer zweiten Abstimmung über nicht vorhandene schweizerische Atomwaffen stehen.

Wir kennen die Gründe, aus denen die Führung der Schweizerischen Sozialdemokratie den Weg der Lancierung einer Konkurrenzinitiative zur angekündigten Initiative der „Bewegung gegen die atomare Aufrüstung“ beschreiten zu müssen glaubt. Wenn wir diese Gründe noch nicht gekannt hätten, so wäre uns gestern wertvoller Aufschluss darüber erteilt worden, als Herr Bringolf mit einer selbst für seine Verhältnisse, für sein Temperament aussergewöhnlichen Offenheit sagte, dass die Lancierung der sozialistischen Initiative der Bewältigung einer gespannten und schwierigen Situation in der Partei diene. Weil sich innerhalb dieser Partei auf dem einen Flügel die in die Atomtodkampagne eingeschalteten Genossen und auf dem andern die Richtung der 35 Gewerkschafter und Sozialisten gegenüberstanden, wurde eine Auffangoperation eingeleitet; die sozialistische Initiative wurde aus taktischen Gründen lanciert. Ich möchte annehmen, dass für die Lancierung dieser Initiative neben diesen gewissermassen engeren oder niedrigeren parteitaktischen Motiven auch die Überlegung massgebend gewesen sein mag, dass die Sozialdemokratie sich nicht mit dem Vorstoss ihr nahestehender oder angehörender extremer Kreise zugunsten eines Atomwaffenverbots identifizieren oder identifizieren lassen dürfe. Die damals die Rückkehr in den Bundesrat anstrebende Sozialdemokratische Partei wollte sich mit ihrer Initiative von jenem Vorstoss distanzieren und der Anti-atomtodbewegung den Wind aus den Segeln nehmen. Herr Bringolf kann also für seine Urhebererschaft an der Atomwaffeninitiative II „mildernde Umstände“ für sich in Anspruch nehmen. Aber es ist festzuhalten, dass die Sozialdemokratische Partei durch die Lancierung ihrer Initiative den erwähnten extremen Kreisen die Möglichkeit gegeben hat, ihren „gefühlsmässig unterbauten Feldzug“ fortzuführen, und wir wissen auch, dass diese gleichen Kreise sich nach der Niederlage ihrer eigenen Initiative heute darauf vorbereiten und sich bemühen werden, in die bevorstehende neue Abstimmungskampagne, wenn es dazu kommt, alle Gifte der antimilitaristischen Propaganda einfließen zu lassen. Die Sorgen des Herrn Bringolf wegen der Aktivität der Leute, von denen er befürchtet, dass sie sich in dieser Abstimmungskampagne an die Rockschösse der Sozialdemokratischen Partei hängen könnten, sind wohlbegründet; er wird darauf achten müssen, ob sie sich nicht bloss an seine Rockschösse hängen, sondern sogar die Kommando- brücke der Propaganda zu besetzen versuchen.

Wäre es möglich gewesen oder ist es heute noch möglich, diese unnötige und unsinnige Abstimmung zu vermeiden? Das ist eine Frage, die in der Vorberatung der Atomwaffeninitiative II Ihre Kommission beschäftigt hat und die auch Sie heute noch beschäftigen wird. Es hätte vielleicht nahegelegen, die ganze unerfreuliche Situation mit dem Ausspruch jenes bernischen Gerichtspräsidenten abzutun, der angesichts eines besonders schwierigen, heiklen und unangenehmen Rechtsfalles erklärte: „Der ganze Fall wäre am besten gar nicht passiert.“ Er ist aber passiert, und wir haben uns mit ihm auseinanderzusetzen. Es zeigte sich schon bald in unserer Kommission, dass auch die sozialdemokratischen Mitglieder den Fall am liebsten ungeschehen gemacht hätten, dass sie die abermalige Auslieferung der Atomwaffenfrage an die Leidenschaften einer Abstimmungskampagne für höchst unerwünscht hielten. Der Sprechende gehört mit einigen Parteifreunden zu jenen bürgerlichen Kommissionsmitgliedern, die sich ihrerseits für verpflichtet hielten, abzuklären, ob nicht ein anständiger, das heisst ein sowohl staatspolitisch wie staatsrechtlich vertretbarer Ausweg aus der heutigen Situation gefunden werden könnte, der uns eine zweite Atomwaffenabstimmung mit allen ihren Nachteilen und Risiken ersparen würde.

Es war uns keineswegs daran gelegen, einer durch eigene Schuld in Schwierigkeiten und Verlegenheiten geratenen Partei goldene Brücken zu bauen, sondern was uns leitete, war die ehrliche Absicht, und was wir einleiteten, war ein ernsthafter Versuch, eine Verwicklung zu beseitigen und eine Lage zu entwirren, die in allen politischen Lagern mit nur allzubegreiflichem Unbehagen betrachtet wird. Dem Bemühen um eine Lösung, um einen Kompromiss, wenn Sie so wollen, entstammte der erste Mehrheitsbeschluss der Kommission, durch den der Bundesrat ersucht wurde, die Frage der Einführung des fakultativen Referendums für den Fall der Beschaffung von Atomwaffen zu prüfen, unter Wahrung der geltenden Zuständigkeitsordnung für alle in Ausführung eines solchen Beschlusses zu treffenden weiteren Massnahmen. Der Zusatz, über die Wahrung der Zuständigkeitsordnung, zum Antrag Bringolf wurde vom Sprechenden beantragt, wie ich der Ordnung wegen hier festhalten möchte.

Der Bundesrat hat den verlangten Ergänzungsbericht erstattet, und ich möchte ihm unsern Dank aussprechen für die Präzision, mit der er darin die Modalitäten eines Vorgehens aufgezeigt und erläutert hat, dass durch eine Neufassung von Artikel 87 des Gesetzes über die Militärorganisation die Möglichkeit der Unterstellung eines erstmaligen grundsätzlichen Beschlusses über die Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen unter das fakultative Referendum schaffen wird. Grundsätzlich hält der Bundesrat, wie Ihnen die Kommissionsreferenten gesagt haben, an der Auffassung fest, dass eine „Differenzierung der Verantwortlichkeiten in Bewaffnungsfragen nicht im Interesse der Landesverteidigung liegt.“ Er gibt zu, dass durch eine Lösung auf der Gesetzesstufe die sowohl staatsrechtlich als auch staatspolitisch unerwünschte Einführung des obligatorischen Gesetzesreferendums ausgeschaltet werden könnte, betont aber,

dass auch einem fakultativen Referendum die von ihm in seinem ersten Bericht genannten andern Mängel anhaften würden. Seiner Auffassung hat sich in der zweiten Sitzung unserer Kommission eine wiederum knappe Mehrheit – die erste Mehrheit wurde zur Minderheit – angeschlossen.

Ich habe durchaus Verständnis dafür, dass der Bundesrat den in seinem ersten Bericht eingenommenen Staundpunkt nicht ändern konnte und nicht ändern wollte. Indessen bedaure ich – und jetzt spreche ich auch im Namen eines Teils unserer Fraktion, die in dieser Frage nicht zu einer einheitlichen Auffassung gelangt ist –, dass der Bundesrat in Kapitel 4 seines Berichtes nicht in etwas verbindlicheren Formulierungen die Bereitschaft bekundet hat, dem Parlament den Weg zu einem Ausweg, zu einer Lösung offen zu halten, die uns die Abstimmung über die Atomwaffeninitiative II ersparen und die ganze zur Zeit irrealen Atomwaffendiskussion bis zum Augenblick, in dem die Frage der Einführung solcher Waffen wirklich aktuell wird, von unserer stark befrachteten eidgenössischen Agenda entfernen würde. Der Hauptentscheid, der richtige und wichtige Entscheid in dieser Frage ist am 1. April dieses Jahres durch die Ablehnung eines Atomwaffenverbotes, das uns für die Zukunft die Hände gebunden hätte, eindeutig gefällt worden. Es ist deshalb nicht einzusehen, warum nicht der Versuch unternommen werden sollte, die ganze Frage aus der öffentlichen Diskussion auszuschneiden und ihre Lösung der Zukunft zu überlassen, in der sie in einer konkreten Situation und in konkreter Gestalt einmal an uns herantreten mag.

Der Bundesrat glaubt allerdings für diesen Fall, dass die Beschaffung von Atomwaffen einmal sowohl möglich als nötig werden könnte, die geltende Zuständigkeitsordnung unbedingt aufrechterhalten zu müssen. Aber man kann sich fragen, ob der Vorteil der unbedingten Wahrung der Zuständigkeitsordnung, den sich der Bundesrat von der Ablehnung der vorliegenden Initiative für die Erleichterung einer späteren Lösung der Frage der Atombewaffnung verspricht, nicht durch die Nachteile aufgewogen wird, die mit der Abstimmungskampagne und der Abstimmung selbst verknüpft sind. Woher nimmt man übrigens die Gewissheit – auch der Kommissionspräsident hat diese Frage gestern gestellt –, dass die heutigen Initianten im Falle der Ablehnung der vorliegenden Initiative die ganze Frage nicht durch einen neuen Vorstoss später wieder aufrollen werden? Dann würden wir glücklich bei der dritten Atomwaffenabstimmung landen, die mit allen den gleichen Unsicherheitsfaktoren und Risiken belastet wäre, die man heute durch die erwartete Verwerfung der sozialistischen Initiative abzuwenden hofft.

Persönlich bin ich der Überzeugung, dass, wenn einmal für uns die Frage der Einführung der Atombewaffnung zum Entscheid steht, ein solcher Entscheid auf alle Fälle, und unabhängig von der staatsrechtlichen Zuständigkeitsordnung, politisch auf die Zustimmung der weitesten Kreise der öffentlichen Meinung und der verantwortlichen Parteien abgestützt werden muss. Ich bin ausserdem der Überzeugung, dass, wenn einmal die taktischen Atomwaffen eine gewisse Verbreitung über den

heutigen Klub der Atommächte hinaus und Eingang in das Arsenal der sozusagen konventionellen Waffen gefunden haben sollten, dannzumal das Schweizer Volk mit seinem hochentwickelten Sinn für die Forderungen der Wirklichkeit seinen Soldaten diese besten Waffen nicht vorenthalten würde. Ich kann deshalb in der Unterstellung eines einmaligen blossen Grundsatzentscheides über die Einführung der Atombewaffnung, also in ihrer Unterstellung unter das fakultative Referendum weder ein unüberwindliches Hindernis für die Durchführung dieser Massnahme in der Zukunft sehen, noch ihm die Bedeutung einer präjudizierlichen Durchbrechung der geltenden Kompetenzordnung beimessen, sondern ich glaube im Gegenteil, dass die stillschweigende oder ausdrückliche Sanktionierung eines solchen Beschlusses durch das Volk sein Gewicht noch erhöhen könnte. Nebenbei bemerkt, erscheint es als durchaus möglich, dass die Einführung der Atombewaffnung eine Revision des Gesetzes über die Militärorganisation in anderer, eben in organisatorischer Hinsicht nötig machen könnte, die selbstverständlich ihrerseits ohne weiteres dem fakultativen Referendum unterläge. Es besteht deshalb kein Anlass, die staatsrechtlich zulässige und staatspolitisch vertretbare Einführung einer neuen Norm auf der blossen Gesetzesstufe, wie sie mit der Motion auf Revision von Artikel 87 MO vorgeschlagen wird, in ihrer Bedeutung oder in ihren Konsequenzen über Gebühr zu dramatisieren.

! Gegen diesen Gedanken ist zwar in unserer Kommission vom Sprecher des Bundesrates und vom Vertreter des Militärdepartementes eingewendet worden, dass das fakultative Referendum nicht nur die Gefahr eines Fehlentscheides des Volkes wegen ungenügender Kenntnis des Sachverhaltes in einer für die Landesverteidigung wichtigen Frage in sich schliesse, sondern sich auch als Hindernis für die Beschaffung von Atomwaffen, als ein Moment der Verzögerung und Verschleppung notwendiger Entscheide erweisen würde. Ich kann dieser Argumentation nicht ohne Abstriche beipflichten. Wenn eine Beschaffung von Atomwaffen unter normalen Bedingungen – ich spreche nicht von normalen Zeiten, denn die internationalen Spannungen werden andauern –, wenn sie unter normalen Bedingungen erfolgt, das heisst, wenn ihr Studien, Verhandlungen, technische Vorentscheide vorausgehen müssen, dürften die dadurch bedingten Fristen wohl ausreichen, um durch eine neue Revision der Militärorganisation den Grundsatzentscheid der Kammern und eventuell des Volkes über die Einführung der Atombewaffnung herbeizuführen.

Bei dieser Gelegenheit möchte ich Sie doch daran erinnern, dass der Bundesrat vor nicht allzu langer Zeit – es war im Jahre 1954 – einen für die Unberührtheit der Zuständigkeitsordnung in Bewaffnungsfragen und damit für die Interessen der Landesverteidigung viel gefährlicheren Weg einschlug, als er einen Gegenvorschlag zur sogenannten Sparinitiative I unterbreitete, der die Einführung sowohl des fakultativen als auch des obligatorischen Finanzreferendums vorsah, eine beinahe revolutionäre Massnahme, deren Verwirklichung zur Folge gehabt hätte, dass fast alle Militärvorlagen mit ihren grossen Ausgabensummen dem fakultativen und in vielen Fällen dem obligatorischen Referen-

dum unterstellt worden wären. Das wäre nun eine wirkliche Differenzierung und Teilung der Verantwortlichkeiten gewesen. Die Bundesversammlung hätte die Beschlüsse über die Bewaffnung gefasst, und das Volk hätte nachher, sozusagen bei jeder einzelnen Vorlage, das Recht gehabt oder wäre veranlasst worden, über die Finanzierung dieser Beschlüsse zu entscheiden. Ich habe damals der Einführung dieses Finanzreferendums auch in der gemilderten Form, wie es schliesslich von der Mehrheit der Räte akzeptiert und in den Gegenvorschlag der Bundesversammlung aufgenommen wurde, kräftig und vor allem im Hinblick auf die damit verbundene tatsächliche Aufhebung der Kompetenzordnung in Bewaffnungsfragen opponiert. Daraus leite ich heute das Recht ab, Ihnen hier zu sagen, dass zwischen jenem Vorschlag des Bundesrates und den Beschlüssen der Bundesversammlung einerseits und dem heutigen Vorschlag der Kommissionsminderheit andererseits ein grosser qualitativer und quantitativer Unterschied besteht, ein Unterschied, der das vorgesehene mögliche einmalige Spielen des fakultativen Referendums beim Grundsatzentscheid über die Einführung der Atombewaffnung in keinem Fall als eine so fürchterliche, destruktive Novität erscheinen lässt.

Ich habe Ihnen kurz die wichtigsten Gründe und Überlegungen genannt, die mich und einen Teil meiner Parteifreunde veranlasst haben, einen Ausweg aus der unerfreulichen Situation zu suchen, vor die wir durch den Zwang zur Abhaltung einer neuen Atomwaffenabstimmung gestellt sind. Zweifellos ist in diesem Rat die Meinung stark vertreten, dass der durch die sozialistische Initiative geschürzte gordische Knoten heute zunächst durch unsern Entscheid und dann durch den Entscheid des Volkes und der Stände durchschnitten werden müsse. Der Respekt, den ich dieser Meinung und ihren Beweggründen entgegenbringe, lässt mich hoffen, dass auch unsere Haltung in dieser Frage vor Missverständnissen und vor unabsichtlichen und absichtlichen Missdeutungen geschützt sein werde. Ich wiederhole: Die Radikaldemokratische Fraktion lehnt die Initiative der Sozialdemokratischen Partei ab und wird sie bekämpfen, wenn sie zur Abstimmung kommen sollte. Persönlich stimme ich der Motion Bringolf zu und bitte Sie, ihr als einem ernstgemeinten Versuch zur Bewältigung einer unerfreulichen Situation Ihre Zustimmung zu geben.

Arnold-Zürich: Die Nuklearwaffen sind Menschenvertilgungsmittel einer – gegenüber den konventionellen Waffen – neuen Grösse und Qualität. Sie sind geradezu ein Schulbeispiel für die Hegelsche These, wonach eine immer mehr gesteigerte Quantität in eine neue Qualität umschlagen kann. In unserem Falle handelt es sich um eine neue Waffenqualität, die den Krieg zum Selbstmord der Völker werden lässt. Bei den genetischen Auswirkungen auf die kommenden Generationen handelt es sich zudem um eine neue Dimension der Waffenwirkung, die das Leben aller Menschen, Tiere und Pflanzen dieser Erde ernstlich gefährdet. Das aber hat mit Kriegsführung nichts mehr zu tun; noch viel weniger hat es mit der Verteidigung von Land und Volk etwas zu tun. Wesentlich ist heute, ob wir die durch die Nuklearwaffen eingetretene

Revolution von Strategie und Taktik des Krieges in ihren politischen, wirtschaftlichen und militärischen Aspekten erkennen – ob wir sehen, dass die Technik entweder den Krieg besiegt oder den Menschen vernichtet –, ob wir erkennen, welcher Platz uns als Kleinstaat in dieser letzten Phase der Entwicklung von Vernichtungsmitteln in der Gemeinschaft der Völker zusteht. Können wir den Wettlauf in der Beschaffung von Abschreckungsmitteln des Kalten Krieges und von Selbstmordinstrumenten des Heissen Krieges mitmachen? Mit dieser Frage sind heute alle Völker konfrontiert. Die kleinen Völker aber würden einen entscheidenden Fehler begehen, wenn sie sich so verhalten würden, als ob sie Grosstaaten wären. Erst als bei uns in Armeekreisen und später auch im Bundesrate mit dem Gedanken einer atomaren Rüstung unseres Landes gespielt wurde, bedurfte es einer Bewegung gegen die atomare Rüstung, die das Volk zum Entscheide aufruft. Es ist also nicht so, wie Herr Bretscher vorhin sagte, diese Bewegung sei aus dem Auslande inspiriert worden.

Die erste Initiative wollte einen grundsätzlichen Verzicht unseres Landes, sich in die Reihe der Atomkräfte einzugliedern, herbeiführen. Die zweite Initiative will lediglich für den konkreten Fall den Entscheid dem Volke vorbehalten, wobei die grundsätzliche Stellungnahme vorläufig aufgeschoben bleibt. Der Bundesrat war also bei der zweiten Initiative nur mit der Frage konfrontiert, ob der Entscheid über eine für unser Volk lebenswichtige Frage dem Volksentscheid vorbehalten werden solle. Wie hat er darauf durch seine Botschaften reagiert? Sehr sauer, meine Herren Kollegen. Er räsoniert nicht nur gegen die Initianten, die dieses Begehren stellen, er räsoniert auch gegen das Volk selbst, das seinem Willen Ausruck geben könnte, den Entscheid, ob es die Bewaffnung unserer Armee mit nuklearen Vernichtungsmitteln wolle, gegebenenfalls selbst zu fällen.

Die Stellungnahme des Bundesrates zu dieser Möglichkeit erweckt einen sehr peinlichen Eindruck. Peinlich deshalb, weil weder Bundesrat noch Parlament die Verantwortung für eine Atomrüstung tragen könnten, die nicht vom Willen der Mehrheit des Volkes gebilligt wäre. Wie ganz anders, wie viel vertrauenserweckender wäre es doch gewesen, wenn der Bundesrat nicht gegen das Volk räsonierte hätte, sondern wenn er ungefähr folgendes in seiner Botschaft sagen würde: „Sollten der Bundesrat oder die Bundesversammlung jemals durch die Arglist der Zeit oder durch eigene Überlegung zur Überzeugung gelangen, Nuklearwaffen seien für unsere Armee nötig, dann haben sie allen Grund, dem Volke, das die Verantwortung für einen solchen Entscheid selbst übernehmen will, dankbar zu sein.“ Die Botschaft aber lässt den Bundesrat wie eine hoch über dem Volke und seiner Urteilskraft stehende Regierung sprechen, so, als ob das Volk in dieser Lebensfrage einen Vormund benötigte. Ein Bundesrat aber, dessen vornehmste Aufgabe die Wahrung unserer Volksrechte ist, ein Bundesrat, der vor allem auch die Institutionen der direkten Demokratie achtet, hätte eine Botschaft wie die vorliegende, in der die demokratische Reife des Volkes so gering bewertet wird, eine Botschaft, in der die Regierung und das Parlament entsprechend überbewertet werden, nicht herausgeben dürfen.

Schon die Initianten selbst werden mit spitzfindiger Klügelei behandelt, als ob sie nicht gemerkt hätten, dass man Atomenergie auch als Triebstoff für Flug- und Fahrzeuge gebrauchen könnte. Überheblich belehrt uns diese Botschaft, es könnten unter dem Begriff Atomwaffen auch atomgetriebene Panzer und Flugzeuge verstanden werden. Das entspricht etwa folgender Logik:

Wenn wir durch Verfassung oder Gesetz verbieten würden, einen Feind mit Benzin zu übergiessen und ihn lebendig zu verbrennen, dann könne man darunter auch verstehen, es dürfe Benzin nicht als Triebstoff für Armeefahrzeuge verwendet werden; oder ein zweites Beispiel:

Wenn wir beschliessen würden, den Offiziersdolch abzuschaffen, dann könnte man nach der Logik der bundesrätlichen Botschaft darunter auch verstehen, wir wollten dem Küchenchef der Truppe das Fleischmesser wegnehmen, weil wir in der Verfügung über den Offiziersdolch keinen Vorbehalt für das Küchenmesser gemacht hätten.

Eine solche Argumentation in einer Botschaft des Bundesrates ist unseriös.

Wie steht es mit dem Initiativrecht des Volkes in der Botschaft? Lesen Sie auf Seiten 2 und 3 der ersten Botschaft folgenden Satz: „Nachdem sich Volk und Stände in der Abstimmung vom 22. Oktober 1961 gegen die Einführung der Gesetzesinitiative im Bund ausgesprochen haben, könnte man sich fragen, ob Verfassungsinitiativen mit dem Inhalt von Gesetzesinitiativen gleichwohl als gültig betrachtet werden dürfen.“ Diese Frage könne zurzeit deswegen hier offen bleiben, sagt die Botschaft, „weil sich die vorliegende Initiative nicht im Begehren um Änderungen von geltendem Gesetzesrecht erschöpft.“ Was heisst das? Das ist nichts anderes als der hier schon oft gehörte Lieblingsgedanke reaktionärer Kreise, die dem Initiativrecht des Volkes materielle Schranken setzen wollen. Gehört aber dieser Lieblingsgedanke in eine Botschaft des Bundesrates, und was hat diese beiläufige Entgleisung zu bedeuten? Der Satz sagt doch nicht weniger aus, als dass das Volk, als es die Gesetzesinitiative ablehnte, damit gleichzeitig auch auf das Recht verzichtet habe, dass der Verfassungsinitiative keine materiellen Schranken gesetzt werden dürfen. Das ist aber nicht der Fall. Das Volk hat zwar auf die Gesetzesinitiative verzichtet, aber es hat damit keine Einschränkung der Verfassungsinitiative akzeptiert. Das materiell an keine Schranken gebundene Recht der Verfassungsinitiative mag im Gegenteil für viele Bürger geradezu ein Grund gewesen sein, um gegen die Gesetzesinitiative zu stimmen, in der Meinung, die Verfassungsinitiative sei ja genügend. Was aber wollte der Bundesrat mit diesem Satze? Er will – das ist zu erwarten – bei nächster Gelegenheit auf diese bedenkliche Entgleisung zurückkommen. Es handelt sich also um eine Art Zeitbombe gegen die direkte Demokratie.

Bundesrat und Botschafter erklären ferner: „Wegen ihrer präjudiziellen Auswirkung auf die für die Bewaffnung der Armee wichtige Kompetenzenordnung, wie sie in Artikel 87 der Militärorganisation enthalten ist, muss sie – die Initiative – sorgfältig geprüft werden. Diese Prüfung hat aber keine überzeugenden Argumente für die Ablehnung der Initia-

tive oder der Motion Bringolf/Bretscher auf Revision von Artikel 87 der Militärorganisation ergeben.“

Wenn das Entscheidungsrecht des Volkes (das es sich ja selber nehmen kann), für eine genau präzierte Sachfrage präjudizielle Wirkung für andere Fragen haben könnte, wie der Bundesrat behauptet, dann wäre ja in unserer Verfassung auch das Jesuitenverbot ein Präjudiz – dann wäre das Schächtverbot ein Präjudiz – und das Absinthverbot könnte als Präjudiz dienen, um den Süssmost zu verbieten. Gerade weil sich sowohl die Initiative, als auch die Motion Bringolf/Bretscher auf das obligatorische bzw. auf das fakultative Referendum für die Atombewaffnung beschränken, kann logischerweise daraus kein Präjudiz für konventionelle Waffen herausgelesen werden. Darüber kann es doch nicht den geringsten Zweifel geben.

Eine unverkennbare, krasse Geringschätzung aber bringt der Bundesrat gegenüber dem souveränen Volke am Schlusse der Ergänzungsbotschaft zum Ausdruck. Und diese Überheblichkeit könnte leicht als Präjudiz für spätere Fälle dienen, wenn sie unwidersprochen bliebe. Da lesen wir als Hauptargument gegen einen Volksentscheid in Fragen der Atombewaffnung folgendes: „Ob unsere Armee einmal mit Atomwaffen auszurüsten sein wird, ist vornehmlich eine militärpolitische und militärtechnische Frage. Den Entscheid hierüber der leidenschaftlichen Atmosphäre einer Volksabstimmung auszusetzen, liesse sich vom Standpunkte der Landesverteidigung aus nicht verantworten.“ Bekannte Töne, die wir seinerzeit, 1958, schon in der Erklärung der 36 angetroffen haben, als gesagt wurde, das Volk lasse sich von Emotionen leiten! So sagt es die hohe Obrigkeit, man darf dem Volke einen Entscheid nicht anvertrauen. Die Obrigkeit könnte das nicht verantworten, weil das Volk, der Souverän sich in einer Abstimmung von Leidenschaften leiten lasse. Das kann ja nichts anderes heissen, als dass es Vernunft und Verstand bei seinen Urnengängen beurlaube. Dieses gleiche Volk aber sollte dann im Atomkriege unerschrocken dastehen: den Felsen gleich, nie vor Gefahren bleich, und Schmerz soll ihm ein Spott sein. Ohne Leidenschaft, ohne Emotionen soll es froh und vernünftig bleiben – auch noch im Todesstreich. Der Todesstreich wird allerdings im Atomkrieg auch den Ungeborenen gegeben werden, nur nicht gleich wie bei St. Jakob.

Und jetzt noch eine Frage an Sie selbst, meine Herren Kollegen: Kann es Sie wirklich befriedigen, von einem Volke gewählt zu werden, das im Moment, wo es Ihnen die Stimme gibt, Verstand und Vernunft dispensiert und sich in leidenschaftlicher Atmosphäre von Emotionen leiten lässt? Meine Herren, von den Puritanern wurde einmal gesagt: „Sie haben alle ihre Liebe dem Herrgott gegeben, sie haben selber keine mehr.“ Wollen Sie heute vom Volke sagen, es gäbe mit der Wahl des Parlamentes in der Garderobe alle seine Vernunft den Mitgliedern der Bundesversammlung ab, es habe dann selber keine mehr? Ober glauben Sie, das Volk habe überhaupt zu wenig Verstand und Vernunft, man dürfe ihm nur ungefährliche Materien zur Abstimmung überlassen? Das Volk soll also mit seinem Gefühl Nationalräte wählen, weil es ja zu wenig Widerstandskraft hat, um seinen Verstand in der leiden-

schaftlichen Atmosphäre von Wahlen und Abstimmungen walten zu lassen. Aber meine Herren Kollegen, wird dieses von Leidenschaften und Emotionen geleitete Volk, dieser im Vergleiche zu Parlament und Bundesrat bedauernde Souverän, dann nur vernünftige Verstandesmenschen in die Räte wählen? Die Antwort kann sich jeder selbst geben. Ich selbst bin überzeugt, dass das Irrationale der sogenannten Atomverteidigung vom Volke besser erkannt wird als von unserem Rat. Die Gefühlsathleten, die sich täuschen lassen, sitzen hier! Sie sitzen in Regierungen, in Armeestäben und in Parlamenten. Und die obirgkeitliche These von der Unzulänglichkeit von Leidenschaften irreführenden Volkes wird ein Bumerang sein, der seine Urheber trifft.

Weiter sagt die Botschaft, es seien Lagen denkbar, in denen die Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen von rigorosen Geheimhaltungsvorschriften abhängig wäre. Also auch mit dem Vorwand der Geheimhaltung wehrt man sich dagegen, dem Volke, das alle Folgen eines Atomkrieges zu tragen hätte, den Entscheid zu überlassen. Wer wird dann aber im Auslande orientiert sein, und wer nicht? Wie steht es dann mit der Neutralität? Der Bundesrat weiss ja, dass er im Kriegsfall Vollmachten erhalten würde, also kann sich diese Bemerkung nicht auf den Kriegsfall beziehen. Und in Friedenszeiten würde es sich um eine schwere, nicht wieder gut zu machende Diskreditierung unserer Neutralitätspolitik handeln, wenn unser Land sich heimlich an irgendeiner Form der Atomrüstung beteiligen wollte.

Ich will jetzt nicht fragen, wer im letzten Kriege sich besser bewährt habe, das Volk oder die Regierung, ich sage nur: Wir hatten viel Glück, und es besteht kein Grund, dass sich der Bundesrat in dieser Frage auf das hohe Ross setzt. Denken Sie an den Frontistenempfang im Bundeshaus während des Krieges.

In Anlehnung an einen Satz in der Botschaft, Seite 5, schliesse ich mit den Worten: Argumentationen, die das Volk und seine Urteilskraft gering schätzen, in einer bürgerlichen Botschaft zu unterlassen, „das gebietet auch die Achtung vor unseren demokratischen Institutionen.“

Wir werden den Kampf um das Entscheidungsrecht des Volkes in der Frage der Atombewaffnung mit aller Konsequenz weiterführen, wenn das Parlament sich dieser Forderung verschliessen sollte.

Le président: Je n'ai pas l'intention de limiter la discussion mais je tiens à vous rendre attentifs au fait que, sans compter les deux rapporteurs de la majorité et celui de la minorité, nous avons 13 orateurs. Il faudrait par conséquent que chacun se limite au strict nécessaire.

M. Chevallaz: Reconnaissons que dans une certaine mesure le débat d'aujourd'hui est l'affrontement de deux peurs: la peur de la guerre atomique, d'une part, et, d'autre part, la crainte que l'on aurait de confier au peuple une responsabilité quelconque dans le domaine de la défense nationale. La peur de la guerre atomique relève aux yeux de certains de ces paniques incontrôlées qui, sans raison,

sur un prétexte grossi par des imaginations fertiles ou par des machinations malfaisantes, viennent jeter l'affolement dans une ville saisie d'effroi. Qu'il y ait, dans la crainte de la guerre atomique, certains éléments de panique et certaines de ces machinations malfaisantes, cela est indiscutable. Et l'intérêt qu'y apportent ça et là les partis communistes, alors que se poursuivent où vous savez et sans référendum les essais d'armes nucléaires, est propre à nous mettre en garde. Mais la peur de la guerre atomique est aussi autre chose, de plus réel et de plus grave: une peur que je dirai, en pesant mes mots, une peur contrôlée et une peur raisonnable. Une peur contrôlée car il ne s'agit pas seulement de la sensibilité d'âmes tendres, émues par la brutalité historique des conflits, ni de la lamentation traditionnelle des objecteurs de conscience hostiles à toute défense armée. Il s'agit plutôt des avertissements graves donnés par des savants de tous les horizons politiques, avertissements confirmés par l'expérience et par les mesures de la radio-activité, sur les effets directs et indirects, immédiats et à long terme, de l'arme nucléaire.

Une peur contrôlée, une peur raisonnable aussi car c'est être raisonnable de craindre l'engagement d'une arme qui n'est pas comme les autres, dont les effets d'anéantissement dépassent très largement – même dans le cas d'armes à effet limité – la troupe engagée au combat; une arme dont les effets à l'heure actuelle et même s'agissant de ces bombes dites propres, dont les effets indirects et lointains ne peuvent guère être appréciés d'une manière pleinement rassurante. La peur de l'arme atomique est ainsi une peur raisonnable, dans la mesure où elle est manifestation de la volonté de vivre, refus de l'anéantissement collectif.

Il est vrai – et cela justifie pleinement notre vote et le vote du peuple et des cantons rejetant la première initiative – que la recherche militaire s'oriente moins vers la fabrication des armes thermonucléaires à grande puissance dont la crainte des repréailles établit ce que l'on appelle l'équilibre de la terreur, que vers la fabrication d'engins à effet strictement limité, à radio-activité restreinte ou quasi-nulle qui viendraient, par simple économie de personnel et de moyens, se substituer à l'artillerie lourde et à l'aviation d'intervention. Il est clair que le jour où l'acquisition de telles armes strictement limitées deviendrait à la fois indispensable et possible à notre défense nationale, en deviendrait même la condition, nous n'aurions guère d'hésitation, pour autant encore que, d'ici là, la protection des populations civiles soit sortie du provisoire approximatif qui la caractérise aujourd'hui.

C'est pourquoi le peuple et les cantons ont eu raison de rejeter l'engagement unilatéral, l'abandon gratuit que nous proposait la première initiative. Mais, si la majorité fut claire, le débat n'en a pas moins révélé – et non seulement en Suisse romande et au Tessin mais dans tout notre pays – des courants profonds et sincères dont nous aurions tort de minimiser l'importance et dont, nous semble-t-il, dans la tradition et l'esprit de la démocratie helvétique, nous devons tenir compte.

Il serait en effet trop simple, injuste autant que peu politique, de jeter en vrac dans le camp des

adversaires de notre défense nationale et des mauvais Suisses tous ceux qui ont voté la première initiative. L'existence de la Suisse est liée, sans doute, à une volonté de défense inconditionnelle. Mais notre raison d'être et notre crédit moral se justifient aussi et autant aux yeux du monde d'un climat chrétien et humaniste, charitable et raisonnable dont on ne saurait dire que l'arme atomique, même propre, soit le symbole le mieux choisi. Et l'on peut admettre, sans l'en approuver du tout, qu'un excellent citoyen ait devant cette arme, totale jusqu'à plus ample information, un sérieux débat de conscience. On peut comprendre qu'il ne puisse pas, en l'état actuel de nos connaissances, abandonner sans autre son droit de décision.

Ce débat de conscience, on pourrait apparemment, juridiquement et prématurément, le résoudre par le rejet pur et simple de la deuxième initiative en laissant aux Chambres la compétence exclusive de trancher de l'acquisition d'armes atomiques. Mais je crains qu'alors on accroisse seulement un malaise certain. Exclu dès lors du débat, exclu de la possibilité de décision par la volonté de la majorité du peuple et des cantons, un bon nombre de nos concitoyens, foncièrement acquis à notre défense nationale mais hostiles dans l'état actuel de la question à l'arme atomique, se trouveraient singulièrement rapprochés, par la force des choses et par notre imprévoyance, des adversaires de principe de cette défense.

Certains croient discréditer la motion émanant de la minorité de la commission en la traitant de solution de compromis. Notre pays, Messieurs – c'est sa caractéristique et ce pourrait être sa fierté – est tout entier construit sur le compromis: La diversité des langues, des confessions et des climats politiques exigent, autant qu'il est possible sans nuire à l'efficacité, des décisions qui ne soient pas sommairement le fait de la majorité numérique, mais des décisions qui puissent être largement acceptées, même par les adversaires une fois battus devant le peuple.

La proposition qui vous est faite par la minorité de la commission permettrait d'éviter, dans l'immédiat, un affrontement simpliste entre le maintien intransigeant de la prérogative exclusive des Chambres, d'une part, et l'introduction, d'autre part, dans notre Constitution d'un référendum obligatoire d'espèce nouvelle et sans doute non conforme à la continuité du droit. Ce compromis permettrait de rechercher l'unité morale du pays, une large adhésion par une solution conforme à la fois à nos principes constitutionnels et aux intérêts profonds de la défense nationale.

Intérêts profonds de la défense nationale? J'aborde ici la deuxième crainte dominant le débat, la crainte de donner au peuple la possibilité – en circonstances normales – de se prononcer sur un aspect et sur un moyen de notre défense nationale. Une crainte qui se réfère à la fois au climat passionnel qui, dit-on, caractériserait le débat sur la décision définitive, aux lenteurs et aux incertitudes de la procédure référendaire.

Si climat passionnel il y a, nous n'y échapperons pas, nous ne l'atténuerons pas par la proposition de la majorité de la commission. Nous l'aurons ce climat passionnel, à grandes orgues, lors du vote

populaire sur l'initiative. Et nous doutons fort, pour peu que la majorité populaire ne soit pas massive, que la décision de rejet sommaire mette fin au débat.

Et puis, il y a, au fond du problème, le principe de la souveraineté populaire, de la capacité de jugement du souverain, ce principe de la démocratie directe que le peuple a su justement rétablir quand l'autorité fédérale avait tendance à se maintenir dans le confort de ses prérogatives du temps de guerre, ce principe de la démocratie directe que l'on met à bon droit en avant lorsqu'il s'agit de garder nos distances face au Marché commun.

Certes, ce serait pousser la démocratie à l'absurde, la rendre inefficace, que d'appeler l'électeur à trancher des problèmes de technique militaire – bien qu'on l'appelle parfois à se prononcer sur la politique de l'or de la Banque nationale, autre question au moins aussi complexe – à décider de telle arme ou de telle autre, de telle tactique ou de telle autre. Il faut bien affirmer aussi qu'à l'heure du danger, les Chambres, le cas échéant le Conseil fédéral seul, auront les pouvoirs de prendre les décisions nécessaires à l'indépendance du pays. Mais, dans les circonstances ordinaires, normales, il est logique, il est nécessaire, il est démocratique que le peuple puisse, s'il le veut, être entendu sur les problèmes qui, par leur gravité, leurs conséquences, leur résonance morale, dépassent largement le domaine technique. L'acquisition d'armes atomiques est manifestement aujourd'hui dans ce cas. Refuser au peuple le droit d'appeler à lui une question de cette gravité et d'un caractère dépassant largement la technique, c'est marquer bien de la méfiance à l'égard de sa capacité de discernement, bien de la méfiance à l'égard du principe même de la démocratie directe.

Ce référendum – même sur des problèmes fort délicats – et cette confiance faite au peuple souverain ne sont-ils pas une tradition bien antérieure à la démocratie moderne?

L'historien vaudois, Charles Gilliard, relève qu'en 1535, à la veille de la conquête du Pays de Vaud, les autorités bernoises ont pratiqué un très large référendum, et dans la ville et dans les campagnes, avant d'engager leur opération de conquête.

Si l'on procéda ainsi à Berne en 1535, s'agissant de la conquête du Pays de Vaud, s'agissant non de conquêtes, mais de défense, les Chambres fédérales de 1962 seraient-elles moins confiantes que ces messieurs de Berne ne l'étaient en 1535?

Si, faute d'accords internationaux souhaitables, les circonstances et la recherche rendent nécessaire et possible l'acquisition d'armes atomiques, le peuple saura prendre ses responsabilités.

Le choix n'est pas, comme on l'a dit, entre une préoccupation purement politique et le souci de la défense nationale, mais bien plutôt entre une défense nationale soustraite, systématiquement, en tous ses éléments, quelle que soit leur portée, à la souveraineté populaire, et une défense nationale qui, sur un problème essentiel, de grande résonance morale, ne craint pas la décision du peuple souverain. Elle y trouvera même sans doute un incontestable renforcement.

C'est pourquoi, d'accord avec la majorité du groupe radical, je vous propose de voter le rejet de

la deuxième initiative antiatomique, mais en revanche de souscrire à la motion de la minorité, prévoyant l'institution par la voie législative du référendum facultatif pour l'acquisition d'armes atomiques.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

**Nachmittagssitzung vom 17. Dezember 1962
Séance du 17 décembre 1962, après-midi**

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

8509. Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen.

Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

Siehe Seite 757 hiervor – Voir page 757 ci-devant
Fortsetzung – Suite

Le président: Je vous propose de siéger jusqu'à 20 heures, de façon que nous puissions avancer dans l'examen de notre ordre du jour. Il y a encore 15 orateurs inscrits. Notre collègue Bienz dépose une motion d'ordre qu'il va développer immédiatement. Je lui donne la parole.

Bienz: Angesichts der Wichtigkeit dieses Geschäftes, das wir bereits am Donnerstag und am Freitag behandelt haben und heute abend wieder behandeln müssen, und weil wir noch eine so reich befrachtete Traktandenliste mit wichtigen Geschäften für diese Woche haben, möchte ich Ihnen beantragen, dieses Geschäft heute abend durchzubearbeiten und die Schlussabstimmung ebenfalls heute abend vorzunehmen.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag des Präsidenten	88 Stimmen
Für den Ordnungsantrag Bienz	26 Stimmen

Le président: Avant d'ouvrir le débat je prie les 15 orateurs inscrits de reprendre encore leur texte pour voir s'il ne leur est pas possible de limiter leur temps de parole à 10 minutes. Je sais que cette proposition n'a rien de réglementaire, mais on peut dire beaucoup de chose en 10 minutes. La concision est la qualité maitresse des orateurs, ne l'oubliez pas!

Giovanoli: Ich empfehle Ihnen, dem Minderheitsantrag zuzustimmen. Wird der Minderheitsantrag verworfen, so trete ich selbstverständlich, in Übereinstimmung mit unserer einstimmigen Fraktion, dafür ein, die Atominitiative II dem Volke mit der Empfehlung auf Zustimmung zu unterbreiten.

Sie haben gehört, dass der Minderheitsantrag in der Kommission nur ganz knapp verworfen worden ist. Ich möchte an die Spitze meiner Ausführungen die folgende Feststellung setzen: Es gilt nun, die Vernunft walten zu lassen, und es ist bei dieser Sachlage ein Gebot der Vernunft, dem Minderheitsantrag zuzustimmen. Wird diese Motion auf Revision von Artikel 87 der Militärorganisation angenommen und wird diese Revision Gesetz, so ist selbstverständlich die Volksinitiative, die Atomwaffeninitiative II, zurückzuziehen. Das ist auch meine Auffassung und die Auffassung meiner Freunde in der deutschen wie in der welschen Schweiz.

Wird der vorgeschlagene Weg ermöglicht und wird diese Revision der Militärorganisation Gesetz, so ist damit der entscheidende Gesichtspunkt gewahrt und gesichert, dass für eine allfällige atomare Bewaffnung – also die Einführung von Atomwaffen – das Volk, wenn auch auf dem Wege über das fakultative Referendum, die letzte Entscheidungsbezugnis hat und in einem solchen Falle Stellung beziehen kann. Dieser Standpunkt ist offensichtlich auch im Bundesrat vertreten worden, und ich stelle noch einmal fest, dass das Stimmenverhältnis im Bundesrat 3:3 war, bei einer Stimmenthaltung. Mathematisch genau, wenn Sie wollen, kann man also sagen 3,5:3,5. Ich möchte fragen: Sind das nun auch subversive Elemente, wie dieser neue Ausdruck lautet? Jedenfalls steht das eine fest: Man kann nicht mehr mit Verdächtigungen und mit schlimmen Unterschiebungen, mit verantwortungslosen Unterschiebungen, möchte ich beifügen, operieren. Wenn der Minderheitsantrag verworfen wird und die Atomwaffeninitiative II zur Abstimmung gelangt und zur Abstimmung gelangen muss, dann können wir auf diesen Sachverhalt aufmerksam machen. Meine Gegner, unsere Gegner in dieser Sache, stehen dann in schlechten Hosen; denn wir können darauf hinweisen, dass sie es waren, die die vernünftigste Lösung auf dem Wege der Revision der Militärorganisation, die zu allem hin eine Volksabstimmung erübrigt, in einem verhängnisvollen Immobilismus, ich möchte wiederholen, in ihrem verhängnisvollen Immobilismus, verhinderten, einen Weg, den der Bundesrat selber, wenn man schon auf diesem Standpunkt steht, als gangbar bezeichnet hat. Dieser Weg ist dann von den Gegnern blockiert worden. Die Argumentationen, die der Bundesrat heute gegen diesen Vermittlungsvorschlag und gegen das Entscheidungsrecht des Volkes ins Feld führt und die auch in diesem Saale ins Feld geführt wurden, sind geradezu an den Haaren herbeigezogen. Glauben Sie, dass das Eindruck macht, wenn man bei einer allfälligen Volksabstimmung einem mündigen Volk unter die Nase reibt, dass es eigentlich unzuständig und unmündig sei? Die Sache ist doch so, dass schon ein Teil der Militärreform und der Reorganisation der Armee, die wir vor zwei oder drei Jahren durchgeführt haben, dem Referendum unterstellt waren, insofern als es die Revision der Militärorganisation anging. Das Volk muss ja noch über ganz andere Gegenstände abstimmen, die mindestens ebenso komplex sind, zum Beispiel über eine ganze Bundesverfassung, unter Umständen über Staatsverträge. Ich erinnere an den Gotthardvertrag und an die Völkerbundsabstimmung. Ferner: Wie steht es denn bei einer all-

Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen. Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1962
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	8509
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.12.1962
Date	
Data	
Seite	757-764
Page	
Pagina	
Ref. No	20 037 631

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

la deuxième initiative antiatomique, mais en revanche de souscrire à la motion de la minorité, prévoyant l'institution par la voie législative du référendum facultatif pour l'acquisition d'armes atomiques.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

**Nachmittagssitzung vom 17. Dezember 1962
Séance du 17 décembre 1962, après-midi**

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

8509. Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen.

Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

Siehe Seite 757 hiervor – Voir page 757 ci-devant
Fortsetzung – Suite

Le président: Je vous propose de siéger jusqu'à 20 heures, de façon que nous puissions avancer dans l'examen de notre ordre du jour. Il y a encore 15 orateurs inscrits. Notre collègue Bienz dépose une motion d'ordre qu'il va développer immédiatement. Je lui donne la parole.

Bienz: Angesichts der Wichtigkeit dieses Geschäftes, das wir bereits am Donnerstag und am Freitag behandelt haben und heute abend wieder behandeln müssen, und weil wir noch eine so reich befrachtete Traktandenliste mit wichtigen Geschäften für diese Woche haben, möchte ich Ihnen beantragen, dieses Geschäft heute abend durchzubearbeiten und die Schlussabstimmung ebenfalls heute abend vorzunehmen.

Abstimmung – Vote

Für den Ordnungsantrag des Präsidenten	88 Stimmen
Für den Ordnungsantrag Bienz	26 Stimmen

Le président: Avant d'ouvrir le débat je prie les 15 orateurs inscrits de reprendre encore leur texte pour voir s'il ne leur est pas possible de limiter leur temps de parole à 10 minutes. Je sais que cette proposition n'a rien de réglementaire, mais on peut dire beaucoup de chose en 10 minutes. La concision est la qualité maitresse des orateurs, ne l'oubliez pas!

Giovanoli: Ich empfehle Ihnen, dem Minderheitsantrag zuzustimmen. Wird der Minderheitsantrag verworfen, so trete ich selbstverständlich, in Übereinstimmung mit unserer einstimmigen Fraktion, dafür ein, die Atominitiative II dem Volke mit der Empfehlung auf Zustimmung zu unterbreiten.

Sie haben gehört, dass der Minderheitsantrag in der Kommission nur ganz knapp verworfen worden ist. Ich möchte an die Spitze meiner Ausführungen die folgende Feststellung setzen: Es gilt nun, die Vernunft walten zu lassen, und es ist bei dieser Sachlage ein Gebot der Vernunft, dem Minderheitsantrag zuzustimmen. Wird diese Motion auf Revision von Artikel 87 der Militärorganisation angenommen und wird diese Revision Gesetz, so ist selbstverständlich die Volksinitiative, die Atomwaffeninitiative II, zurückzuziehen. Das ist auch meine Auffassung und die Auffassung meiner Freunde in der deutschen wie in der welschen Schweiz.

Wird der vorgeschlagene Weg ermöglicht und wird diese Revision der Militärorganisation Gesetz, so ist damit der entscheidende Gesichtspunkt gewahrt und gesichert, dass für eine allfällige atomare Bewaffnung – also die Einführung von Atomwaffen – das Volk, wenn auch auf dem Wege über das fakultative Referendum, die letzte Entscheidungsbezugnis hat und in einem solchen Falle Stellung beziehen kann. Dieser Standpunkt ist offensichtlich auch im Bundesrat vertreten worden, und ich stelle noch einmal fest, dass das Stimmenverhältnis im Bundesrat 3:3 war, bei einer Stimmenthaltung. Mathematisch genau, wenn Sie wollen, kann man also sagen 3,5:3,5. Ich möchte fragen: Sind das nun auch subversive Elemente, wie dieser neue Ausdruck lautet? Jedenfalls steht das eine fest: Man kann nicht mehr mit Verdächtigungen und mit schlimmen Unterschiebungen, mit verantwortungslosen Unterschiebungen, möchte ich beifügen, operieren. Wenn der Minderheitsantrag verworfen wird und die Atomwaffeninitiative II zur Abstimmung gelangt und zur Abstimmung gelangen muss, dann können wir auf diesen Sachverhalt aufmerksam machen. Meine Gegner, unsere Gegner in dieser Sache, stehen dann in schlechten Hosen; denn wir können darauf hinweisen, dass sie es waren, die die vernünftigste Lösung auf dem Wege der Revision der Militärorganisation, die zu allem hin eine Volksabstimmung erübrigt, in einem verhängnisvollen Immobilismus, ich möchte wiederholen, in ihrem verhängnisvollen Immobilismus, verhinderten, einen Weg, den der Bundesrat selber, wenn man schon auf diesem Standpunkt steht, als gangbar bezeichnet hat. Dieser Weg ist dann von den Gegnern blockiert worden. Die Argumentationen, die der Bundesrat heute gegen diesen Vermittlungsvorschlag und gegen das Entscheidungsrecht des Volkes ins Feld führt und die auch in diesem Saale ins Feld geführt wurden, sind geradezu an den Haaren herbeigezogen. Glauben Sie, dass das Eindruck macht, wenn man bei einer allfälligen Volksabstimmung einem mündigen Volk unter die Nase reibt, dass es eigentlich unzuständig und unmündig sei? Die Sache ist doch so, dass schon ein Teil der Militärreform und der Reorganisation der Armee, die wir vor zwei oder drei Jahren durchgeführt haben, dem Referendum unterstellt waren, insofern als es die Revision der Militärorganisation anging. Das Volk muss ja noch über ganz andere Gegenstände abstimmen, die mindestens ebenso komplex sind, zum Beispiel über eine ganze Bundesverfassung, unter Umständen über Staatsverträge. Ich erinnere an den Gotthardvertrag und an die Völkerbundsabstimmung. Ferner: Wie steht es denn bei einer all-

fälligen Assoziation mit der EWG? Ich stelle einer solchen Volksabstimmung unter Umständen eine schlechte Prognose. Aber über die atomare Bewaffnung soll das Volk schweigen, weil es angeblich überhaupt nichts davon versteht. Dann das Argument der Geheimhaltung. Ich möchte der Argumentation, die Herr Bretscher zu diesem Punkte hier schon vorgebracht hat, nicht viel beifügen. Ich möchte nur eine Frage stellen: Was ist denn überhaupt im Bundeshaus geheim? Oder will man eine neue Praxis einführen? Wir haben es schon erlebt, dass in Kommissionssitzungen – ich war an einer solchen mit dabei – von bundesrätlicher Seite angeblich unter dem Siegel der Verschwiegenheit bestimmte Mitteilungen gemacht wurden, und nachher konnte man erleben, dass Marktfrauen auf dem Bundesplatz bereits orientiert waren. In der dünnen Botschaft des Bundesrates stand ferner zu lesen, es handle sich bei der atomaren Bewaffnung vornehmlich um eine militärpolitische und eine militärtechnische Frage. Man ist erschüttert, so etwas in einer Botschaft des Bundesrates lesen zu müssen. Der Sachverhalt ist doch so, dass es sich bei einer allfällig notwendigen atomaren Bewaffnung unserer Armee primär um eine staatspolitische und um eine politische Frage überhaupt handelt. Und dafür hat das Volk ein gutes Empfinden und ein feines Sensorium.

Ich möchte nur noch am Rande beifügen: Unter den wenigen Artikeln, die ich gelesen habe und die gegen diesen Vermittlungsvorschlag Stellung beziehen, also gegen diese Änderung der Militärorganisation, stand ein Artikel in der „Neuen Berner Zeitung“ – einem Blatt, das ich sonst gerne lese – mit dem Titel „Kompromisslos“. Man müsse in dieser Frage kompromisslos sein und bleiben. Wenn man den Artikel liest – lesen Sie ihn –, dann kommen Sie zum Schluss, dass der Titel eigentlich heissen sollte – das ist die Konsequenz der dort entwickelten These – „Kompromisslos bis zur Wasserstoffbombe“! Noch eine andere Bemerkung, die notwendig ist, und zwar zur Vermeidung einer Geschichtsfälschung. Die Atomwaffeninitiative I, ist behauptet worden, und zwar auch hier in diesem Saale, sei vom Ausland importiert und inspiriert worden. Und dabei wurde die Frage der Verantwortlichkeit gestellt. Das ist falsch. Diese Atominitiative ist nicht vom Ausland angeregt worden. Verantwortlich war und ist für die Atominitiativen die Tatsache, dass hervorragende Truppenführer und auch amtliche Instanzen und bestimmte Offiziersgesellschaften die atomare Bewaffnung der Schweizer Armee in aller Form nicht nur für notwendig hielten, sondern gefordert haben. Ich habe auf meinem Pult ein ganzes Dossier. Ich will Sie jetzt damit verschonen. Aber die Dinge liegen so, dass eine ganze Dokumentation dafür Beweis ist, dass es ohne diese verhängnisvollen Erklärungen vor der Einreichung und vor der Beschlussfassung über die Atominitiativen diese Atomwaffeninitiative überhaupt nicht gegeben hätte. Täuschen Sie sich nicht, ich bitte Sie, über die Stimmung im Volk, dann nämlich, wenn über die Frage abgestimmt wird, ob das Entscheidungsrecht des Volkes ausgeschaltet werden und die Entscheidung über die atomare Bewaffnung, über eine solch fundamental wichtige Frage, ausschliesslich oder weitgehend der

„Geheimsphäre“ vorbehalten bleiben soll. Muss über die Initiative II abgestimmt werden, so könnten unsere Gegner ihre Wunder – ich möchte sagen, ihre blauen Wunder – erleben. Und nun bitte ich Sie, dem Antrag Bringolf/Bretscher, dem Minderheitsantrag, der eine gangbare und vernünftige Lösung vorschlägt, zuzustimmen.

M. Vincent: La teneur de l'initiative socialiste me paraît avoir le mérite de la clarté. Elle indique que les armes atomiques de toute nature, lorsqu'on les introduirait, seraient obligatoirement soumises à la votation populaire. Mais on vous a rappelé ici et on le fera encore à plusieurs reprises, je pense, les conditions du lancement de cette initiative; personne n'en fait mystère, du but qui était poursuivi, à savoir de faire pièce à l'initiative du Mouvement contre l'armement atomique et je vous avouerai que l'initiative socialiste nous inspire d'autant plus de sympathie qu'on lui trouve davantage de défauts.

Il nous semble maintenant qu'on commence dans les rangs du Parti socialiste à traiter cette initiative un peu comme un enfant qui n'aurait pas été désiré, comme un enfant naturel; il est là, il faut bien qu'on s'en occupe. Mais on nous répète, épargnez-nous, épargnez-nous cette votation et on cherche à cet enfant un père adoptif qui veuille bien le baptiser «contre-projet».

La pire des disgrâces c'est quand il se révèle que ce père adoptif se trouve être M. Bretscher et que M. Bretscher se déclare prêt à adopter cet enfant, mais en accablant le père naturel d'une série de reproches qui doivent être fort lourds à supporter, du moins je l'imagine, pour M. Bringolf.

Et je voudrais simplement rappeler à nos collègues et camarades socialistes que du point de vue du droit et du point de vue de la morale et de l'éthique, les enfants naturels sont de plus en plus considérés maintenant comme des enfants légitimes et que lorsque le vin est tiré, il faut le boire, d'autant plus que la question posée n'est plus du tout la même que la première fois.

La première fois c'était une question de principe. Il fallait se déterminer d'avance sur le mérite ou le non-mérite de l'armement atomique. Cela nous paraissait, quant à nous, justifié. Maintenant, on demande simplement au peuple s'il se juge compétent, s'il veut se réserver exceptionnellement ce droit de vote en tout état de cause, parce qu'il s'agit d'une chose si importante que lui seul peut en décider.

C'est alors là que la discussion qui vient de s'engager et qui promet d'être longue nous paraît très étrange. On veut persuader le peuple de se refuser ce droit à lui-même. Et pour l'en persuader, on a recours à une motivation extraordinaire. On lui explique très sérieusement qu'il n'est pas assez sage, qu'il n'est pas assez raisonnable, que cette question est beaucoup trop importante pour qu'il puisse en connaître.

Le message du Conseil fédéral le dit en tout autant de termes: «On ne saurait prendre la responsabilité de soumettre une décision aussi sérieuse à l'atmosphère passionnelle d'une votation populaire.»

Quel étrange raisonnement, messieurs! Alors on ne soumettrait au peuple que des questions moins sérieuses. On lui demanderait d'inscrire dans la

Constitution le mode d'abattage israélite du bétail, l'interdiction de l'absinthe, le montant de la mise dans les kursaals et on le dérangerait même, dans un canton, pour savoir si les cafés doivent fermer à minuit ou à 1 heure du matin. Mais aussitôt qu'il s'agirait en effet d'une question extrêmement importante, d'une question d'une importance vitale, on la lui soustrairait. C'est déjà ce qu'on a fait pour l'ensemble des crédits militaires et, vous le savez, pour la première initiative Chevallier. D'ailleurs, la suggestion du Conseil fédéral qui a été reprise par les auteurs du contre-projet, de modifier l'article 87 de la loi d'organisation militaire, n'a aucunement ni le caractère ni la portée d'une disposition constitutionnelle. D'abord elle est soumise à l'approbation du Conseil des Etats. Elle pourrait être soumise elle-même au référendum facultatif et quant à nous nous restons bien plutôt attachés à l'idée du référendum obligatoire. Du reste, il n'y a pas lieu d'éprouver une pareille horreur pour le référendum obligatoire. On a déclaré ici à cette tribune que le référendum obligatoire serait une horrible nouveauté destructrice et qu'il déparerait la Constitution. Mais le 16 mai 1920, on a bel et bien appelé le peuple suisse à voter sur un article 124 de la Constitution pour l'adhésion à la Société des Nations.

J'imagine que personne n'oserait prétendre qu'une décision aussi importante que l'Association de la Suisse à la communauté économique européenne puisse être soustraite au référendum obligatoire; qu'on puisse se contenter de la possibilité d'un référendum fondé sur l'article 89, chiffre 3, de la Constitution fédérale. Autrement dit, il est déjà arrivé dans l'histoire de notre pays, et il arrivera encore, que l'on ait recours au référendum obligatoire lorsqu'il s'agit de trancher une question d'une importance primordiale. Qui oserait donc prétendre que la décision que nous allons être appelés à prendre un jour d'armer ou de ne pas armer atomiquement les troupes suisses ne soit pas une décision capitale par toutes les conséquences qu'elle entraîne?

Je pourrais ici, messieurs, vous rappeler très brièvement ce que nous disions en septembre 1961 dans le premier débat. Nous sommes opposés à une vision manichéenne du monde qui le divise en bons et en méchants. Nous pensons que le devoir le plus strict est d'éviter une extension du «club atomique». Nous pensons, nous affirmons et nous répétons que le seul espoir et le seul but est l'entente internationale pour la mise hors-la-loi de l'armement atomique. Nous avons, en septembre 1961, invoqué le plan Rapacki et nous voyons maintenant que dans la *Revue militaire générale*, qui est une revue placée sous le patronage de hautes personnalités militaires occidentales, on y revient. On estime que le plan Rapacki de désatomisation d'une zone en Europe centrale, zone dont notre pays ferait partie, reste valable quant à l'essentiel et qu'il pourrait fournir une base utile à des accords ultérieurs, que le plan Rapacki pourrait jouer, dans les conversations qui doivent nécessairement s'engager, «un rôle capital de catalyseur». Et l'autre jour, le journal français *Le Monde*, dans un article curieusement intitulé «Du bon usage de l'Apocalypse», terminait par ces mots: «Tout se passe donc comme si progressivement la vieille idée d'une vaste zone dé-

nucléarisée lancée par M. Rapacki était plus ou moins tacitement reprise de part et d'autre.»

On a évoqué déjà à cette tribune, c'est M. Bringolf qui l'a fait, les enseignements de la crise des Caraïbes. M. Bringolf vous disait l'autre jour – il n'y avait du reste pas besoin de cela pour nous persuader – qu'il n'y avait en cette occurrence que deux interlocuteurs valables et que c'était entre ces deux interlocuteurs que nécessairement l'entente devait intervenir. L'un des deux interlocuteurs, l'un des deux présidents – je vous laisse le soin de deviner lequel – a utilisé à la seizième assemblée générale de l'ONU cette formule: «Il faut tuer la guerre si on ne veut pas qu'elle nous tue» En effet, ce qui nous a menacés pendant ces jours de crise, au moment de l'affaire de Cuba, ce n'est pas l'usage de l'arme atomique tactique mais bel et bien l'usage de l'arme d'extermination et ce sont ces armes, ces armes-là, toutes ces armes qu'il faut mettre hors la-loi.

Voilà, messieurs, très brièvement résumés, les mobiles qui nous inspirent. Quant à l'attitude que nous adopterons, elle sera logique. Puisque nous voulons le plus, c'est-à-dire le référendum obligatoire, nous voulons aussi le moins, c'est-à-dire le référendum facultatif. Nous voterons donc la proposition de la minorité. J'ajoute que nous la voterons sans grande conviction et sans grand espoir non plus, simplement parce que nous sommes convaincus que de toute manière le peuple devra pouvoir se prononcer.

Bienz: Die Fraktion der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei hat diese Fragen ausgiebig diskutiert. Ich darf Ihnen mitteilen, dass sie einstimmig dem Bundesrat und der Mehrheit der Kommission zustimmt, die Initiative sei abzulehnen und ebenso die Minderheitsmotion. Ich darf den Standpunkt meiner Fraktion hier begründen.

Die Initiative II wird zum grossen Teil von den gleichen Befürwortern unterstützt wie die Initiative I. Letztere ist eindeutig abgelehnt worden, und es wäre nun verwerflich, über den Umweg einer Volksabstimmung eine Ablehnung der atomaren Aufrüstung zu erreichen und damit der Landesverteidigung Schwierigkeiten zu bereiten. Wenn die Sozialdemokratische Partei, wie Herr Bringolf hier gesagt hat, gewisse Schwierigkeiten in der zweiten Abstimmung sieht, so darf das kein Grund sein, dass wir damit noch einmal etwas Ungeschicktes tun. Die Befürworter der Initiative kommen aus ganz verschiedenen Lagern. Sowohl die Befürworter der Initiative als diejenigen der Motion bringen sehr beachtliche Argumente vor. Ich glaube, es geht hier um grundsätzliche Fragen. Wir dulden in dieser Entscheidung keine Gefühlsduselei und keine Kompromisse. Unsere Fraktion war sich in Fragen der Verteidigung des Landes immer unzweideutig einig, dass sie zum Bundesrat stehen müsse. Die Haltung in diesen Fragen darf nicht davon abhängig sein, ob wir uns parteipolitisch oder wahltaktisch in einem günstigen oder ungünstigen Zeitpunkt entscheiden sollen. Die Gegner der atomaren Aufrüstung reden von dieser grausamen Waffe. Wir wissen auch davon. Der Krieg war aber immer grausam und wird es immer sein. Wir müssen aber bedenken, dass weder die Soldaten noch das Volk vor den Grausamkeiten der atomaren Waffe be-

wahrt werden, wenn wir keine wollen, oder wenn wir darüber eine Abstimmung durchführen. Kein Mensch glaubt das. Der Bundesrat und die Armeeleitung, Herr Arnold, spielen nicht mit der Atomwaffe, wie Sie gesagt haben! Wir lehnen das fakultative Referendum so entschieden ab wie das obligatorische. Es ginge noch mehr wertvolle Zeit verloren. Wir müssten die Referendumsfrist abwarten, und von dem Referendum müde, davon sind wir überzeugt, Gebrauch gemacht, denn die 30 000 Unterschriften brächte man schon zusammen, wenn man dem Volk von diesem „Gruseln“ erzählte, das wir hier gehört haben. Wir finden Pazifisten, wir finden aber auch die Gegner unserer Wehrbereitschaft, und diese zusammen bilden bald einmal diese 30 000. Wir haben ja auch noch viele Angsthasen. Ich bin nach wie vor der Überzeugung, dass aber dann zum Schluss die Mehrheit des Volkes trotz allen Miesmachereien zum Bundesrat stehen würde. Das Argument der Vollmachten könnten wir nicht gelten lassen. Es wäre doch perfid, wenn wir so überzeugt von den Volksrechten reden und dann gleichzeitig sagen würde: „Diese Frage wird ja sowieso einmal in Zeiten der Not entschieden und dann haben wir die Vollmachten, dann kommt es sowieso nicht zur Abstimmung.“ Es ist Volksbetrug, wenn wir heute dem Volk Rechte versprechen und uns darauf trösten, dass wir sie dann dem Volk doch nicht geben werden. Ein Einbruch in die klare Bestimmung der Militärorganisation von 1907, die sich bis jetzt bewährt hat, könnte unabsehbare Folgen zeitigen. Der Weg zu weiteren Ausnahmen wäre frei. Es geht heute nicht um die Anschaffung von Atomwaffen, ja oder nein; doch sind die Gegner dieser Aufrüstung im Hintergrund, das werden Sie gemerkt haben, und sie hoffen, auf diesem Wege ihr Ziel zu erreichen. Aber sie hoffen noch etwas anderes – nicht alle, die da dabei sind, aber ein Teil –, sie hoffen, damit die Schlagkraft der Armee schwächen zu können. Bewusst oder unbewusst würden wir diese Kreise unterstützen. Wir bekennen uns zur Landesverteidigung, und wenn ja, dann müssen wir der Armee die Waffe geben, die ihr ermöglicht, den Auftrag zu erfüllen, den wir ihr geben. Und für die Verteidigung unserer Heimat ist keine Waffe zu grausam. Unser Wehr- und Widerstandswille darf nicht davon abhängig sein, ob der Gegner mit einer grausamen Waffe droht. Wir wissen, dass wir in der Demokratie sehr oft Kompromisse abschliessen. Das Soldaten- und Kriegshandwerk duldet aber keine Halbheiten, keine Schwachheiten und keine Kompromisse. Treu, stark und tapfer der Gefahr belegend, mit Herz und Hand vorbereitet, so soll uns ein Gegner finden! Ohne diese Einstellung sind wohl die 1200 Millionen Franken für das Militär fragwürdig angebracht.

Man redet vom Beschneiden der Volksrechte. Davon kann nicht die Rede sein. Das ist ein Geflücker. Lassen wir nur das Volk abstimmen; es könnten auch andere Leute blaue Wunder erleben! Das Volk hat ja heute dieses Recht nicht. Wir wollen es ihm geben. Ich bin überzeugt, dass das Volk keine Ausweitung der Volksrechte begehrt.

Aber was ist der Grund zu dieser Diskussion? Das Parlament wagt nicht, in einer Frage abschliessend zu entscheiden, die uns allen sicher nicht angenehm ist. Wir wagen nicht, die Verantwortung

zu übernehmen, die uns von Gesetzes wegen übertragen ist. Es ist also nicht eine Frage der demokratischen Rechte, sondern der Haltung. Es ist eine Frage des Vertrauens, des Vertrauens in uns selber, des Vertrauens zum Volk. Haben wir den Glauben verloren, dass das Volk dem Parlament vertraut? Es scheint dies! Wenn das so sein sollte, dann ist es unsere Aufgabe, dieses Vertrauen zurückzugewinnen, und dieses Vertrauen gewinnen wir nicht zurück durch Weichheit, sondern durch Mut und durch starke Haltung. Was sagt das Ausland? Wir legen ja Wert darauf, dass das Ausland von unserem unerschütterlichen Wehrwillen überzeugt ist. Was muss man denken, wenn der Wehrwille von der Grausamkeit einer Waffe abhängig gemacht wird? Meine Herren, ich möchte Sie bitten, noch etwas zu bedenken. Wir kämpfen gegen Defaitismus in der Armee, gegen die Verweichlichung, wir wissen um die Bedeutung der geistigen Landesverteidigung. Bei der Diskussion um die Armee reform habe ich selber auf die Bedeutung der geistigen Landesverteidigung aufmerksam gemacht. Ich bin erschüttert von der Diskussion um dieses Geschäft. Die Diskussion muss jedem Zweifler die Augen geöffnet haben, was für eine Absicht im Hintergrund steckt, wenn Sie die Vorredner gehört haben. Herr Arnold hat sich lustig gemacht über unser altes Vaterlandslied. Es ist sehr ernst, wenn wir glauben, dass wir nicht mehr „fest stehen wie die Felsen“. Es ist vielleicht eine Konjunkturererscheinung, dass wir lieber als Feiglinge leben wollen denn als Helden sterben. Herr Arnold hat uns das Gruseln beibringen wollen und uns von den Schrecken der Atomwaffe erzählt. Aber was steckt hinter uns? Unser verehrter Kollege Chevallaz hat es erwähnt. Es ist die Angst vor der Atomwaffe, die Angst vor der Volksabstimmung und die Angst vor den Nationalratswahlen. (Teilweise Heiterkeit.)

Haben wir unter dieser Bundeskuppel nichts anderes mehr als Angst vor der Entscheidung einer so wichtigen Frage? Die Angst ist ein schlechter Berater. Die Angst vor der Atombombe war der Berater für die erste Atominitiative; die Angst vor der ersten Initiative hat uns wieder zur zweiten Initiative geführt, und die Angst vor der zweiten Initiative bringt uns diese Motion. Angst hat nur der, der kein Gottvertrauen hat. Die Bundesverfassung wird eingeleitet, dass wir entscheiden sollen „im Namen Gottes, des Allmächtigen“. Das Volk erwartet Mut vom Parlament. Was sollen die Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten tapfer, mutig, zuversichtlich und bereit sein, Leib und Leben zu opfern für die Freiheit und Unabhängigkeit des Landes, zu kämpfen für den Sieg und die Ehre der Armee (so steht es im Dienstreglement); wo sollen sie ihre Kraft hernehmen, wenn das Parlament schlottert ob der Diskussion über die atomare Bewaffnung, wenn es nicht wagt, die Verantwortung zu übernehmen, wenn es Angst hat?

Ich bitte Sie, sich auch diese Überlegungen zu machen. Dann werden Sie ebenso entschlossen wie die Fraktion der Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei mit dem Bundesrat stimmen, d. h. diese Initiative sowie diese Kompromissmotion ablehnen. Wir fürchten die Volksabstimmung nicht über diese zweite Atominitiative, und eine deutliche Ablehnung wird uns davor bewahren, dass wir in abseh-

barer Zeit die gleiche Diskussion wieder aufrollen. Wir können diese Abstimmung jetzt, so Gott will, in ruhigerer Zeit durchführen, als dass wir es dann tun könnten, wenn es um die Anschaffung der Atomwaffen ginge.

Hofstetter: Ich bekenne mich zur Verwerfung der Initiative, aber auch zur Ablehnung der Motion. In bezug auf die Begründung der Verwerfung der Initiative brauche ich nichts beizufügen, nachdem Herr Kollege Bretscher namens der radikal-demokratischen Fraktion die Ablehnung ausgezeichnet begründet hat.

Ich möchte die Ablehnung der Motion kurz begründen. Das ist, offen gestanden, für mich nicht sehr leicht, nachdem Fraktionskollegen, die hier im Saale Namen und Klang haben, für die Motion eintreten. Es liegt mir daran, ausdrücklich zu erklären, dass ich für die Haltung dieser Fraktionskollegen Verständnis aufbringe. Es ist festzustellen, dass die Verschiedenheit der Auffassungen selbstverständlich nicht in der Sache an und für sich liegt, sondern angesichts der Besonderheit des vorliegenden Falles ganz einfach im einzuschlagenden Weg. Es wäre deshalb auch ganz abwegig, wie ich gelesen und gehört habe, etwa die Gegner der Motion als die „Harten“ und die Befürworter als die „Weichen“ zu bezeichnen. Für diese Qualifizierung besteht nicht der geringste Anlass.

Die Gründe, die für die Motion sprechen, mögen beachtenswert sein. Sie überzeugen mich aber nicht. Diesen Gründen stehen Nachteile gegenüber, die ich als viel schwerwiegender erachte als die Vorteile, die durch die Vermeidung eines Abstimmungskampfes erzielt werden können. Dabei soll für mich die Tatsache, dass es eine Initiative der Sozialdemokratischen Partei ist und geblieben ist, keinesfalls wegleitend sein. Ich möchte mir im übrigen auch Mühe geben, anzuerkennen, dass, wie Herr Bretscher gesagt hat, Herr Bringolf mildernde Umstände in Anspruch nehmen kann, dies trotzdem die Resolution Bringolf/Nägeli am Parteitag vom Jahre 1958, als die Initiative lanciert wurde, in Ziffer 3 den bedeutungsvollen Satz enthielt: „Der Parteitag erachtet die moderne Bewaffnung konventioneller Struktur für die ausschliessliche Verteidigungsaufgabe unserer Armee als durchaus ausreichend.“ Es sind andere Gründe, die mich zur Ablehnung der Motion veranlassen.

In erster Linie will ich ganz einfach einmal protestieren dagegen, dass man wieder von einem Testfall für die schweizerische Demokratie spricht, wie es gross in der „Tagwacht“ vom 12. Dezember 1962 gestanden hat. „Gefahr für die Demokratie“, „Rituz demokratischer Grundsätze“, „Es geht um die Substanz der Demokratie“, so steht dort zu lesen. Und Herr Arnold hat uns in seinem Votum genügend Anschauungsunterricht darüber gegeben, wie er die Gegner der Initiative qualifiziert. Er hat von „Zeitbombe gegen die direkte Demokratie“, von „Geringschätzung des souveränen Volkes“ gesprochen. Ich glaube, darum geht es bei der vorliegenden Frage nun wirklich nicht. Man könnte darauf hinweisen, dass das Volk seinerzeit die Volkswahl des Bundesrates abgelehnt und 1961 – es ist davon gesprochen worden – die Gesetzesinitiative verneint hat. Hören wir doch endlich auf, im Zusammenhang

mit dieser Frage von guten und schlechten Demokraten zu sprechen!

Im übrigen haben die 35 Sozialdemokraten und Gewerkschafter in ihrer bekannten Erklärung vom 9. Juni 1958 ausdrücklich den Versuch abgelehnt, die Frage – ich zitiere wörtlich – „der Bewaffnung der schweizerischen Armee den eidgenössischen Räten zu entziehen und sie zum Gegenstand gefühlsmässig unterbauter politischer Feldzüge zu machen.“

Man hat – und Herr Giovanoli hat das auch getan – vom Volk gesprochen. Mit dem Abschluss eines Kompromisses im vorgeschlagenen Sinne werden, nach meiner Auffassung, alle jene Bürger enttäuscht, um nicht mehr zu sagen, die den Abstimmungskampf über diese Initiative nicht scheuen, die eine saubere, klare Kompetenzordnung in der Frage der Bewaffnung der Armee wünschen und die den eidgenössischen Räten das Vertrauen schenken, die es aber auch aus ernster Besorgnis heraus ablehnen, die Frage der Atombewaffnung in bezug auf die Zuständigkeitsordnung im Ungewissen zu lassen. Auf meinem Pult liegt der „Fourier“ vom Dezember 1962. Lesen Sie einmal nach, was dort geschrieben steht; auch die Fouriere sind ein Teil des Volkes. Dadurch, dass die Militärorganisation revidiert und die Initiative zurückgezogen wird, ist eine erneute Diskussion über die atomare Bewaffnung nicht erledigt. Wohl kann vielleicht damit gerechnet werden (ich möchte nach der abgegebenen Erklärung sogar sagen: sicher), dass die Initiative zurückgezogen wird. Wer garantiert uns indessen dafür, dass gegen die vorgeschlagene Änderung der Militärorganisation nicht das Referendum ergriffen würde? Bejahendenfalls hätten wir in einem späteren Zeitpunkt die genau gleiche Auseinandersetzung; inzwischen aber ginge die Diskussion in einer ganz unerfreulichen Art und Weise weiter.

Nehmen wir an, der Vorschlag, wie ihn die Motionäre formulierten, würde Gesetz. Das hätte zur Folge, dass in einem noch ungünstigeren Zeitpunkt ein Abstimmungskampf über die Frage der atomaren Bewaffnung heraufbeschworen werden könnte, in einem Zeitpunkt, in welchem rasches Handeln und Entschlusskraft der Behörden notwendiger denn je wären. Ich weiss, dass es Stimmen gibt, die erklären, dass in einem solchen Zeitpunkt das Referendum gegen den Grundsatzbeschluss nicht ergriffen würde. Darauf stelle ich aber die Frage: weshalb dann die heutige Diskussion? Denn entweder rechnet man damit, dass zu gegebener Zeit das Referendum nicht ergriffen wird – dann brauchen wir die Revision auf Grund der vorgeschlagenen Motion ja gar nicht –, oder man muss mit dem Ergreifen des Referendums rechnen (und Herr Arnold hat uns ja verkündet, dass er den Kampf um das Entscheidungsrecht des Volkes mit allen Konsequenzen weiterführen werde), dann verschiebt man ganz einfach die Auseinandersetzung, die heute vermieden werden soll. Aus diesen Überlegungen ziehe ich eine Entscheidung der Frage heute vor, selbst auf die Gefahr hin, dass der Abstimmungskampf hart zu werden verspricht. Man weiss aber nachher, woran man ist.

Noch eine Überlegung: Ist es eigentlich nicht gefährlich, ein fakultatives Referendum einzuführen, aber insgeheim schon heute damit zu rechnen, dass es dann zu gegebener Zeit nicht ergriffen wird?

Man hat auch über die Geheimhaltungspflicht diskutiert. Sie spielt eine Rolle. Man würde es dem Bürger geradezu verunmöglichen, sich ein zuverlässiges Urteil zu bilden. Er müsste doch wissen, welche Waffen bzw. welche Kaliber angeschafft werden sollen und wie sie einzusetzen wären. Er möchte wahrscheinlich auch die Bedingungen einer Lieferung von Atomwaffen kennen. Sie wissen aber genau, dass aus Sicherheitsgründen solche Dinge nicht an die Öffentlichkeit gelangen dürfen. Diese Tatsache würde dazu führen, dass der Gerüchtebildung und der Demagogie Tür und Tor geöffnet würde. Es könnte unermesslicher Schaden entstehen. Man würde meines Erachtens den Staat direkt in einen Beweisnotstand hineinführen und den Stimmbürger in einen Gewissenskonflikt. Rüstungsfragen eignen sich nicht für offene Auseinandersetzungen. Ich glaube, hier würde die Einrichtung des fakultativen Referendums geradezu zu einer gewissen Abwertung führen.

Nun noch kurz zur Zuständigkeitsordnung an sich. Die betreffende Bestimmung von 1874 hat 1907 anlässlich der Reorganisation der Militärorganisation überhaupt zu keiner Diskussion Anlass gegeben. Man betrachtete wahrscheinlich diese Zuständigkeitsordnung als richtig. Eine Abänderung dieser Bestimmung im beantragten Sinne schafft nach meiner Auffassung im Grundsatz geteilte, damit keine endgültige Verantwortung, und ich bin der Meinung, dass in diesem Punkt doch eine endgültige Verantwortung vorhanden sein muss.

Im übrigen würde ein Fremdkörper in die Kompetenz der Bundesversammlung eingeführt und ihre Zuständigkeit in Rüstungsfragen – nach meiner Auffassung ein staatspolitisches Prinzip – in willkürlicher Weise eingeschränkt. Herr Bienz hat bereits auf die Frage hingewiesen, wo dies letzten Endes hinführen würde. Wir wissen, dass für unser Land, wenn überhaupt, nur taktische Atomwaffen in Frage kommen. Wir wissen, dass die atomare Bewaffnung in Richtung konventioneller Waffen geht. Volk und Stände haben – ich glaube, soviel darf man dem Entscheid doch entnehmen – am 1. April 1962 die Atomverbotsinitiative abgelehnt und damit unmissverständlich zum Ausdruck gebracht, dass sie kein Atomwaffenverbot wollen. In diesem Entscheid liegt das Einverständnis damit, zur Verstärkung der Landesverteidigung im Prinzip taktische, in ihrer Wirkung kontrollierbare Atomwaffen anzuschaffen, wenn dies für unsere Abwehr und für unsere Soldaten im Abwehrkampf nötig sein sollte. (Zwischenruf Leuenberger: Das stimmt nicht!)

Damit sind die Grenzen, innerhalb welcher wir uns zu bewegen haben, abgesteckt. Aber innerhalb dieser Grenzen sollen Bundesrat und Bundesversammlung die Verantwortung übernehmen. Das ist die einzig sinnvolle Ordnung in dieser bedeutenden Frage; alles andere schafft meines Erachtens Unsicherheit und Unklarheit und geht letzten Endes – ob man es wahr haben will oder nicht – für die Schöpfer der ersten Initiative auf die gleiche Alternative hinaus: Atomwaffenverbot oder nicht? Die militärische Landesverteidigung ist total und ungeteilt. Diese Totalität und diese Ungeteiltheit erfordern eine einzige Zuständigkeits- und Verantwortungsordnung.

Nachdem Herr Bringolf in seinem Referat selbst erklärt hat, dass das Volk zum Parlament Vertrauen habe und dieses Parlament in Fragen der Landesverteidigung vom Volke nie enttäuscht worden sei, wäre die einzig logische Konsequenz, wenn man die zweite Abstimmung nicht durchführen möchte, der klare Rückzug der Initiative.

Dürrenmatt: Ich hatte nicht die Absicht, in diese Debatte einzugreifen, aber wie man so schön sagt: Ich kann nicht umhin! Es geht mir gleich wie den Kollegen Hofstetter und Bienz: Der bisherige Verlauf der Diskussion zwingt mich dazu, einige Gedanken hier in diesem Saale zum Ausdruck zu bringen. Ich möchte nicht auf die Probleme des atomaren Krieges eingehen. Darum handelt es sich ja bei dieser Debatte auch nicht; es geht um die eidgenössische Vorstufe dieser „Atomisierung“, und die sehe ich darin, dass wir uns hier im Grunde genommen darüber unterhalten, welches die beste Methode sei, dem Volke eine zweite Abstimmung über atomare Fragen zu ersparen – weil man diese Abstimmung nicht will –, ohne dass man dann sagen kann, man habe der Demokratie eine Nase gedreht. Wir sind in der typischen eidgenössischen Situation, dass wir nach dem Fünfer und dem Weggli Ausschau halten und, so möchte ich ausdrücklich sagen, ich habe alles Verständnis für dieses helvetische Brauchtum, und ich habe auch alles Verständnis für die Taktik in der Politik, die notwendig ist. Aber ich habe kein Verständnis dafür, dass in dieser Situation, die eine rein taktische Situation ist, ununterbrochen die Referendumsdemokratie und die höchsten Werte der politischen Gefühlswelt unseres Volkes, und was weiss ich alles, beschworen werden. Daran nehme ich Anstoss, und ich nehme Anstoss, weil ich auch die Indizien dafür zu haben glaube, dass die Redner, die die Motion bis jetzt befürwortet haben, genau wussten, dass sie eine schlechte Sache vertraten und dass sie nicht mit wirklicher Überzeugung hinter ihren Argumenten standen. Das war mein Eindruck, als ich die Ausführungen von Herrn Bringolf hörte – es ist schade, dass er nicht hier ist –, halt, er ist doch hier! Entschuldigung, Herr Bringolf – wir haben nämlich ein nettes polemisches Verhältnis miteinander, und deswegen werden Sie es mir gewiss nicht verargen, wenn ich sage, Ihr Votum habe mich vornehmlich bewegt, jetzt etwas zu sagen. Denn Sie haben für etwas, das man in einer Viertelstunde hätte sagen können, ungefähr 35 Minuten gebraucht. Da war ich überzeugt, jetzt ist der grosse, taktisch begabte Herr Bringolf in die Übertaktik geraten, und jetzt gerät er in den Ton: „qui s'excuse s'accuse“. Das war meine Überzeugung. Das war mein Eindruck. Das habe ich bedauert, wenn ich es auch verstanden habe. Jawohl, man kann es verstehen. Aber jenes Votum bewies mir, dass die Situation eben nicht ganz sauber ist.

Ich habe indessen noch andere Indizienbeweise zur Verfügung. Ich habe festgestellt – um jetzt Herrn Bringolf beiseite zu lassen –, dass sich Herr Bretscher ein Kompliment der „Nationalzeitung“ gefallen lassen musste (Heiterkeit!). Ich weiss als Journalist, dass einem das passieren kann, wobei ich hinzufügen kann: mir wird es in bezug auf die „Nationalzeitung“ nie passieren – aber es kann mir

mit andern Blättern passieren. Ich habe abermals Verständnis für die Situation, und Herr Bringolf hat uns ja gesagt, es sei das Zeichen dieser Diskussion, dass sich die Fronten verschieben, dass man oft nicht mehr weiss, wer mit wem geht, wer wofür ist. Ich werde Ihnen sogar noch ein persönliches Beispiel für diese Feststellung liefern; Sie werden mich an einem bestimmten Punkt ganz in der Nähe von Herrn Vincent sehen. Das eben ist die atomare Situation. Aber Herr Bretscher ist nicht nur in einem Nebensatz, er ist in einem Fenster gelobt worden. Dass man Herrn Bretscher in das Fenster der „Nationalzeitung“ gestellt hat, dafür hat er mir ausdrücklich und tatsächlich leid getan.

Aber nun kam Herr Arnold. Herr Arnold ist schon verschiedentlich erwähnt worden. Er gefiel sich in der Pose des „zornigen jungen Mannes“. Er hat seinen Zorn auf den Bundesrat entladen. Er hat erzählt, was der Bundesrat für Absichten habe, was für herrschaftliche, beinahe landvogteiliche Allüren in ihm umgehen, um das Referendum zu verhindern. Warum eigentlich, Herr Arnold? Der Bundesrat ist ja dafür, dass die Volksabstimmung stattfindet, dass die Initiative der Sozialdemokratie vor das Volk kommt. Wo sind denn da die herrschaftlichen Allüren? Das ist doch das Verkehrte an der Situation, dass ein von der Sozialdemokratie gezeugtes Kind nun „verserbelt“ und gegen einen anderen, kräftigeren Säugling umgetauscht werden soll, von dem man dann glaubt, dass er eben die Gefährdung der Volksabstimmung nicht zu bestehen habe. Noch einmal: Der Bundesrat will die Volksabstimmung. Er will, dass dieser erste Entscheid fällt, dass das Volk sich dazu äussern kann, ob die atomare Ausrüstung vor das Volk gehört oder nicht. Ich stimme ihm zu. Ich finde, das gehört vor das Volk.

Damit kommen wir zum nächsten Indiz dieser Diskussion. Ich meine diese Dialektik, die mit dem Begriff „Volk“ betrieben wird. Auf der einen Seite heisst es, das Volk verdiene Vertrauen, das Volk habe uns nie enttäuscht, das Volk habe Urteilskraft. Einverstanden! Das andere Mal aber heisst es, erspart diesem Volke die überflüssige Abstimmung, von der wir nicht wissen, ob sie gut herauskommt. Der Gegensatz besteht freilich nur scheinbar, wie ich nach einigem Nachdenken herausgefunden habe, deshalb nämlich, weil in beiden Fällen unter „Volk“ etwas anderes verstanden wird. Das Volk, von dem wir sagen, dass es ein grossartiges Volk sei und unser Vertrauen verdiene, ist offensichtlich das Volk ausserhalb dieses Saales; es sind unsere Wähler, es sind die Stimmbürger; es ist dieses Volk, das wir kennen: „Lern' dieses Volk der Hirten kennen, Knabe!“ Das Volk aber, von dem wir hier sagen, man müsse es schonen und man dürfe ihm die neue Belastungsprobe nicht zumuten – dieses Volk sitzt hier, teils in diesem Saale. Das ist das Volk, das die Belastungsprobe nicht auf sich nehmen will, aus Gründen, die man zum Teil verstehen kann. Das eben ist die Dialektik der Situation. Und die mache ich nicht mit, weil ich tatsächlich der Überzeugung bin, dass es erstens, wenn die sozialdemokratische Initiative vor die Volksabstimmung kommt, gut tun wird, diesen Kampf durchzufechten, in aller Offenheit durchzufechten, und dass zweitens dieser Kampf endgültig eine klare Situation schaffen wird.

Zur Sache selbst nur soviel: Wenn ich für die Volksbefragung wäre, dann wäre ich für die Initiative der Sozialdemokraten; deshalb, weil nämlich die Situation mit jener Initiative viel klarer wäre. Damit sehen Sie mich bereits im Kielwasser des Herrn Vincent. Wenn, gemäss Volksbegehren, eine Abstimmungsvorlage über atomare Waffen vor die Räte käme, so wüsste man, dass sie automatisch vor das Volk zu kommen hätte, und dann begänne mit der vorbereitenden Diskussion in den Räten bereits die Diskussion nach aussen; wir könnten drei Wochen nach dem Entscheid der eidgenössischen Räte bereits die Volksabstimmung haben. Ich bin gegen dieses obligatorische Referendum, weil ich der Meinung bin, es brächte eine Ausweitung der Referendumsdemokratie in der Richtung auf die plebiszitäre Demokratie, wie sie nun in unserem westlichen Nachbarvolk praktiziert wird und von der ich glaube, dass sie eine problematische Angelegenheit ist. Es gibt genügend Beweise – sie sind hier erwähnt worden –, dass unser Volk keine Neigung für die plebiszitäre Demokratie aufweist. Für die Motion kann ich deshalb nicht sein, weil sie ein Prinzip aufheben will, das wir uns erkämpft haben. Dazu ist alles gesagt worden, ich würde nur wiederholen. Aber es lag mir daran, auch diese beiden Hinweise hier darzulegen und zu sagen, weshalb ich mich nicht dafür erwärmen kann, die Diskussion im Volke über die Atominitiative II abzubiegen; ich bin dafür, dass sie vor das Volk kommt, wobei ich der Meinung bin, dass der Weg über die plebiszitäre Demokratie in der atomaren Frage kein guter Weg ist, und dass wir den Kopf herhalten müssen, um dies dem Volk zu sagen.

Wick: Es sind im Laufe der Debatte über die Atomwaffeninitiative der Sozialdemokratischen Partei und über die Gegenmotion viele kluge Voten abgegeben worden, das heisst, man hat sich meistens klug um den heissen Brei herumgedrückt. Wenn ich Ihnen im Sinne der Mehrheit der nationalrätlichen Kommission und auch im Sinne der einstimmigen Auffassung der konservativ-christlichsozialen Fraktion empfehle, das Initiativbegehren der Sozialdemokratischen Partei ohne Gegenvorschlag abzulehnen und auch dem Minderheitsantrag Bringolf auf Revision der Militärorganisation die Zustimmung zu versagen, dann gehe ich von folgenden Erwägungen aus:

Die zur Diskussion stehende Atomwaffeninitiative ist eine ausgesprochene Verlegenheitsinitiative, so dass der Wunsch nach Zurückziehung dieser Initiative zugunsten eines fakultativen Referendums über einen grundsätzlichen Entscheid über die Anschaffung oder Nichtanschaffung solcher Waffen entstand. Es war nun der Wille der nicht-sozialistischen Mitglieder der Kommission, zur Behandlung dieser Frage eine Brücke zu bauen, um den Weg zum Rückzug der Initiative zu ebnet. Diese Brücke sehen sie in der Motion Bringolf auf Revision der Militärorganisation im eben erwähnten Sinne. Aber diese Brücke ist leider nur eine Hilfskonstruktion für den Moment. Sie ermöglicht wohl den Rückzug des Volksbegehrens, löst aber die grundsätzliche Frage einer Volksabstimmung über die Anschaffung von Atomwaffen nicht. Die nicht-sozialistischen Mitglieder unserer Kommission, die

dem Minderheitsantrag Bringolf zustimmten, holen fürs erste nur der Sozialdemokratischen Partei die Kastanien aus dem Feuer. Um unsern Rat zu veranlassen, diese Funktion des Kastanien-aus-dem-Feuer-Holens zu übernehmen, hat Herr Bringolf in der Begründung seiner Motion hier im Rate erklärt, dass die sozialdemokratische Verfassungsinitiative weit über die Kreise der Sozialdemokratischen Partei hinaus reiche, und dass es dieser Partei gar nicht angenehm sei, dass sich auch die Befürworter der seinerzeitigen Atombombenverbotsinitiative, die vom Volke verworfen wurde, nun an die Rockschösse der Urheber der jetzt zur Diskussion stehenden Initiative hängen. Herr Bringolf hat dabei das bekannte Wort von Heine gebraucht, vom schönen Kind, durch das er sich nicht blamieren lassen wolle. Er hat nur vergessen, auch noch die folgenden Verse beizufügen. Der Text heisst bekanntlich:

„Blamier mich nicht mein schönes Kind
und grüss mich nicht unter den Linden;
am Abend, wenn wir beisammen sind,
wird sich schon alles wieder finden.“

Das heisst, die ganze Taktik der Sozialdemokratischen Partei geht darauf hinaus, die Parteinheit wieder herzustellen, und dazu sollen die nichtsozialistischen Mitglieder der Bundesversammlung Hand bieten. Auch ich würde mithelfen, der Sozialdemokratischen Partei aus dieser Verlegenheit zu helfen, wenn damit sachlich etwas gewonnen würde. Das ist nun aber eben nicht der Fall. Auch der Bundesrat hat diese Auffassung. Die Frage, ob die Armee einmal mit Atomwaffen auszurüsten sei, ist vornehmlich, wenn auch nicht nur, eine militärpolitische und militärtechnische Frage. Der Entscheid darüber muss der leidenschaftlichen Atmosphäre einer Volksabstimmung entzogen werden, wie das bisher bei der Frage der Waffenausrüstung unserer Armee der Fall war und auch weiter der Fall sein soll. Nun sagen die Befürworter der Motion, dass sie das eben gerade wollen und wenigstens ein obligatorisches Verfassungsreferendum durch die Ermöglichung des Rückzuges ihrer Initiative auszuschliessen beabsichtigen. Das ist sehr schön und anerkennenswert; aber durch ein fakultatives Gesetzesreferendum wird diese gute Absicht wieder zunichte gemacht; denn jedermann weiss doch, dass dieses fakultative Referendum auf alle Fälle zustandekommen wird, und damit wird die ganze Frage der Volksabstimmung nicht aufgehoben, sondern nur aufgeschoben, und die leidenschaftlichen Auseinandersetzungen über diese Frage werden dann in einem Zeitpunkt kommen, der weit weniger wünschenswert ist als eine Auseinandersetzung im jetzigen Zeitpunkt mit einer Abstimmung über die anhängige Initiative. Wenn schon eine leidenschaftliche Auseinandersetzung erfolgen wird, dann lieber heute als erst im Momente einer unmittelbar militärischen Gefahr; denn es sollte allmählich doch klar werden, dass wir in Situationen, in denen Atomwaffen für unsere Armee in Frage kommen könnten oder müssten, nicht erst den Ablauf der Referendumsfrist abwarten oder eine Volksabstimmung durchführen können. Über die sachlichen Gefahren einer solchen Volksabstimmung sind Sie, namentlich vom deutschen Kommissionsreferenten, genügend orientiert worden, so dass ich

darüber keine weiteren Worte verlieren muss. Die ganze hier geführte Diskussion hat also zwei Aspekte: einmal einen parteitaktischen, vom Standpunkt der Sozialdemokratischen Partei und Fraktion aus durchaus verständlichen Aspekt; aber der zweite grundsätzliche Aspekt darf nicht aus den Augen verloren werden. Und dieser grundsätzliche Aspekt bleibt sich gleich, ob es sich um ein obligatorisches oder ein fakultatives Referendum handelt.

Es geht um die Frage, wer die Verantwortung für die Beschaffung von Waffen trägt. Es war bisher unbestritten, dass diese Verantwortung beim Parlament liegt. Das Volk hat diese Verantwortung auf die Schultern des Parlamentes gelegt, und das Parlament soll diese Verantwortung auch weiterhin tragen, auch in der Frage der eventuellen Ausrüstung unserer Armee mit Atomwaffen. Das Parlament darf hier der Verantwortung nicht ausweichen. Das Parlament soll, wie das Herr Dürrenmatt in einem Artikel der „Basler Nachrichten“ gesagt hat, die Verantwortung tragen und nicht übertragen. Dabei ist zuzugeben, dass in der Frage der Atomausrüstung auch weltanschauliche Entscheidungen und Gewissensfragen zur Diskussion stehen, die weite Kreise unseres Volkes lebhaft berühren. Das ist ja auch ein Grund, warum man dem Volke das letzte Entscheidungsrecht über die Atomausrüstung direkt in die Hände legen will. Ich habe dafür durchaus Verständnis. Es ist aber auch eine Gewissensfrage, dem Staate die Sicherheit zu geben, sich gegebenenfalls mit Atomwaffen auszurüsten und ihn nicht der Gefahr auszusetzen, dass ihm in dieser turbulenten Volksabstimmung die Hände gebunden werden. Ich schätze das Gewissen der Leute, die so denken, ebenso hoch ein, wie das Gewissen der Befürworter der Motion. Die Einführung auch eines nur fakultativen Referendums in der Frage der Atomausrüstung birgt aber diese schwere Gefahr in sich, der sich unser Land und unser Volk nicht aussetzen dürfen. Das ist auch der Grund, warum der Bundesrat sowohl die Volksinitiative als auch die Motion Bringolf ablehnt, selbst wenn es um mehr als nur um militärpolitische und militärtechnische Dinge geht. Der herkömmliche Waffenbeschaffungsmodus, wie er der bisherigen Kompetenzordnung entspricht, vermag allein den bestmöglichen Stand unserer kompromisslosen Abwehrbereitschaft zu gewährleisten. Ich glaube, dass auch die grosse Mehrheit unseres Volkes das verstehen wird und nicht bereit ist, durch einen übertriebenen Demokratismus unser Land einer tödlichen Gefahr auszusetzen.

Was bei den Debatten in unserem Rat anlässlich der Behandlung der Einführung der Gesetzesinitiative gesagt wurde, gilt auch hier: Man kann einen Staat auch zu Tode demokratisieren. Wir wollen ihn nicht dieser Gefahr aussetzen. Die ganze Diskussion um obligatorisches oder fakultatives Referendum ist hier leider allzu stark von taktischen Erwägungen beherrscht und man will, um einem unangenehmen Abstimmungskampf auszuweichen, den Entscheid auf den Moment hinausschieben, da wir eventuell gezwungen werden, Atomwaffen anzuschaffen. Ich habe bereits darauf hingewiesen, dass dannzumal ein Referendumskampf – wenn es überhaupt noch eine Möglichkeit gibt, einen solchen Kampf auszufechten – viel leidenschaftlicher und

gefährlicher sein wird als heute, wie man hier wiederholt sagte, einen solchen Kampf im sogenannten luftleeren Raum durchzuführen.

Wir wollen das Prinzip der Gesetzgebung über unser Rüstungswesen, wie es in der Verantwortung durch das Parlament liegt, nicht durchbrechen. Wenn man erklärt, es sei das ja nur eine Ausnahme, dann sage ich, dass hier die Ausnahme die Regel ruiniert, und das wollen wir nicht.

Aus diesen Gründen möchte ich Ihnen im Namen unserer Fraktion empfehlen, dem bundesrätlichen Antrag zuzustimmen und die sozialdemokratische Initiative ohne Gegenvorschlag abzulehnen und auch dem Quasi-Gegenvorschlag der Motion Brinolf auf Revision der Militärorganisation im Sinne der Einführung des fakultativen Referendums für die erstmalige Ausrüstung unserer Armee mit Atomwaffen die Zustimmung zu versagen.

Grütter: Es ist bisher in der Behandlung dieses Geschäftes gelegentlich von der taktischen Situation, aus der heraus diese Initiative entstanden ist, gesprochen worden. Ich möchte diesen Ausführungen, soweit es sich um das taktische Moment handelt, nicht widersprechen, aber doch einige Ergänzungen anfügen. Das taktische Moment ist nämlich nur die eine Seite der Angelegenheit. Es gibt aber noch eine andere, meiner Meinung nach wichtigere und grundsätzliche Seite, nämlich die des direkten Mitspracherechtes des Volkes, wenn einmal über Fragen der atomaren Bewaffnung der Schweizer Armee entschieden werden sollte. Dieses eigentliche Begehren der Initiative geht meines Erachtens weit über parteitaktische Erwägungen hinaus und reicht ins Gebiet des Vertrauens in das Volk. Es stützt sich recht eigentlich auf einen der Grundpfeiler unseres Staates, auf die direkte Demokratie, auf das Mitspracherecht des Volkes in einer der wichtigsten Landesfragen. Es ist wahr, in der direkten Demokratie wird dem Bürger bedeutend mehr an Urteilsvermögen in allen Bereichen des wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Lebens zugemutet als in einer repräsentativen Demokratie, von einer Diktatur gar nicht zu reden. Die direkte Demokratie setzt – ich habe es schon angedeutet – Urteilsvermögen des Volkes voraus; Urteilsvermögen setzt Kenntnisse, diese wieder Schulung und Bildung und schliesslich Verantwortungsbewusstsein voraus. Im Widerstreit der Meinungen, wie es sich in einer Demokratie geziemt, soll es sich ein Urteil bilden und schliesslich den Entscheid fällen. Dass bei einem Volksentscheid nicht nur rationale Beweggründe, sondern auch sentimentale, ethische und ganz allgemein weltanschauliche Momente mitbestimmend sind, weiss jeder von uns. Das ist aber meiner Meinung nach auch gar kein Unglück. Wir wollen ja in der Demokratie dem ganzen Menschen Gelegenheit geben, seine guten Kräfte und Anlagen zu entwickeln. Und der Mensch, der der *ratio* verpflichtet ist, ist im Grunde genommen ein sehr armer Mensch. So haben wir denn, wenn wir zur Demokratie schon Ja sagen, den Menschen eben zu nehmen wie er ist, mit seinen Vorzügen und mit seinen Nachteilen. Unsern Bürgern muten wir bei der Bestellung des Nationalrates das Entscheidungsrecht zu, in einigen Kantonen ebenfalls bei der Wahl der Ständeräte. Das Volk hatte sich ein Urteil zu bilden über

die Finanzordnung und jüngst hatte es sich ja auszusprechen über die Wahlgrundlage und auf Grund eines Referendumsbegehrens hat es sich geäussert zur Höhe der Taggelder. Ich will damit nur sagen: Es sind wichtige und weniger wichtige Dinge, über die sich das Volk auszusprechen hat. Aber an einen besonders wichtigen Entscheid möchte ich doch erinnern, der zwar vor mehr als 40 Jahren gefällt worden ist. Das war damals der Entscheid über den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund. Vielleicht – es ist schon gesagt worden – kommt unser Volk auch wieder in die Lage, über das Verhältnis der Schweiz zu der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft seine Meinung an der Urne zu sagen. Ich habe da wahllos einige Themen aufgezählt, über die sich zum Teil regelmässig in gewissen Zeitabständen, zum Teil je nach der Dringlichkeit der Fragen, das Volk geäussert hat oder noch oder wieder wird äussern können. Es sind darunter einige Themen von weittragender Bedeutung und andere von geringer Wichtigkeit. Ich möchte jetzt das Thema der schwachen Stimmbeteiligung nicht etwa hier in Zusammenhang bringen mit einem Thema, das politisch attraktiver ist, wie eben diese Frage der atomaren Bewaffnung. Ich glaube, das Thema „Entscheid des Volkes in Fragen der atomaren Bewaffnung der Schweizerarmee“ ist nicht unter dem Gesichtswinkel der Attraktivität für eine Volksabstimmung zu betrachten, sondern vielmehr vom Gesichtspunkt der Verantwortung des gesamten Volkes in einer für Volk und Land und für jeden Einzelnen höchst bedeutungsvollen und in verschiedener Richtung sehr konsequenzreichen Angelegenheit.

Damit komme ich ganz kurz auf den Entscheid des sozialdemokratischen Parteitages vom Jahre 1958 in Luzern zurück. In der Hauptabstimmung ging es um zwei Resolutionen, wovon die eine die von einem ausserparteilichen oder überparteilichen Komitee in Aussicht gestellte Volksinitiative auf Verbot von Atomwaffen parteioffiziell unterstützt haben wollte. Und der Wahrheit die Ehre: Herr Bienz, es sind nicht die gleichen Leute. Die Sozialdemokratische Partei hat sich von dieser ersten Atomverbotsinitiative distanziert und hat sie parteioffiziell nicht unterstützt. Das muss festgehalten werden. Da sollte also die parteioffizielle Unterstützung ausgesprochen werden, während die andere die Unterstützung der in Aussicht gestellten Atomverbotsinitiative ablehnte und die Lancierung einer eigenen Initiative forderte, mit dem Ziele, Beschlüsse der eidgenössischen Räte über atomare Bewaffnung der Schweizer Armee obligatorisch dem Volke zum Entscheid vorzulegen.

Die zweite Resolution wurde angenommen, und das Resultat ist die jetzt zur Diskussion stehende Initiative. Im Zeitpunkt des Parteitages und der Parteitagsverhandlungen – ich gebe das zu – war ihr ein taktischer Erfolg beschieden. Aber es ging um mehr als um Taktik. Wenn eine andere Konstellation gewesen wäre, zum Beispiel wenn nur die Frage des Entscheidungsrechtes des Volkes in Atombewaffnungsfragen zur Diskussion gestanden hätte, dann bin ich überzeugt, dass der Parteitag einstimmig oder mit an Einstimmigkeit grenzender Mehrheit diese Frage bejaht hätte. Ich weiss, dass man mit Wenn und Aber nicht politisieren kann. Ich möchte

mit meinen Ausführungen nur darlegen, dass es sich um eine wichtige Frage ausserhalb aller Taktik handelt, nämlich um die Frage des Vertrauens in das Volk und um das Vertrauen in die Demokratie.

Die Sozialdemokratische Partei hat sich dieser ihrer Haltung keineswegs zu schämen. Sie braucht sich nicht zu entschuldigen und kann sich nicht auf die Anklagebank setzen lassen. Die Sozialdemokratische Partei steht zu den Gedanken ihrer Initiative. Dies gestatte ich mir in diesem Zusammenhang doch deutlich zu sagen. Wir helfen aber gerne mit, eine andere Lösung zu verwirklichen, bei der wir Abstriche, beispielsweise die Ersetzung des obligatorischen Referendums durch das fakultative Referendum, in Kauf nehmen. Wir sind einverstanden, dass das Volk mit dem fakultativen Referendum die Möglichkeit haben soll, sich zur erstmaligen Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen auszusprechen. Wir können auch der Präzisierung im Motionsentwurf zustimmen, dass dem fakultativen Referendum der Beschluss der Bundesversammlung über die Ausrüstung der Armee mit Waffen oder Munition, deren Schadenwirkung auf Atomenergie beruht, unterstellt wird. Damit soll klargestellt sein, dass beispielweise Beschlüsse über die Beschaffung von Fahrzeugen, die mit Atomkraft betrieben werden, nicht referendumspflichtig sein sollen. Wir sind bereit, einen andern Weg zu gehen, als ihn die Initiative vorschreibt, und führt dieser heute diskutierte Weg zum Ziel, so haben wir möglicherweise überhaupt nie eine Volksabstimmung über das Thema der atomaren Bewaffnung durchzuführen, dann nämlich, wenn wir nie Atomwaffen erhalten können. Darin liegt natürlich der Vorteil des fakultativen Referendums.

Übrigens gibt es meiner Meinung nach theoretisch und praktisch nur noch zwei weitere Möglichkeiten: Die eine Möglichkeit wäre, die Schweiz möchte Atomwaffen. Die Schweiz könnte diese Atomwaffen bekommen. Entsprechende Beschlüsse sind von den Räten gefasst worden. Das Volk – das ist immer angenommen – hat in jenem Zeitpunkt die Notwendigkeit erkannt, Atomwaffen zu besitzen. Ein Referendumsbegehren wird nicht gestellt, die Beschlüsse der Räte erwachsen in Rechtskraft. Das ist eine Möglichkeit. Die andere Möglichkeit ist: Wir möchten Atomwaffen, wir bekommen sie, die entscheidenden Beschlüsse in den Räten sind gefasst, aber im Volk macht sich eine Bewegung dagegen geltend, es wird ein Referendumsbegehren gestellt, die nötigen Unterschriften werden zusammengebracht, und dann findet eine Abstimmung statt. Also unter drei Fällen müssten wir mit dem fakultativen Referendum in einem Falle eine Abstimmung haben. Da liegt natürlich ein gewisser Vorzug.

Im Ergänzungsbericht des Bundesrates vom 15. November 1962 ist ausgeführt, dass rechtlich einem Rückzug einer Verfassungsinitiative nichts entgegensteht, wenn die Materie auf der Gesetzesstufe geregelt wird. Diese Regelung auf der Gesetzesstufe ist in der Motion vorgesehen. Wir können heute erklären – auf den Initiativbogen stehen ja die Namen jener Personen, welche ermächtigt sind, die Initiative zugunsten eines Gegenentwurfes der Bundesversammlung zurückzuziehen –, dass wir die Initiative zurückziehen können und zurückziehen

werden, wenn die andere, durch die Motion der Minderheit aufgezeigte Lösung Erfolg hat.

Es ist zugegebenermassen ein Kompromiss. Dieses Wort ist heute wieder einmal im abschätzigen Sinne hier gefallen. Aber was gibt es anderes in der Demokratie als Kompromisse? Es gibt gute und schlechte Kompromisse, das gebe ich zu, aber den vorliegenden Kompromiss bezeichne ich als einen guten Kompromiss, und Kompromiss ist doch der Demokratie nicht fremd! Die Motion darf umso eher akzeptiert werden, als es sich um einen guten Kompromiss handelt, an dessen Zustandekommen nicht nur Vertreter einer Fraktion beteiligt sind. Ich empfehle Ihnen Zustimmung zur Motion.

Le président: Je propose de clore la liste des orateurs.

Zustimmung – Adhésion

Schlöpfer: Gestatten Sie mir zum Abschluss der heutigen Debatte, dass ich nochmals mit aller Deutlichkeit auf die Konsequenzen hinweise, die sich bei Einführung des Referendums obligatorisch oder fakultativ für die Landesverteidigung ergeben.

Herr Bringolf hat in der Begründung seiner Motion mit Recht darauf hingewiesen, dass die Schweiz in absehbarer Zeit nicht in die Lage kommen werde, Atomwaffen zu erwerben. In folgerichtiger Weise hätte er aber beifügen müssen, dass es deshalb verfrüht sei, die Weichen für das künftige Verfahren über die Beschaffung von A-Waffen heute schon zu stellen. Wir alle wissen ja nicht, in welcher Richtung sich diese Waffen in den nächsten Jahren entwickeln. Vielleicht spricht man dannzumal bereits von klassischen Waffen. Ich erachte es deshalb als falsch, das Verfahren über die Beschaffung einer Entwicklungsmässig noch nicht abgeschlossenen Verteidigungswaffe jetzt und für alle Zeiten gesetzlich zu verankern. Die Geheimhaltungspflicht kann nicht, wie der Motionär es getan hat, zum Beispiel mit der Konstruktion der Mirage-Flugzeuge verglichen werden. Wenn die Atomdiskussion vors Volk gebracht werden muss, wird sich der Stimmbürger nicht bloss mit der Grundsatzfrage: Nuklearwaffen Ja oder Nein? begnügen, sondern er will auch über die Wirkung dieser Waffen, über die Grösse der Kaliber, über den Ort ihrer allfälligen Stationierung, orientiert sein. Tun wir dies nicht von zuständiger Stelle aus, so werden die absoluten Atomgegner schon dafür sorgen, dass die Phantasie hierüber beim Stimmbürger genügend angeregt werde. Die Preisgabe wichtiger militärischer Daten wäre aber nicht zu verantworten und würde wahrscheinlich auch vom Verkaufspartner nicht gebilligt. Umgekehrt aber können Sie einem verantwortungsbewussten Staatsbürger nicht zumuten, über eine derart wichtige Frage zu entscheiden ohne genügende Kenntnisse der Sachlage. Es ist nicht so, wie Herr Arnold es wahrhaben möchte, dass wir dem Stimmbürger die Fähigkeit, hierüber zu entscheiden, absprechen, sondern es geht einzig und allein darum, ob wir aus militärischen Gründen den nötigen Aufschluss geben können. Es geht bei der Geheimhaltung aber auch nicht darum, ob der Besitz von Atomwaffen geheim bleibe oder publik werde, im Gegenteil, es kann uns nur recht sein,

wenn ein allfälliger Gegner weiss, dass er es auch bei uns mit den wirkungsvollsten Waffen zu tun bekommen wird. Dagegen sollten die technischen Daten bis spätestens zu ihrer Verwendung geheim bleiben, was im Falle einer Volksabstimmung nicht garantiert werden kann.

Zum Faktor Zeit will ich mich nicht weiter äussern. Ich pflichte allen jenen Votanten bei, die bei Einführung des fakultativen Referendums mit einer Verzögerung bis zu einem Jahr rechnen. Dies wird sich für die Armeeleitung sehr nachteilig auswirken, es sei denn, man verlasse sich zum Voraus auf das Notrecht. Aber ob wir wollen oder nicht, mit der Einführung des Referendums, gleichgültig ob obligatorisch oder fakultativ, bringen wir auf alle Fälle einen Unsicherheitsfaktor in die Schlagkraft unserer Armee. Die Armeeleitung hat bis zum Volksentscheid gebundene Hände. Sie ist in ihren Dispositionen, die sie auf weite Sicht treffen sollte, gehemmt. Zwischen dem Beschluss für die Anschaffung von Nuklearwaffen und der kriegsgemässen Handhabung, das heisst für die Ausbildung der betreffenden Mannschaft, wird eine lange Zeit benötigt. Warum sollen wir die Ausbildung unserer Milizarmee noch unnötigerweise komplizieren?

Und schliesslich: Ist es zu verantworten, die Ausrüstung der Armee nur wegen eines politischen Kompromisses derart in Frage zu stellen? Auf dem einfachen Wege über die Revision des Militärorganisationsgesetzes soll die Klippe einer neuen Volksabstimmung umfahren werden. Alle jene, die bei der Bekämpfung der Atominitiative I erklärt haben, dass für unsere Soldaten nur die besten Waffen gut genug seien, können auf diesen rein politischen Kompromiss nicht eintreten; denn praktisch tangiert die Atominitiative II eben doch die Verteidigungsbereitschaft. Selbstverständlich würden wir alle einen irrealen Volksentscheid – wie Herr Nationalrat Bretscher in zutreffender Weise gesagt hat – allzu gerne vermeiden. Im Gegensatz zu ihm befürchte ich aber, dass die Nachteile der Aufhebung der gegenwärtigen, während zwei Weltkriegen bewährten und vom Volk nie beanstandeten Zuständigkeitsordnung schwerer wiegen als eine zweite Volksabstimmung, so unsympathisch uns diese ist.

Obwohl ich die Gründe vieler Befürworter des Minderheitsantrages zu würdigen weiss, stelle ich mich eben doch auf den Standpunkt: Kein politischer Kompromiss auf Kosten der Landesverteidigung! Deshalb beantrage auch ich Ihnen, dem Antrag des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

**Vormittagsitzung vom 18. Dezember 1962
Séance du 18 décembre 1962, matin**

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

8509. Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen.

**Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren
Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire**

Siehe Seite 764 hiervor – Voir page 764 ci-devant

Fortsetzung – Suite

Meyer-Luzern: Ich beantrage Ihnen ebenfalls, das Volksbegehren auf Unterstellung des Beschlusses über die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen unter das obligatorische Referendum abzulehnen und dem Volk und es den Ständen ohne Gegenvorschlag zur Verwerfung zu unterbreiten. Andererseits vertrete ich mit der Minderheit der Kommission die Auffassung, dass eine weitere Atomwaffenabstimmung ohne realen Hintergrund, wenn immer möglich zu vermeiden sei. Als Mitglied der Kommission habe ich denn auch der Motion zugestimmt, welche sich für die Einführung des fakultativen Referendums in einem neu zu fassenden Artikel 87 der Militärorganisation ausspricht. Ich möchte vorausschicken, dass ich mit dem Bundesrat in seiner Erklärung vom 11. Juli 1958 der Auffassung bin, dass der Armee zur Bewahrung unserer Unabhängigkeit und zum Schutze unserer Neutralität die wirksamsten Waffen gegeben werden müssen, und dazu gehören die Atomwaffen. Im gleichen Sinne lautete ja auch die Erklärung der 36 Sozialdemokraten und Gewerkschafter und die Begründung des Bundesrates zur Atomwaffeninitiative I. Alle jene, die sich um die grösstmögliche Abwehrkraft unserer Armee bemühen, sind sich doch einig, dass die Beschaffung von Atomwaffen für unsere Verteidigung eine entscheidende Verstärkung bedeuten würde. Heute aber steht die Atomwaffeninitiative II zur Diskussion. Hier handelt es sich bekanntlich sowenig wie bei der ersten Initiative um eine konkrete Beschaffung von Atomwaffen. Diese Frage ist sicher noch in weiter Ferne, wie uns vom Bundesrat in seiner Botschaft und von verschiedenen Votanten hier im Rate geschildert worden ist. Es ist meines Erachtens schon an sich bedauerlich, dass die beiden grundlegend verschiedenen Initiativen mit Atomwaffeninitiative I und II bezeichnet werden. Während die erste ein untragbares Verbot der Atomwaffen verlangte, will die zweite das Entscheidungsrecht des Volkes für die Einführung der Atomwaffen vorbehalten. Das scheint mir ein derartiger Unterschied zu sein, dass ich mich heute nur auf die staatsrechtliche Seite des Problems beschränken möchte. Ich möchte auch meinerseits daran erinnern, dass dem Sozialdemokratischen Parteitag vom 4. Oktober 1958 in Luzern die erste Atomwaffeninitiative als Resolutions-

Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen. Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1962
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	8509
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.12.1962
Date	
Data	
Seite	764-774
Page	
Pagina	
Ref. No	20 037 632

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

wenn ein allfälliger Gegner weiss, dass er es auch bei uns mit den wirkungsvollsten Waffen zu tun bekommen wird. Dagegen sollten die technischen Daten bis spätestens zu ihrer Verwendung geheim bleiben, was im Falle einer Volksabstimmung nicht garantiert werden kann.

Zum Faktor Zeit will ich mich nicht weiter äussern. Ich pflichte allen jenen Votanten bei, die bei Einführung des fakultativen Referendums mit einer Verzögerung bis zu einem Jahr rechnen. Dies wird sich für die Armeeleitung sehr nachteilig auswirken, es sei denn, man verlasse sich zum Voraus auf das Notrecht. Aber ob wir wollen oder nicht, mit der Einführung des Referendums, gleichgültig ob obligatorisch oder fakultativ, bringen wir auf alle Fälle einen Unsicherheitsfaktor in die Schlagkraft unserer Armee. Die Armeeleitung hat bis zum Volksentscheid gebundene Hände. Sie ist in ihren Dispositionen, die sie auf weite Sicht treffen sollte, gehemmt. Zwischen dem Beschluss für die Anschaffung von Nuklearwaffen und der kriegsgemässen Handhabung, das heisst für die Ausbildung der betreffenden Mannschaft, wird eine lange Zeit benötigt. Warum sollen wir die Ausbildung unserer Milizarmee noch unnötigerweise komplizieren?

Und schliesslich: Ist es zu verantworten, die Ausrüstung der Armee nur wegen eines politischen Kompromisses derart in Frage zu stellen? Auf dem einfachen Wege über die Revision des Militärorganisationsgesetzes soll die Klippe einer neuen Volksabstimmung umfahren werden. Alle jene, die bei der Bekämpfung der Atominitiative I erklärt haben, dass für unsere Soldaten nur die besten Waffen gut genug seien, können auf diesen rein politischen Kompromiss nicht eintreten; denn praktisch tangiert die Atominitiative II eben doch die Verteidigungsbereitschaft. Selbstverständlich würden wir alle einen irrealen Volksentscheid – wie Herr Nationalrat Bretscher in zutreffender Weise gesagt hat – allzu gerne vermeiden. Im Gegensatz zu ihm befürchte ich aber, dass die Nachteile der Aufhebung der gegenwärtigen, während zwei Weltkriegen bewährten und vom Volk nie beanstandeten Zuständigkeitsordnung schwerer wiegen als eine zweite Volksabstimmung, so unsympathisch uns diese ist.

Obwohl ich die Gründe vieler Befürworter des Minderheitsantrages zu würdigen weiss, stelle ich mich eben doch auf den Standpunkt: Kein politischer Kompromiss auf Kosten der Landesverteidigung! Deshalb beantrage auch ich Ihnen, dem Antrag des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

*Hier wird die Beratung abgebrochen
Ici, le débat est interrompu*

**Vormittagsitzung vom 18. Dezember 1962
Séance du 18 décembre 1962, matin**

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

8509. Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen.

**Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren
Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire**

Siehe Seite 764 hiervor – Voir page 764 ci-devant

Fortsetzung – Suite

Meyer-Luzern: Ich beantrage Ihnen ebenfalls, das Volksbegehren auf Unterstellung des Beschlusses über die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen unter das obligatorische Referendum abzulehnen und dem Volk und es den Ständen ohne Gegenvorschlag zur Verwerfung zu unterbreiten. Andererseits vertrete ich mit der Minderheit der Kommission die Auffassung, dass eine weitere Atomwaffenabstimmung ohne realen Hintergrund, wenn immer möglich zu vermeiden sei. Als Mitglied der Kommission habe ich denn auch der Motion zugestimmt, welche sich für die Einführung des fakultativen Referendums in einem neu zu fassenden Artikel 87 der Militärorganisation ausspricht. Ich möchte vorausschicken, dass ich mit dem Bundesrat in seiner Erklärung vom 11. Juli 1958 der Auffassung bin, dass der Armee zur Bewahrung unserer Unabhängigkeit und zum Schutze unserer Neutralität die wirksamsten Waffen gegeben werden müssen, und dazu gehören die Atomwaffen. Im gleichen Sinne lautete ja auch die Erklärung der 36 Sozialdemokraten und Gewerkschafter und die Begründung des Bundesrates zur Atomwaffeninitiative 1. Alle jene, die sich um die grösstmögliche Abwehrkraft unserer Armee bemühen, sind sich doch einig, dass die Beschaffung von Atomwaffen für unsere Verteidigung eine entscheidende Verstärkung bedeuten würde. Heute aber steht die Atomwaffeninitiative II zur Diskussion. Hier handelt es sich bekanntlich sowenig wie bei der ersten Initiative um eine konkrete Beschaffung von Atomwaffen. Diese Frage ist sicher noch in weiter Ferne, wie uns vom Bundesrat in seiner Botschaft und von verschiedenen Votanten hier im Rate geschildert worden ist. Es ist meines Erachtens schon an sich bedauerlich, dass die beiden grundlegend verschiedenen Initiativen mit Atomwaffeninitiative I und II bezeichnet werden. Während die erste ein untragbares Verbot der Atomwaffen verlangte, will die zweite das Entscheidungsrecht des Volkes für die Einführung der Atomwaffen vorbehalten. Das scheint mir ein derartiger Unterschied zu sein, dass ich mich heute nur auf die staatsrechtliche Seite des Problems beschränken möchte. Ich möchte auch meinerseits daran erinnern, dass dem Sozialdemokratischen Parteitag vom 4. Oktober 1958 in Luzern die erste Atomwaffeninitiative als Resolutions-

entwurf vorlag und dass der damalige Parteipräsident Bringolf uns auseinandersetzte, warum die Parteileitung es als richtig erachtete, einen zweiten Resolutionsentwurf einzubringen (der heutigen Atomwaffeninitiative II), um eben eine Aufspaltung der Stimmen der Delegierten der Sozialdemokratischen Partei zu erreichen. Es ist nach meiner Meinung erfreulich, dass das Schweizer Volk die dann doch eingereichte Atomwaffeninitiative I am 1. April 1962 verworfen hat. Es darf nun aber nicht leichtfertig behauptet werden, die Atomwaffeninitiative II bedeute eine gleiche Schwächung unserer Wehrkraft. Die beiden Initiativen visieren doch ganz verschiedene Ziele an. Sicher wäre die einfachste Lösung dann vorhanden, wenn die Sozialdemokratische Partei ihre Initiative zurückziehen würde. Das kann nun bei den geschilderten Umständen und mit Rücksicht auf die damalige Wirkung, die die heutige Initiative gegenüber der Verbotsinitiative hatte, kaum erwartet werden.

Es ist somit anzunehmen, dass sich eine Abstimmung des Volkes auch über diese Initiative aufdrängt. Eine solche Abstimmung ist nun aber in höchstem Masse unerfreulich. Als entscheidende Gründe hierfür sehe ich folgende: Es ist unerfreulich, dass das Volk innert Jahresfrist ein zweites Mal an die Urnen gerufen wird, um in einer Frage zu entscheiden, welche für Land und Armee nicht aktuell ist und es noch lange nicht werden wird. In einer kommenden Abstimmung über die Atomwaffeninitiative II werden alle sonst üblichen Argumente bei einer Wehrabstimmung (wie die Aufrechterhaltung unserer Wehrhaftigkeit, die Stärke unserer Armee und ähnliche) versagen, weil es ja nicht um die Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen, sondern einzig um ein späteres Mitspracherecht des Volkes in dieser Frage geht, wenn sie einmal aktuell werden wird. Die Abstimmung wird schliesslich den bekannten Atomwaffengegnern innert kurzer Zeit wiederum Gelegenheit geben, neuen Schrecken in unser Volk zu tragen. Verschiedene Voten einzelner Herren Kollegen haben uns hierüber ja einen Begriff gegeben. Es wird schliesslich ein neuer Graben zwischen den Landesteilen unserer Heimat aufgerissen, und ich bin sicher, dass die rein staatsrechtliche Frage des allfälligen Mitspracherechtes des Volkes von völlig demagogischen Argumenten überdeckt werden wird. Der Ausgang der Abstimmung ist auch nach meiner Meinung nicht ungewiss. Aber die Gefahr der Zersplitterung besteht, und auch die Gefahr, dass die Initianten in eine Lage gedrängt werden, die sie nicht wollten und nach ihren Erklärungen auch heute nicht wollen. Wir wissen, dass bei Annahme der Motion auf Einführung des fakultativen Referendums zu einem Beschluss des Parlamentes für die Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen diese Verfassungsinitiative zurückgezogen wird. Wenn schon gewichtige Gründe gegen die Abhaltung einer neuerlichen Abstimmung sprechen, so darf doch sicher die Frage geprüft werden, ob die Motion der Minderheit der Kommission auf Einführung des fakultativen Referendums für den Beschluss auf erstmalige Ausrüstung der Armee nicht eine gangbare Lösung darstelle. Ich halte es nicht für feige, für politisch unklug oder unverantwortlich, die Frage der Einführung des fakultativen Referendums zu einem erstmaligen

Grundsatzbeschluss des Parlamentes zu befürworten, und hierzu möchte ich Ihnen folgende staatsrechtliche Gründe angeben. Einmal würde die sonst notwendige Abstimmung über das obligatorische Referendum nicht stattfinden und die Erscheinungen wü den vermieden, die ich erwähnte. Der Beschluss der Bundesversammlung auf Beschaffung von Atomwaffen hätte erst ein fakultatives Referendum zur Folge. Dieser Beschluss der Bundesversammlung aber würde sicher in einer Zeit erfolgen, welche dem Volk die Notwendigkeit der Beschaffung von Atomwaffen ganz klar vor Augen führen würde. Ein Referendum würde dann entweder nicht ergriffen oder bei der dann gegebenen Weltlage zweifellos noch wuchtiger verworfen. Ein Abstimmungskampf würde sich somit um eine konkrete Frage und nicht im luftleeren Raum abspielen. Wenn Bundesrat und Parlament einmal einen Beschluss zur Beschaffung von Atomwaffen für unsere Armee gefasst haben, dann wird das Volk diesen Beschluss sicher stillschweigend oder im Abstimmungskampf tolerieren. Denn das Volk ist sich doch mehrheitlich klar, dass Atomwaffen die entscheidende Verstärkung für unsere Armee bedeuten.

Ich sehe aber einen entscheidenden Grund für die Befürwortung des fakultativen Referendums in folgendem: Die Einführung dieses fakultativen Referendums im vorgeschlagenen Sinne ist deswegen zu verantworten, weil bei Einführung der Atomwaffen die Militärorganisation trotzdem abgeändert werden müsste, was schliesslich auch schon nach der bestehenden Rechtsordnung die Anrufung des fakultativen Referendums möglich macht. Es ist doch von ausländischen Armeen, die Atomwaffen besitzen, bekannt, dass die entsprechenden Bedienungsmannschaften für Raketenbatterien, Artillerie oder der Luftwaffe aus Spezialisten bestehen. Die Einführung der Atomwaffe in unserer Armee hätte die Schaffung zum Beispiel auch eines Spezialistenkorps zur Folge, wie wir das beim Überwachungsgeschwader oder beim Festungswachtkorps kennen. Eine solche Änderung der Militärorganisation infolge der Einführung der Atomwaffen hätte ohnehin das Spielen des fakultativen Referendums zur Folge. Warum führen wir es denn nicht von Anfang an ein, wie es die Motion vorsieht? Die Bundesversammlung trägt auch bei Annahme der Motion der Minderheit jene Verantwortung, die sie gar nicht übertragen kann. Sie überträgt aber bei Annahme der Motion jene Verantwortung zum vorneherein, die ihr Kraft der bestehenden Rechtsordnung bei einer notwendig werdenden Änderung der Militärorganisation schon heute abgenommen werden könnte. In ihrem Buch zum schweizerischen Bundesstaatsrecht sagen die Herren Fleiner und Giacometti auf Seite 769: „Das fakultative Referendum hat sich für die Eidgenossenschaft als der festeste Kitt der nationalen Einheit erwiesen.“ Ich glaube, dass solche Sätze auch in dieser Frage durchaus gehört werden dürfen. In einer Referendumsabstimmung über eine konkrete Frage würde das Volk seine Behörden und seine Armee und wir Soldaten würden als Bürger sicher uns selber nicht im Stiche lassen. Ich glaube, dass diese wenigen staatsrechtlichen Aspekte des Problems Ihnen dargestellt werden durften, und ich bitte Sie, die Annahme der Motion zu beschliessen.

Oprecht: Nachdem seitens der Gegner der Motion so viele Obersten hier im Rat aufgetreten sind, werden Sie einem Nichtfachmann in militärischen Fragen gestatten, auch einige Überlegungen anzustellen, die wahrscheinlich von seiten des Militärs doch gewürdigt werden sollten. Ich möchte dabei vorweg einige allgemeine Bemerkungen anbringen, um den Gesamtzusammenhang herzustellen. Wenn ich dabei deswegen beispielsweise mich mit meinen Ausführungen mit denen des Herrn Kollegen Meyer-Luzern überschneide, so mögen Sie das entschuldigen. Die Darstellung des Zusammenhanges ist notwendig, damit Sie sehen und erkennen, warum wir die Motion der Minderheit vertreten.

Es ist bisher in den verschiedenen Voten, mit ganz wenigen Ausnahmen, zu wenig deutlich geworden, dass die zur Diskussion stehende Initiative der Sozialdemokratischen Partei nicht irgendwelche Entscheidungen über die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen herbeiführt. Diese Frage bleibt offen. Die Initiative hatte den Zweck, ich unterstreiche das noch einmal, die Annahme der Atominitiative I am 1. April 1962 zu verhindern. Diese Sozialdemokratische Initiative entsprach einem Antrag der Sektion Lausanne am Parteitag in Luzern, nicht der Parteileitung selber. Auch in der Westschweiz besteht Verständnis für die Problematik der atomaren Bewaffnung unserer Armee. Das beweist heute auch die Zusammensetzung der Kommissionsminderheit, in der westschweizerische Vertreter bürgerlicher Fraktionen mitwirken. Die Sozialdemokratische Initiative hat ihren Zweck am 1. April erfüllt. Die Atominitiative I ist am 1. April mit Hilfe der sozialdemokratischen Stimmen verworfen worden. Wenn ich heute für die Berechtigung der Motion der Minderheit eintrete und dabei keine taktischen Erwägungen zu einer Stellungnahme zugrunde lege, so möchte ich dafür den Beweis erbringen. Die allfällige Volksbefragung, in der über den Inhalt der zur Diskussion stehenden sozialdemokratischen Initiative abgestimmt wird, soll nicht für oder gegen die atomare Bewaffnung entscheiden. Das Volk soll verfassungsmässig das Recht erhalten, im Falle der Absicht des Bundesrates, in unserer Armee Atomwaffen zur Verwendung bringen zu lassen, darüber mitentscheiden zu können. Wäre die Gesetzesinitiative seinerzeit angenommen worden, so hätte dazu der Weg der Revision der Militärorganisation, auf dem Initiativwege, beschritten werden können. Das ist nicht möglich gewesen, weil eben die Gesetzesinitiative seinerzeit verworfen worden ist und wir damit immer wieder über die Verfassung versuchen müssen, Gesetze zu revidieren. Die Motion der Minderheit ebnet uns nun den Weg, der an Stelle der Gesetzesinitiative beschritten werden kann.

Ich wiederhole damit, dass zurzeit die Frage der atomaren Bewaffnung unserer Armee selber überhaupt nicht zur Diskussion steht. Solange die Grossmächte über die Erweiterung des Atomwaffenklubs nicht einig sind, wird auch für die Schweiz die atomare Bewaffnung nicht aktuell. Der Ministerrat der NATO – ich hoffe, dass Sie die Verhandlungen darüber gelesen haben –, der letzte Woche in Paris tagte, hat erneut gezeigt, welche Schwierigkeiten für die Vereinigten Staaten von Amerika bestehen, um ihren NATO-Partnern in der Frage der Atom-

bewaffnung entgegenkommen zu können. Lesen Sie hierzu die Zeitungsberichte, ich zitiere nur zwei, drei Sätze dazu: „Die Vereinigten Staaten haben ihre europäischen Verbündeten am Freitag auf der Tagung des Ministerrates der NATO in Paris mit allem Nachdruck auf die Notwendigkeit hingewiesen, mehr für ihre Verteidigung, vor allem mit konventionellen Waffen zu unternehmen. Sie betonten zwar, dass die abschreckende Wirkung des amerikanischen Kernwaffenschildes ausreichend sei, dass es aber sehr an dem dazu gehörenden Schwert konventioneller Waffen fehle. Mit vielfältigen Argumenten legten die amerikanischen Sprecher dem Ministerrat der NATO dar, welche Gründe für eine Verstärkung der konventionellen Bewaffnung sprächen. Gleichzeitig erneuerten die Vertreter der USA ihr Angebot an ihre europäischen NATO-Partner, beim Aufbau einer aus allen interessierten NATO-Staaten zusammengestellten Kernwaffen-Streitmacht zur See mitzuwirken, die je nach Erfordernis überall eingesetzt werden könne.“

Und schliesslich, wie verlautet, wurden am Rande der NATO-Konferenz in Paris Gespräche geführt, bei denen vor allem die Möglichkeit erörtert worden sei, Grossbritannien statt mit der Skybolt-Rakete für Flugzeuge mit der amerikanischen Polaris-Rakete für U-Boote auszurüsten. Das heisst doch: Die „ehemalige Grossmacht“ England muss sich von den USA sagen lassen, welche Atomwaffen sie allfällig erhalten könnte. Das heisst weiter: Frankreich, die „im Werden befindliche Grossmacht“, muss die „force de frappe“, eine Atomwaffe, nach wie vor selber entwickeln. Die Kosten dafür sind so gross, dass Frankreich deswegen die konventionelle Bewaffnung zu vernachlässigen gezwungen ist. Daraus ergibt sich für uns zwangsläufig, dass auch wir vorderhand nicht damit rechnen können, Atomwaffen für unsere Armee zu erhalten. Wir haben dabei finanziell schon genug an den Kosten der konventionellen Bewaffnung zu tragen. Es scheint mir geradezu ein Glücksfall gewesen zu sein, dass bei der Beratung des Militärbudgets des Bundes unser Kollege Gemperli in der ersten Sessionswoche das Budget in seiner zukünftigen Entwicklung beleuchtet hat. Daraus ergibt sich nämlich, dass in einigen Jahren damit zu rechnen sein wird, dass die Ausgaben für unser Militär auf Grund der bisherigen konventionellen Ausrüstung auf jene Höhe ansteigen werden, die seinerzeit das Militärdepartement vom Bundesrat in der Vorbereitung der Armeereform verlangt hat, das heisst, dass wir ab 1968 nach den Angaben von Herrn Gemperle jährlich mit 1800 Millionen Franken Militärausgaben rechnen müssen statt wie heute mit 1200 bis 1300 Millionen Franken. Ich hoffe, dass diese Beträge, die für die Militärausgaben in wenigen Jahren notwendig sein werden, in der Finanzordnung 1964 berücksichtigt worden sind, sonst könnte sich notwendigerweise statt des Steuerabbaus ein Steueraufbau ergeben. Dabei sind in den zu gegebener Zeit beinahe 2 Milliarden Franken betragenden Militärausgaben irgendwelche Ausgaben für Atomwaffen noch nicht berücksichtigt. Allein die konventionelle Bewaffnung unserer Armee wird nahezu 2 Milliarden Franken kosten. Bei der Einführung von Atomwaffen kann sich dieser Betrag von 2 Milliarden Franken leicht um 50, wenn nicht mehr Prozent,

erhöhen. Damit komme ich zur entscheidenden Frage, die durch die sozialdemokratische Atominitiative aufgeworfen wird: Können die eidgenössischen Räte von sich aus, ohne dass das Volk dazu ein Wort zu sagen hätte, solche exorbitante Mehrausgaben für das Militär beschliessen? Wenn die atomare Bewaffnung eingeführt werden sollte, so bin ich der Meinung, dass das Volk zum mindesten grundsätzlich das Recht haben müsste, ebenfalls ein Wort dazu zu sagen. Darin liegt der Sinn der sozialdemokratischen Initiative. Nachdem sich aus den Beratungen des Bundesrates selber der Hinweis ergeben hat, dass durch die Revision der Militärorganisation, das heisst mit der Einführung des fakultativen Referendums, der selbe Zweck wie mit der Initiative erreicht werden kann, ergibt sich als Konsequenz die Berechtigung des Minderheitsantrages. Es geht mir bei dieser Überlegung, wie schon gesagt, nicht um taktische Manöver. Ich bin der festen Überzeugung, dass der Minderheitsantrag, das heisst die Motion, aus politischen Gründen gutgeheissen werden sollte. Wir sind nach meiner Auffassung auch, nachdem die Armee reform durch eine Gesetzesreform von den eidgenössischen Räten beschlossen worden ist, verpflichtet, diese Armee reform zu einem guten Ende zu führen, das heisst die konventionelle Bewaffnung der Armee so vorzunehmen, dass wir im Kriegsfall gut damit dastehen. Das wird, wie wir wissen, noch enorme Mittel erfordern. Wir müssen sie aufbringen und können sie auch aufbringen. Das Militär, das heisst das Militärdepartement, die Armeeführung, unsere Obersten, sollten sich darauf konzentrieren und sich mit allen Mitteln dafür einsetzen; denn bei der Milizarmee werden die konventionellen Waffen immer die entscheidenden Waffen bleiben. Es sollte von seiten des Militärs dem Minderheitsantrag gegenüber keine Prestigepolitik vertreten werden. Nirgends so sehr wie in der Militärpolitik ist eine einheitliche Grundkonzeption notwendig. Der Minderheitsantrag zeigt den Weg dazu auf. Ich empfehle Ihnen, diesen Weg zu gehen.

Furgler: Gestatten Sie mir ein paar Bemerkungen zur Frage: Motion, Ja oder Nein? Ich bin geneigt, eine erste kurze Betrachtung unter dem Titel anzustellen, den uns Hugo von Hoffmannsthal in Erinnerung ruft: „Späte Reue kommt oft früh.“ Wenn man für diese erste Betrachtung den Stil anwendet, der für kurze Chroniken üblich ist, dann müsste man so beginnen: Es war einmal... im Juni 1958, zur Zeit, da Herr Arnold die Bewegung gegen die atomare Aufrüstung der Armee gründete. Wenige Wochen später entschlossen sich bedeutende Männer in der Schweiz, dieser Bewegung den Kampf anzusagen, Männer, die in politischer Hinsicht dem Urheber der Antiatomtodkampagne nahestanden. Ich betone das, weil mir die damalige Erklärung der Gewerkschafter staatspolitisch so bedeutsam scheint, dass man auf sie kurz verweisen muss, wenn man dieses Thema diskutiert, deshalb so bedeutsam, weil diese Männer zwischen zwei zur Verfügung stehenden Mitteln zur Bekämpfung der in Vorbereitung befindlichen Atominitiative I das Bessere gewählt haben. Sie entschlossen sich zu einer Erklärung an die Öffentlichkeit – ich komme darauf zurück –; die andere Möglichkeit, eine eigene Initia-

tive, haben sie nicht benutzt. Die Gewerkschafter sagten damals: So sehr wir uns für eine allgemeine und kontrollierte Abrüstung einsetzen, so sehr wir die Gewissensnöte verstehen, in die sich der christliche oder sonst humane Mensch heute verstrickt sieht, so deutlich distanzieren wir uns von all den Versuchen des totalitären Ostblockes, durch Scheinheiligkeit und Furchterregung im freigesinnten Westen ein Vakuum in der Abwehrbereitschaft und Abwehrfähigkeit zu schaffen.

...Mit grosser Sorge nehmen wir ferner zur Kenntnis, dass sich in unserem Lande eine Richtung abzeichnet, welche in Verkennung aller Realitäten und in leider nur allzu deutlicher Imitation der innenpolitisch bedingten Kampagne in der deutschen Bundesrepublik eine Bewegung gegen den Atomtod einleitet, die, wenn sicher auch ungewollt, in ihrem Wirklichkeitsgehalt nichts anderes ist und sein kann als ein Versuch zur Wehrlosmachung der freien Völker.

...Sodann nehmen wir für uns in Anspruch, den konventionellen Krieg wie den Atomkrieg nicht minder zu verabscheuen als andere. Wir verabscheuen ihn nicht minder als alle diejenigen, die sich in ihrem Wunschenken den Tatsachen und Erfahrungen des Kalten Krieges verschliessen. Diese Erfahrungen lehren uns, dass der völkerunterdrückende und weltherrschaftslüsterne Osten nur dann verhindert wird, neue Aggressionen auszulösen und die Wasserstoffbombe in die Waagschale der Entscheidung zu werfen, wenn ihm in der freien Welt in der Bewaffnung der Vereinigten Staaten, Englands und der NATO ein mindestens ebenbürtiges Kernwaffenpotential gegenübersteht... Wir lehnen daher den Versuch, die Frage der Bewaffnung der schweizerischen Armee den eidgenössischen Räten zu entziehen und sie zum Gegenstand gefühlsmässig unterbauter politischer Feldzüge zu machen, entschieden ab.

Soviel zum Kampfmittel der Gewerkschafter gegen die Atomverbotsinitiative!

Eine andere Gruppe von Politikern wählte eine sogenannte Auffangoperation, die Atominitiative II, von der mein Vorredner, Herr Oprecht, soeben gesagt hat, sie habe ihren Zweck am 1. April 1962 erfüllt. Wenn das zutrifft, dann müsste er konsequent sein und sagen, sie sei seither überflüssig.

Wenn wir diese kurze historische Betrachtung abschliessen und uns an das erinnern, was in diesem Hause gestern, am Ende der letzten Woche und heute wieder von den Befürwortern der Motion, vor allem aber von den Befürwortern der Initiative gesagt wurde, dann kommen wir doch nicht darum herum, festzustellen: es ist diesen Herren Kollegen, vor allem den Anhängern der Initiative, nicht mehr ganz wohl in ihrer Haut. Sie sind sich selbst darüber im klaren, dass heute an und für sich kein Bedürfnis besteht, diese Initiative zur Abstimmung zu bringen. Aber sie wählen nicht den Weg, der ihnen allein offen steht, ohne fremde Hilfe, nämlich den Weg des Rückzuges; vielmehr flüchten sie sich in eine These, die ich nun in einer zweiten kurzen Betrachtung etwas näher unter die Lupe nehmen möchte.

Ich bezeichne sie als die *emtio spei* im schweizerischen Recht. (Rechtliche Betrachtungen zu einer Motion.) Ich möchte die Behauptung widerlegen,

durch die Motion kämen wir zu einer Lösung, die eine Volksabstimmung überflüssig mache. Wie lautet die Motion? „Grundsätzliche Beschlüsse über die Bewaffnung, die personelle Ausrüstung, die Korpsausrüstung und das übrige Kriegsmaterial fasst die Bundesversammlung unter Ausschluss des Referendums.“

Absatz 2: „Hat jedoch ein solcher Beschluss die erstmalige Ausrüstung der Armee mit Waffen oder Munition zum Gegenstand, deren Schadenwirkung auf Atomenergie beruht, so ist er dem Referendum zu unterstellen.“ Vergleichen wir diese Motion mit Artikel 20bis der Bundesverfassung gemäss Vorschlag der Initianten: „Der Beschluss über die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen irgendwelcher Art ist obligatorisch dem Volke zur Entscheidung vorzulegen“. Die Initiative enthält eine Rückzugsklausel zugunsten eines Gegenvorschlages der Bundesversammlung.

Ich möchte fragen: Ist die zitierte Motion ein Gegenvorschlag, wie ihn unser schweizerisches Recht verlangt? Ich beantworte diese Frage mit nein. Gemäss Artikel 121, Absatz 6, der Bundesverfassung, kann der Initiative in der Abstimmung nur ein Gegenentwurf auf der Verfassungsstufe, nicht auch ein solcher auf Gesetzesstufe, gegenübergestellt werden. Aber auch wenn sie – in Übereinstimmung mit der largen Praxis – den Rückzug einer Initiative selbst dann als zulässig erachten, wenn die Materie in einem Gesetz oder Bundesbeschluss geregelt wird, so würde die Volksabstimmung über die Atomwaffeninitiative II nicht erspart bleiben, weil die Verwirklichung der Motion nicht mehr termingerecht erfolgen kann. Überlegen wir ganz kurz den chronologischen Ablauf der Dinge: Angenommen, die Motion komme heute durch, sie werde überwiesen, was geschieht? Der Bundesrat legt uns bis zur nächsten Session eine Vorlage zur Änderung von Artikel 87 der Militärorganisation vor. Wann erfolgt nun der Rückzug der Initiative? Nach Annahme dieser Motion? Wenn das geschieht, dann begehen auch die Initianten den Fehlcalcul einer *emptio spei*, indem sie die Möglichkeit eines einmal eintretenden rechtlichen Erfolges mit dem Preis des Rückzuges der Initiative bezahlen, ohne zu wissen, ob der erhoffte Erfolg eintritt. Warum sage ich das? Sie haben doch keine Gewähr, dass im Frühjahr die Revision des Artikels 87 im Parlament durchkommt. Beschliesst das Parlament diese Revision, dann haben sie keine Gewähr, dass nicht das Referendum ergriffen wird. Und wenn das Referendum ergriffen wird, dann haben sie keine Gewähr, dass nicht das Volk den revidierten Artikel 87 MO ablehnt. Erfolgt aber diese Ablehnung, so frage ich die Herren, die hier auf dieser Tribüne erklärt haben, sie seien bereit, nach Annahme der Motion die Initiative zurückzuziehen, ob sie das können, ob sie diese Verantwortung auf sich nehmen. Das ist doch rechtlich nicht möglich. Sie können doch nicht das Wagnis eingehen, eine Volksinitiative zurückzuziehen, nur weil im Rat eine Motion angenommen wird, die eine Gesetzänderung als möglich erscheinen lässt.

Dieser Kauf einer Hoffnung (*emptio spei*) ist somit für die Initianten nicht tragbar. Er ist aber auch für die Gegner der Motion unzumutbar. Die Annahme der Motion löst die aufgeworfenen Fragen

nicht, sie bedeutet rechtlich und politisch keine saubere Lösung.

Ich komme zu einer dritten Betrachtung: Die Verantwortung in der Demokratie. Es ist ausserordentlich viel in den bisherigen Voten dazu gesagt worden. Herr Vincent meinte, wir trauten der „sagesse du peuple“ nicht. Für mich hat dieses gleiche „peuple“ die „sagesse“ bewiesen, indem es bisher gegen die Einflüsterungen der PdA immun geblieben ist. Andere Herren sagten, wir wagten es nicht, das Mitspracherecht des Volkes in Anspruch zu nehmen. Das ist nicht wahr. Die Rangordnung der Verantwortung in einer Demokratie besagt doch nichts anderes, als dass ein starkes Volk auch ein starkes Parlament ertragen muss, so wie wir eine starke Regierung ertragen wollen und sie sogar fordern. Weshalb soll diese Kompetenzausscheidung, deren Niederschlag in Artikel 87 der Militärorganisation zu finden ist, heute nicht mehr zweckmässig sein? Keiner der Redner hat sich mit diesem Grundthema auseinandergesetzt, sondern einfach darauf verwiesen, dass ein Mitspracherecht des Volkes erwünscht sei. Die Frage der erstmaligen Ausrüstung unserer Armee mit Atomwaffen sei so schwerwiegend, dass Artikel 87 der Militärorganisation, der dem Parlament – der Volksvertretung! – die Beschaffungskompetenz einräumt, nicht mehr genüge. Stimmt das wirklich? Das Parlament legt unserem Volke Rechenschaft ab, und zwar alle vier Jahre, das nächstmal bereits in 10 Monaten. Bisher hat sich die Kompetenz der Räte, über Bewaffnungsfragen abschliessend zu entscheiden, bewährt. Wir haben im Jahre 1961, anlässlich der Revision der TO und der Militärorganisation, dieses Thema nicht aufgegriffen, trotzdem wir die Fragen der Atombewaffnung bereits kannten. Ist es also richtig, wenn man heute sagt, wir würden gegenüber unserem Volk – ich möchte fast sagen – schuldig, wenn wir keine Änderung von Artikel 87 anstreben, wenn wir diese goldene Brücke – die Motion –, die gar nicht tragfähig ist, nicht bauten, um den Initianten den Rückzug der Initiative zu ermöglichen? Mir ist eine klare Kompetenzausscheidung zwischen Regierung, Parlament und Volk viel zu lieb, als dass ich sie wegen eines einzelnen Falles, der, wenn wir ehrlich sind, parteipolitisch bedingt ist, aufgeben. Ich sage also: Auch wenn wir das Thema unter dem Gesichtspunkt unserer Verantwortung gegenüber dem Volk oder ganz allgemein unserer Verantwortung in der Demokratie behandeln, dann kommen wir nicht zu den Schlüssen, die die verehrten Anhänger der Motion oder aber die Initianten ziehen. Ich schliesse mich voll und ganz der Meinung von Herrn Dürrenmatt an, der in einer wertvollen Betrachtung in den „Basler Nachrichten“ schrieb, es gelte, die Verantwortung zu tragen und nicht zu übertragen. Es sind keine zwingenden Gründe namhaft gemacht worden gegen die Abwälzung der Kompetenz vom Parlament auf das Volk.

Eine weitere kurze Betrachtung über die militärische Seite: Es wurde gesagt, die Geheimhaltung gelte in diesem Bundeshaus sowieso nichts; Herr Giovanoli war der Sprecher. Ich möchte mich nicht bei den Marktfrauen, auf die er uns hinwies, informieren, ob das wirklich zutrifft. Sicher ist, dass die Geheimhaltung nach wie vor von eminenter Bedeutung ist. Ich erinnere Sie an die Auseinandersetzung

gen in der schweizerischen Presse im Zusammenhang mit der Installation der „Bloodhound“. Es wird doch keiner in diesem Saale zu behaupten wagen, auch mit allem Respekt vor dem Volk, man könne alles, auch das Wichtigste im Zusammenhang mit der Bewaffnung unserer Armee, vor das Volk tragen. Wir sind darauf angewiesen, dass gewisse Dinge geheim gehalten werden im Interesse des Schweizervolkes und ich bin überzeugt, dass unser Volk diese Auffassung teilt.

Der zweite Punkt, der hier einfach übergangen bzw. bagatellisiert wird, ist die Verzögerung. Wenn die neue Lösung platzgreift, dann müssen wir uns Rechenschaft geben, dass in der kritischen Zeit, wo sich die Frage der Beschaffung von Atomwaffen stellen wird, viel zu viel Zeit verstreichen muss, bis ein definitiver Entscheid des Volkes vorliegt. Jeder mögliche Partner, der uns solche Waffen liefern sollte, wird es sich zweimal überlegen, mit uns ins Geschäft zu treten, wenn er weiss, dass wir auf diese Art und Weise zeitlich Verzögerungen in Kauf nehmen müssen und zudem den Verhandlungserfolg nicht garantieren können. Erfüllen wir damit unsere Verantwortung gegenüber den Soldaten? Auch ich bin der Meinung, dass zur Zeit die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen nicht möglich ist. Aber ist es klug, unter den geschilderten Umständen den Artikel 87 der Militärorganisation zu ändern? Ich sage nein.

Ich komme zum Schluss. Im Laufe dieser Debatte habe ich den Eindruck gewonnen, als ob es all diesen Herren, die die Initiative II geschaffen haben, heute ähnlich ginge wie jenem Zauberlehrling, der die Geister nicht mehr los wird, die er gerufen hat. Es ist viel ehrlicher, wenn wir festhalten: die Herren Initianten haben es in der Hand, die Initiative zurückzuziehen. Tun sie es nicht, so sind wir verpflichtet, dem Volk unsere Meinung bekanntzugeben. Diese Meinung kann nur heissen: Ablehnung der Initiative. Ich empfehle Ihnen, auch der Motion nicht zuzustimmen, weil sie weder eine rechtlich saubere noch eine politisch zweckmässige Lösung bringt.

von Greyerz: Wenn ich hier als vierzehnter oder fünfzehnter Redner das Wort ergreifen kann, so kann ich Sie dahin beruhigen, dass der Unterbruch der Diskussion, den man gestern beschlossen hat, mir nicht dazu diene, das Votum, das ich vorhatte, zu verlängern, sondern zu kürzen. Ich möchte mich auf zwei Punkte beschränken.

Aus gewissen Äusserungen, am deutlichsten aus dem Votum von Herrn Kollega Bienz, geht hervor, dass man den Vertretern der Minderheit, zu der ich zähle, vorwirft, sie hätten den Schlotter, sie hätten Angst vor dem Kampfe. Ein solcher Vorwurf könnte einen schwer treffen. Er trifft uns aber nicht, weil wir vor der Abstimmung um die erste Atominitiative den Kampf wahrhaftig nicht gescheut haben. Als Präsident der damaligen nationalrätlichen Kommission bin ich mehrmals aufgefordert worden, in Versammlungen, vor dem Volke, auch vor Pfarrherren – und das ist gar nicht so einfach – in Rede und Gegenrede meine Meinung zu vertreten. Ich habe mich immer und gerne entschieden und mit Überzeugung gegen das Atomwaffenverbot eingesetzt. Es war mir eine freudige Pflicht, dagegen zu kämp-

fen. Man sagt vielleicht, das sei selbstverständlich. Ich glaube mich aber aus jener Kampagne daran erinnern zu können, dass nicht sehr viele, in einigen Gegenden des Landes überhaupt keine Parlamentarier in der Arena zu sehen waren. Wir wollen uns freuen, wenn das mit der neuen Welle des Mutes anders werden sollte. Den Vorwurf der mangelnden Kampfesfreude und gar der Furcht brauchen wir uns also nicht gefallen zu lassen, und gegen die Unterscheidung, die wie ich höre im „Vaterland“ zwischen „Weichen“ und „Harten“ gemacht worden sei, möchte ich mich mit aller Entschiedenheit wehren. Vielleicht wird man uns sagen: „Wenn ihr bei der ersten Initiative euren Mann gestellt habt, so ist es nicht der Fall bei der zweiten.“ Ich glaube aber, es sollte doch klar sein, dass es sich bei dieser zweiten Initiative der Natur nach um eine ganz andere Frage handelt. Dort ging es um die militärische, vor allem die militärpolitische Seite, und hier geht es um eine Frage der Zuständigkeit. Ich glaube, es gehört sicher nicht zur Erprobung des Mutes und noch weniger zur militärischen Taktik, dass man sich blindlings in jeden nur möglichen Kampf stürzt, auch in einen vermeidbaren. Und dieser Kampf ist vermeidbar und er soll vermieden werden, nicht im Hinblick auf Wahlen – ein solcher Vorwurf ist lächerlich –, sondern im Interesse des ganzen Landes. Zu dieser Vermeidung dient die Motion, dient der Vorschlag des fakultativen Referendums als ein Mittelweg. Nun wirft man diesem allerdings auch vor, er werde dazu dienen oder dazu missbraucht werden, uns die Beschaffung der stärksten Waffe, der Atomwaffen, zu erschweren, gar zu verunmöglichen, es werde das Mitspracherecht des Volkes zum mindesten verzögernd wirken. Dazu nun – das ist mein zweiter Punkt – möchte ich einiges sagen.

Das fakultative Referendum, das in der Motion vorgeschlagen und hier so angeschwärzt wird, gleicht nämlich auf ein Haar dem Finanzreferendum, mit dem wir uns in den Jahren 1954/56 hier zu befassen hatten. Es war der Vorschlag, es sollte das Volk das Referendum ergreifen können gegen alle Ausgaben des Bundes von einmalig mehr als 10 Millionen Franken und wiederkehrend mehr als 2 Millionen. Darunter – das ist klar – wären natürlich auch die Militärausgaben gefallen, nicht nur Atomwaffen, sondern Sturmgewehre, Mirage usw. Wer hat dieses Referendum damals empfohlen? Das hat der Bundesrat getan. Ich nehme an, er sei damals einstimmig gewesen. Hier im Rat ist dieses fakultative Finanzreferendum mit beträchtlichem Mehr angenommen worden. Vom Volk wurde es dann allerdings verworfen; aber 9 Kantone stimmten diesem Finanzreferendum zu. Darunter waren gerade die Kantone der Hauptgegner von heute: die mehr konservativen Kantone der Innerschweiz und die welschen Kantone.

Wie wurde dieses fakultative Referendum, das dem Volk ein Mitspracherecht geben wollte, auch für militärische Anschaffungen, begründet? Der Regensontag hat mir dazu gedient, einiges nachzublätern. Da ist ein Bericht des Bundesrates vom 4. Mai 1954, wo gesagt wird, die Einführung eines allgemeinen Finanzreferendums liege im Zuge der Entwicklung; angesichts der damit in den Kantonen und Gemeinden gesammelten Erfahrungen und der

vom Schweizervolk schon so oft bewiesenen staatspolitischen Reife bestehe kein Anlass, diesen Ausbau der Volksrechte abzulehnen. Es wurde dann ein Ergänzungsbericht verlangt, der unter dem Datum vom 16. Dezember 1955 erschien. Da wird erneut vom Bundesrat gesagt, der Wunsch nach vermehrtem Mitspracherecht sei verständlich; dann wird geschrieben, die Befürchtung, das Finanzreferendum übertrage den Stimmberechtigten Entschiede, die sie kaum fachgemäss treffen können, sei nicht begründet. In diesen Berichten des Bundesrates ist nun allerdings speziell von den Militärausgaben nicht die Rede. Aber hier im Rat war die Rede davon, und zwar ganz deutlich. Trotzdem ist damals das Referendum hier vom Berichterstatter der Mehrheit befürwortet worden. Es war der verehrte einstige Kollege Rohr von der katholischkonservativ-christlichsozialen Fraktion, der in seinem Referat darlegte, es wäre möglich, dass auch in einer militärischen Frage das Referendum ergriffen würde. Er fügte bei: „Ich habe aber Vertrauen und nicht Misstrauen in die Einsicht des Volkes in dieser Frage.“ Aus der Diskussion darf ich Herrn Grendelmeier zitieren, der damals frisch und energisch auf das Hauptproblem einging und erklärte: „Was die Militärkredite betrifft, so müssen wir Vertrauen ins Volk haben. Was nützt es, das wurde auch in der Kommission gesagt, wenn wir eine Landesverteidigung nur in der Weise zustande bringen, dass das Volk bei den Beschlüssen über die Ausgaben ausgeschlossen wird? Dann haben wir zwar wohl die Waffen, dahinter aber unter Umständen keine Soldaten.“ Ich glaube, es wäre recht nützlich, wenn die Fraktion der Unabhängigen diese Worte beherzigen würde.

Schliesslich Herr Bundesrat Streuli! Ich glaube nicht, dass ihm jemand vorwerfen will, er sei ein „Weicher“ oder ein Ängstlicher. Er hat folgendes gesagt, und ich zitiere wörtlich: „In bezug auf die Militärausgaben fürchte ich auch nichts, denn wir können und wollen keine Armee und keine Rüstung haben ohne den Willen des Volkes. Wir brauchen nicht nur Waffen, sondern wir brauchen auch den Abwehrwillen und diesen vor allem. Dass bei uns Volk und Armee eines ist, soll nicht bloss ein Schlagwort sein, sondern eine Tatsache bleiben. Ich kann überhaupt die Bedenken, die Angst vor gewissen Volksentscheiden, nicht teilen.“ – So hat man in diesem Saale vor sieben Jahre gesprochen. Heute soll nun eine ganz ähnliche Einrichtung, die lange nicht so weit geht und das Volksrecht lange nicht so ausdehnen will wie damals, plötzlich eine Gefahr für die Landesverteidigung darstellen; unsere Zustimmung soll nach Herrn Furgler gar eine Pflichtverletzung gegenüber den Soldaten sein. Ich bin eben vorhin daran erinnert worden, dass auch unser verehrter Bundesrat, Herr von Moos, damals als Parlamentarier dabei war und sich beteiligte, sogar als Präsident an der Einigungskommission, die bei dieser Sparinitiative nötig war, und dass er damals den Stichentscheid dafür gab, dass die Grenze heruntersetzt werden sollte auf 10 Millionen Franken, also durchaus bereit war, dieses Mitspracherecht des Volkes nicht aufzuheben, nicht zu schmälern, sondern im Gegenteil zu erweitern.

Ich hatte leider keine Gelegenheit, auch noch Zeitungsstimmen aus der damaligen Zeit nachzu-

lesen, sonst hätte ich sicher hier zitieren können – denn die damalige Konstellation war so –, wie das „Vaterland“ des Herrn Wick und wahrscheinlich auch die „Basler Nachrichten“ des Herrn Dürrenmatt dieses Finanzreferendum empfohlen haben und wie sie den negativen Ausgang der Volksabstimmung bedauerten. Freilich, Vater des damaligen Finanzreferendums war die Sparabsicht. Zu Sparzwecken wollte man dem Volk das Mitspracherecht geben, militärische Rücksichten hin oder her. Und nun heute, wo es um einen Entscheid von epochaler Bedeutung geht, soll dieses eventuelle Mitspracherecht, dieses fakultative Referendum plötzlich landesgefährlich sein? Das kann ich nicht glauben und nicht verstehen.

Wenn ich nicht Gelegenheit hatte, diese Pressestimmen von damals nachzulesen, so hatte ich dafür Gelegenheit, aus den letzten Tagen im „Journal de Genève“ den Artikel unseres geschätzten Kollegen Reverdin zu lesen. Er ist durchaus für Vermeidung des Abstimmungskampfes im Sinne der Motion und schreibt, ein neuer Kampf wäre heute unnütz und schädlich und würde nur die Leidenschaften aufpeitschen. Er sei zu vermeiden, denn „wozu ein Kampf im Tunnel?“ Oder ein Kampf im luftleeren Raum, wie man gesagt hat? Vielleicht liest Herr Dürrenmatt einmal nicht nur die „Nationalzeitung“, sondern auch das „Journal de Genève“ und die Artikel seines Fraktionskollegen.

Ich bilde mir nicht ein, mit meinen Ausführungen noch jemanden im Saal zu bekehren, aber es sollte doch aus dem Vergleich mit dem Finanzreferendum von 1956 klar geworden sein, dass das fakultative Referendum, wie es in der Motion als ein Ausweg vorgeschlagen wird, nichts Unmögliches ist, nichts Unsinniges, nichts für die Landesverteidigung Gefährliches. Dramatisieren wir uns also doch selbst nicht in die Ex'eme. Herr Bretscher hat in seinem einleitenden Referat loyal gesagt, wir hätten auch Verständnis für die Auffassung derer, die den gordischen Knoten, in den uns die sozialdemokratische Initiative verwickelt hat, einfach zerhauen möchten. Aber bitte geben Sie zu, dass auch unser Vorschlag eine durchaus vernünftige Lösung ist. Beim Hieb auf den gordischen Knoten kann man nämlich auch daneben hauen.

Je mehr ich mir die Sache überlege – ich habe am Anfang auch meine Zweifel gehabt –, desto besser und klüger erscheint mir die durch die Motion vorgeschlagene Lösung. An sich würde ich dieses fakultative Referendum nicht als nötig erachten, aber diese Lösung vermeidet – und das ist ihr Hauptzweck – einen unheilvollen Kampf. Warum er unheilvoll ist, haben Herr Bretscher und Herr Meyer-Luzern dargelegt. Die Motion gibt dem Volk ein Kontrollrecht, das zu verantworten ist, wenn man Vertrauen ins Volk hat, und dieses Vertrauen haben wir in unserem Sinn.

Ich möchte deshalb befürworten, der Minderheit zuzustimmen.

M. Borel Georges: Le débat qui va prendre fin aura revêtu une importance par sa nature même et en vertu des questions de principe qu'il met en cause.

A ce titre, je pense que la première initiative avait au moins pour elle le mérite de la carté, c'est-à-dire l'opposition catégorique à l'emploi de toute

arme atomique. Mais on peut penser autrement. Effectivement, de nombreux esprits, plusieurs d'entre vous, mes chers collègues, tout en admettant le caractère absolu, totalitaire, non discriminatoire des armes atomiques stratégiques auxquelles ils s'opposent, voulaient laisser la porte ouverte, réserver l'avenir qui verrait peut-être apparaître une arme atomique tactique, réduite à la dimension du combat proprement dit, réduite en quelque sorte à la dimension et à l'éthique suisses, une arme helvétique, quoi!

Aujourd'hui, mes collègues auront donc l'occasion de se prononcer en faveur de la seconde initiative, et subsidiairement en faveur de la motion de notre collègue, M. Walther Bringolf. Le feront-ils? Sans doute quelques-uns. Les autres persisteront dans leur opposition systématique, absolue à toute possibilité accordée au souverain, c'est-à-dire au peuple, de se prononcer.

Personnellement, ce n'est pas l'effet matériel de l'arrêt qui va se prendre dans quelques instants qui m'inquiète. En effet, je suis fort sceptique de la portée sur le plan technique, militaire proprement dit, des décisions que prendront les parlementaires. Je sais fort bien que certains milieux de l'Etat-Major Général travaillent et se comportent avec le mépris total des décisions que vous pouvez prendre, messieurs les députés, ou que le souverain pourrait prendre. Dans leurs pensées, leurs suppositions, les thèmes de leurs manœuvres, ils se déterminent comme si la Suisse était déjà dotée, ou serait dotée en temps opportun d'armes atomiques, non seulement tactiques mais aussi et surtout stratégiques. Folle imagination ou froide vraisemblance qui hantent l'esprit de ces cercles militaires? Là pour moi n'est pas tant la question. Sceptique, je l'ai dit, quant à l'importance militaire de ce débat, je n'en demeure pas moins inquiet quant à ses répercussions sur le plan politique proprement dit. Sur ce plan, je m'adresse à ceux de mes collègues fermement attachés au passé, à l'histoire, aux traditions, aux origines du droit constitutionnel suisse. Qui parmi vous, messieurs, serait insensible au caractère démocratique direct de nos landsgemeinde, celles qui ont disparu, comme celles qui subsistent encore?

A Genève, par exemple, lorsque les électeurs sont encore appelés aujourd'hui aux urnes, on dit que le Conseil général se réunit, soit l'équivalent, au XVI^e siècle, de nos landsgemeinde.

Sur quel principe fondamental reposent-elles? Effectivement sur l'ancien droit germanique en vertu duquel tout homme capable de porter et de manier les armes avait le droit d'entrer dans le ring, de participer par son vote à la décision d'entrer en guerre, de mettre en place un dispositif de combat, de conclure la paix ou d'approuver un pacte d'alliance.

D'autre part, les exemples de l'histoire foisonnent, qui montrent que la défense de la nation, confiée à la masse des hommes valides, tend à promouvoir un système politique démocratique et qu'inversément le pouvoir de vie ou de mort confié à une poignée d'hommes ou à un seul d'entre eux favorise l'instauration d'un pouvoir personnel fort.

Or, on l'a dit sans cesse, la limite entre l'arme atomique tactique et la bombe stratégique n'existe pas encore et risque de ne pas voir le jour. Cette

arme, M. Chevallaz l'a dit excellemment, n'est pas comme les autres. Elle n'opère aucune discrimination, mais tue tous et détruit tout. Pourquoi donc ne pas vouloir laisser au peuple le soin de se prononcer? Pourquoi donc lui ravir le droit de sceller son propre sort? Même au pire, selon la grande majorité d'entre vous, messieurs, qui craignent une décision négative du peuple, pourquoi tenter de le sauver malgré lui? Les exemples abondent dans notre histoire selon lesquels on aboutit à des échecs, à des défaites, au désastres même, parce que l'on avait voulu faire marcher les hommes à l'encontre de leurs convictions et faire leur bonheur malgré eux.

La guerre atomique, direz-vous, n'a précisément cure des masses. La guerre presse-bouton est l'affaire d'un ou de quelques cerveaux. Sans doute avec comme corollaire certain et plus rapproché ou lointain la disparition du système sincèrement démocratique et l'étranger nous en donne l'illustration actuellement.

Une autre certitude sortira de ce conseil, des Chambres, en cas de refus de la proposition minoritaire et accessoirement de la motion Bringolf, celle que le parlementarisme aura porté un coup grave à notre démocratie. Oh! les répercussions n'en seront pas spectaculaires ni très immédiatement visibles mais le mal, insidieux tout d'abord, déploiera progressivement ses effets jusqu'au jour où la structure constitutionnelle tombera d'une chiquenaude parce qu'elle aura été vidée insensiblement mais irréversiblement de son esprit et de sa substance.

En effet, qui façonne une partie notable des générations montantes? Le corps enseignant qui les éveille aux réalités politiques, qui suscite l'intérêt, l'enthousiasme des jeunes à la signification profonde de nos landsgemeinde et à la portée de nos droits populaires. Videz-les de leur sens, il n'en restera qu'une imagerie sympathique, qu'un aspect folklorique touchant mais périmé, voué à l'indifférence, puis à l'oubli tant des élèves, futurs citoyens, que de leurs éducateurs.

Je me permets d'attirer l'attention de mes collègues, décidés à condamner la deuxième initiative et la motion Bringolf. En voulant lutter contre ce que l'un de vos orateurs a appelé le défaitisme, vous allez en créer un plus profond, plus terrible, celui de l'indifférence, du mépris des droits du peuple. On peut se guérir du premier, en faisant prendre conscience aux hommes de leurs responsabilités. Le second ne pardonne pas et de longtemps.

C'est la raison pour laquelle je vous invite, messieurs et chers collègues, à la dernière minute, de prendre une décision conforme au respect des droits populaires, de voter en faveur de la position minoritaire et, à tout le moins, de vous prononcer en faveur de la motion Bringolf.

Stahelin: Die Fraktion des Landesringes der Unabhängigen stimmt dem Bundesrate zu, sowohl in der Ablehnung der Atominitiative II, als auch in der Ablehnung der Motion der Kommissionsminderheit. Erlauben Sie mir einige kurze, keineswegs vollständige Bemerkungen.

Zwischen obligatorischem und fakultativem Referendum halten auch wir das obligatorische Referendum für das kleinere Übel, aber Übel sind sie beide. Zu einer Volksabstimmung wird es in

beiden Fällen kommen, in einem Falle wird es etwa sechs, im andern etwa drei Monate dauern, bis wir nach dem Beschluss der eidgenössischen Räte schliesslich endgültig Bescheid wissen in einer Frage, von deren schneller Entscheidung unter Umständen das Schicksal unseres Landes abhängen kann. Beim obligatorischen Referendum ist die Frist wenigstens auf die Hälfte gekürzt, was immerhin ein Vorteil ist, der vielleicht einmal sogar entscheidend ins Gewicht fallen könnte, aber auch dieses Referendum ist unnötig und unzweckmässig. Man hat eingewendet, dass andere Entscheide über Bewaffnung und Ausrüstung der Armee, zum Beispiel was die Anschaffung von Flugzeugen anbetrifft, auch nicht speditif behandelt und erledigt, sondern zum Teil auf eine sehr lange Bank abgeschoben wurden. Das kann und soll nicht bestritten werden. Leider, ich betone, leider ist dem so. Es muss einmal mit aller Deutlichkeit gesagt werden, dass die Schwerefalligkeit und Unentschlossenheit, mit der es oft in hochwichtigen militärischen Belangen zugeht, vielleicht der wundeste Punkt im ganzen Fragenkomplex um unsere Landesverteidigung ist. Ich sage dies nicht, um irgend jemandem einen Vorwurf zu machen, sondern um uns selber zu fragen, ob wir das weiterhin so verantworten können, und was hier zu tun sei. Jedenfalls haben wir gar keinen Grund, eine weitere Bremse (weder eine sechsmonatige, noch eine dreimonatige) in unsern Militärapparat hinein zu bauen. Wir halten dies für unverantwortlich, wie alles, was weitere Unklarheiten und Verzögerung ins Militärwesen hineinbringt. Wir glauben, dass die Mehrheit der Stimmbürger hier gleicher Meinung ist wie wir und deshalb die Initiative ablehnen wird. Es geht nicht darum, dass wir das Volk für urteilsunfähig halten, oder ihm aus andern Gründen kein Vertrauen schenken, wie es verschiedene Redner gesagt haben. Der Kommissionsminderheit ist insofern recht zu geben, als die zweite Atomabstimmung an sich unerfreulich ist. Wir haben sie auch nicht gewünscht. Dass sie ausgerechnet im Jahre der Nationalratswahlen sowohl der Sozialdemokratischen Partei, der es ohnehin nicht recht wohl bei der Sache ist, als auch den andern Parteien, inklusive Landesring (die sich lieber auf andere Fragen und Probleme konzentrieren würden), sehr ungelogen kommt; ist leicht einzusehen. Die Initiative ist schon aus parteitaktischen Gründen lanciert worden, nun soll sie aus partei- und wahltaktischen Gründen zurückgezogen werden, was uns durch eine verfängliche Motion zu ermöglichen und schmackhaft zu machen probiert wird. Dazu können wir nicht Hand bieten. Es stehen zu wichtige und ernste Dinge auf dem Spiel. Ich möchte hier nicht wiederholen, was verschiedene Vorredner schon deutlich und überzeugend dargetan haben. Aber eines muss noch gesagt werden. Es ist trotz aller Erklärungen und Entschuldigungen, die angebracht worden sind, nicht in Ordnung, wenn durch eine Indiskretion durchgesickert ist, welchen Standpunkt die einzelnen Herren Landesväter im Bundesrate zu einem bestimmten Sachgeschäft eingenommen haben. Das ist ein bedauerlicher Betriebsunfall, wissen wir doch alle, dass der Bundesrat eine Kollektivbehörde ist. Mindestens so bedauerlich und inkorrekt ist es aber, wenn eine solche Indiskretion noch ausgewertet und an die grosse Glocke gehängt, statt nach Möglich-

keit totgeschwiegen wird. Es liegt in unser aller Interesse, nicht zuletzt im persönlichen Interesse der Herren Bundesräte, dass solches in Zukunft nicht mehr vorkommt. Ich will nicht länger werden, ich schliesse mit der nochmaligen Empfehlung, den Anträgen des Bundesrates zuzustimmen.

Le président: La discussion d'entrée en matière est close. Je donne maintenant la parole au président de la commission, M. Alfred Borel.

M. Borel Alfred, rapporteur de la majorité: Arrivés au terme de ce très long débat d'entrée en matière, débat intéressant et parfois même très intéressant, vos rapporteurs doivent conclure. Ils le feront aussi brièvement que les circonstances et surtout les argumentations qui ont été développées le permettront.

Je voudrais tout d'abord m'arrêter à trois ordres de considérations qui me paraissent quelque peu extérieures aux débats. Ce sont tout d'abord les considérations historiques émises par certains de nos collègues, en particulier par M. Bringolf, qui a parlé des possibilités pratiques, pour notre pays, de se procurer un armement atomique. De leur côté, MM. Obrecht, Giovanoli et Grütter ont développé des considérations, intéressantes sans doute, sur les origines des initiatives atomiques I et II ainsi que sur les aspects tactiques de leur lancement. Sur ce plan-là, nous n'avons qu'un fait à retenir: une fois de plus, des orateurs autorisés ont déclaré – ils l'ont du reste déjà fait devant la commission de la façon la plus formelle et, à cet égard, il ne peut y avoir aucun doute quelconque – que l'initiative populaire serait retirée si la motion était acceptée par le Parlement. A cet égard, j'ai entendu avec un vif intérêt les explications du fin juriste qu'est notre collègue M. Furgler. Ces explications ne me paraissent pas pouvoir être maintenues face à l'assurance donnée par les auteurs de l'initiative qu'ils retireraient cette dernière si la motion arrive à chef. C'est là un point acquis aux débats à l'égard duquel, je le répète, aucun doute n'est plus permis. Nous nous prononçons en définitive sur une question préjudicielle encore que de longues palabres préliminaires l'aient précédée. En effet, comme l'a souligné notre collègue M. Meyer, la vraie décision au fond n'intervient pas aujourd'hui. Elle n'interviendra vraisemblablement que dans quelques années, à un moment où notre armement atomique éventuel revêtira un caractère en tout cas tactique et peut-être même, relativement conventionnel.

Un autre ordre de considérations qui me paraissent devoir être écartées du débat a trait à la politique et à la tactique de parti.

L'initiative atomique II a été lancée par le Parti socialiste pour des raisons politiques. J'ai cru surprendre dans le langage de plusieurs de nos collègues une certaine «Schadenfreude» à l'idée que les socialistes devront aborder un scrutin populaire. Un tel raisonnement doit être écarté dans le cas présent pour la simple raison déjà que les conditions tactiques dans lesquelles cette votation se présente peuvent varier considérablement d'une région du pays à l'autre. Dans l'une, elles peuvent être défavorables au Parti socialiste, tandis qu'ailleurs, il pourrait en aller autrement.

Le troisième ordre de considération à rejeter est celui qui a trait à ce que j'appellerais la politique des droits populaires. Sur ce point, notre collègue, M. Arnold, a enfourché, et je le regrette, le mauvais cheval et rendu ainsi un très mauvais service aux défenseurs de la motion. Il était faux de prendre un ton dramatique pour prétendre, devant cette assemblée, que les droits populaires étaient en quelque sorte menacés par l'attitude d'une partie du Parlement. Il faut considérer que le but primaire de l'initiative atomique II ne réside pas dans une extension des droits populaires. Cette initiative tend simplement à canaliser une discussion déformée par des éléments émotionnels vers des décisions objectives et conformes à la réalité des choses.

Permettez-moi également – comme président de la commission et rapporteur de langue française, j'ai le droit et même le devoir de le faire – de vous demander d'écarter un certain nombre d'arguments faciles qui ont été développés à cette tribune. La notion du sujet en discussion a conduit d'aucuns à un certain verbalisme patriotique auquel nous ne devrions pas nous adonner. On a entre autres utilisé dans la discussion des slogans, des procédés de discussion qui, décidément, ne sauraient constituer des arguments objectifs. On a parlé de manque de confiance dans la valeur de la thèse des motionnaires, de manque de patriotisme. Je pense que personne, dans cette assemblée, n'a le droit de revendiquer un monopole quelconque, surtout pas dans la domaine du patriotisme. Nos collègues Bienz et Dürrenmatt, en particulier, ont dénoncé la peur qu'éprouveraient certains de nos collègues à prendre leurs responsabilités. Je voudrais demander à ces collègues de penser un instant qu'il y a peut-être plusieurs manières d'assumer pleinement et réellement nos responsabilités dans le cadre de ces débats. Permettez-moi ici une parenthèse au sujet de l'intervention de mon excellent homonyme, M. Georges Borel. On a beaucoup parlé de confiance mais je crois qu'on n'a pas le droit de prétendre, comme l'a fait M. Georges Borel, que ce débat n'intéresse pas la direction de notre armée et que celle-ci serait décidée, quelles que soient les décisions que nous prendrions aujourd'hui, d'adopter l'armement atomique si cela leur convenait. Nous n'avons pas le droit de douter du souci de notre armée d'agir dans la plus parfaite légalité.

L'avis a été également exprimé que certains d'entre nous n'avaient pas une entière confiance dans le jugement du peuple. Certains ont même prétendu que le Conseil fédéral et, à sa suite, la majorité de la commission, avaient une plus grande confiance dans le peuple que les motionnaires. Prétendre cela est, à mon avis, bien mal interpréter l'attitude de collègues qui s'efforcent de tenir compte de tous les impondérables et qui aimeraient simplement que les questions importantes soumises au peuple soient posées clairement et sans contexte émotionnel. C'est ici, monsieur Dürrenmatt, que la référence à certains pays voisins aurait légitimement trouvé sa place.

Je voudrais, d'autre part, relever qu'en Suisse romande, pour ne parler que de cette région du pays, nous avons autant confiance dans la sagesse du peuple que dans le reste du pays. C'est si vrai, et je le dis surtout à l'intention de M. Bienz, que nous

avons même confiance dans la maturité civique de nos concitoyennes.

Mais il s'agit de revenir au fond du débat. Je constate que celui-ci départage les partisans du rejet, qui mettent l'accent avant tout sur les considérations militaires, et les partisans de la motion, qui mettent l'accent sur les considérations politiques. On a cité ici un article dû à la plume d'un de nos collègues qui opposait l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse. Je n'ai pas employé cette comparaison parce qu'elle pourrait peut-être être désobligeante à l'égard de certains membres de cette assemblée. On pourrait aussi dire que le débat est entre la forme et le fond, les motionnaires accordant peut-être plus d'importance que leurs adversaires au facteur forme – et au climat – dans lesquels la décision finale doit être prise.

Pour éclairer la situation qui domine ce débat, je voudrais, si vous me le permettez, user d'une comparaison militaire. Je m'en excuse comme simple capitaine de la justice militaire vis-à-vis de tous les colonels qui siègent dans cette assemblée. Les partisans du rejet me font penser à une armée qui accepte le combat sur les positions où l'adversaire l'a trouvée, respectivement surprise, sans lui laisser le choix du terrain. Les partisans de la motion préféreraient refuser le combat aujourd'hui, «décrocher» pour employer un terme militaire et se retirer sur des positions plus fortes, préparées d'avance où l'adversaire éventuellement ne les suivrait même pas. Les partisans du rejet acceptent le combat sur place, même au prix de tous les désavantages d'une position qu'ils n'ont pas choisie et préfèrent les risques d'un combat mal engagé à ceux qui peuvent éventuellement résulter d'un changement de dispositif. Les partisans de la motion pensent qu'un repli sur des positions solides, indiscutables, découragera l'adversaire et évitera des pertes inutiles, respectivement des votations à vues humaines dépourvues du sens de la réalité. Le terrain abandonné par les partisans de la motion, eh bien, c'est la concession, dans ce cas particulier, du droit de référendum facultatif; sur ce point encore, je crois qu'il ne convient pas de dramatiser ce débat. Je voudrais tout de même rappeler à cette assemblée que le principe général, c'est tout de même, dans notre organisation politique, le référendum facultatif; ce qui est exception à cette règle générale, c'est la règle de l'article 87 qui actuellement répartit les responsabilités dans le domaine de l'armement sans faire appel à la co-responsabilité du corps électoral. C'est ce que la motion propose: une dérogation au système actuel de l'article 87 de la loi d'organisation militaire et à sa répartition des responsabilités. Mais ce n'est pas une révolution, ce n'est pas surtout un premier pas, comme l'a dit M. Dürrenmatt, vers une démocratie plébiscitaire que d'élargir tant soit peu la règle générale du référendum facultatif pour l'appliquer également dans le cas tout à fait particulier d'une décision d'adoption d'armements atomiques. Cette considération est particulièrement valable si, comme l'ont fait très opportunément nos collègues Bretscher et von Greyerz, on rappelle qu'à un moment donné – et pas très ancien – on avait songé à introduire dans le domaine financier le référendum obligatoire et que l'on s'apprête – le Conseil fédéral a déjà fait une déclaration en ce

sens – à soumettre, quelle que soit sa forme, au vote du peuple suisse la décision relative à l'entrée dans le Marché commun. Je rappelle ici également l'intervention qui me paraît parfaitement justifiée de notre collègue Meyer qui a rappelé que l'introduction de l'armement atomique conduirait fatalement à une réorganisation de nos troupes, à la création de nouveaux corps de troupe et que cette décision-là serait en tout état de cause facultativement soumise au verdict populaire. Si l'on présente ainsi le débat, il perd une partie de l'aspect dramatique qu'on a voulu lui donner. La majorité de la commission veut trancher dans l'immédiat, quels que soient les risques et les conséquences mais il faut bien attirer son attention sur le fait que la victoire sera plus difficile à atteindre que le 1^{er} avril 1962 et que, par surcroît, comme l'a très bien remarqué M. Bretscher, le rejet de l'initiative n'aura rien de définitif dès lors que nous assisterons sans doute à de nouvelles offensives et que le résultat même de la votation populaire encouragera de telles offensives. La minorité de la commission se refuse sans doute à l'épreuve immédiate mais cela pour mieux sauvegarder l'intérêt permanent de la défense nationale dans l'idée que le jour où le peuple se prononcerait éventuellement il le ferait véritablement en connaissance de cause. Et en faveur de cette défense militaire totale qu'à évoquée M. Hofstetter.

Arrivé au terme de ces quelques observations que j'ai voulu aussi brèves que possible, j'ai le devoir de rappeler comme président de la commission et rapporteur de langue française que votre commission a conclu au rejet de l'initiative par 15 voix contre 6 et par 12 voix contre 11 également au rejet de la motion.

Hayoz, Berichtstatter: Ich habe anlässlich meines Referates zum Eintreten die Stellungnahme der Mehrheit der Kommission Ihnen klar dargelegt. Ich möchte nicht auf diese grundsätzlichen Bemerkungen zurückkommen, da ich mich nicht gerne zu den Wiederkäuern zähle.

Es seien hier nur einige, mir wesentlich scheinende Punkte erwähnt. Der erste: Obwohl ich nie den guten Glauben der Initianten des Volksbegehrens angezweifelt habe, möchte ich doch auf einen wesentlichen Unterschied der Geisteshaltung hinweisen, der einerseits bei den Herren Arnold und Vincent und auf der andern Seite bei Herrn Bienz zutage getreten ist. Sie haben auf der einen Seite einen typischen Zynismus, einen «esprit mordant», persiflage unserer Landeshymne, und auf der andern Seite ein ganz urwüchsiges Bekenntnis eines Volksvertreters und Kollegen zum Volk und seiner Heimat, zu seiner Armee und seinen Institutionen. Ich glaube, dass man doch auf diesen Unterschied in der Geisteshaltung auch hier hinweisen darf. Ich habe dann mit viel Genugtuung festgestellt, dass Herr Kollege Grütter zur aristotelischen Philosophie übergegangen ist. Er ist hauptsächlich vom Irrationalen zu mehr emotionalen Überlegungen gekommen. Hingegen ist sein Kollege Giovanoli, der als einziger das absolute Gebot der Vernunft für sich in Anspruch genommen hat – in der Meinung, er habe diese in militärischen und atomaren Fragen für sich gepachtet – auf seinem alten Standpunkt geblieben. Ich

möchte noch auf die Zweckehe Bretscher/Bringolf zurückkommen, die einzig ein negatives Ziel hat, nicht etwa die Geburt von etwas Neuem, nämlich die Vermeidung der Abstimmung. Es geht ihnen nicht in erster Linie um die Revidierung von Artikel 87 der Militärorganisation. Hingegen sind in der Begründung wieder beide vollständig anderer Meinung. Herr Bretscher sagt, es sei eine unnütze und eine überflüssige Initiative. Auf der andern Seite sagt Herr Bringolf, die Initiative, die wir zu behandeln hätten, sei keine Parteisache, sondern Sache des Volkes. – Wie will man zu einer vernünftigen Schlussfolgerung gelangen, wenn die Prämissen ganz auseinandergehen? Wieso, möchte ich fragen, haben denn die Sozialdemokraten die Rückzugsklausel nur zugunsten eines eventuellen Gegenvorschlages der Bundesversammlung in die Initiative eingeflochten, nicht aber eine unbedingte, wenn sie den Zweckgedanken hatten, den sie angeben?

Herr Oprecht hat auf die grossen Ausgaben für militärische Zwecke hingewiesen und gesagt, es komme die Zeit, wo wir diese Sachen nicht mehr kaufen könnten. Es geht hier also um nichts anderes als um die Einführung des Finanzreferendums einzig und allein für die Militärausgaben. Ich bin mit Herrn Oprecht einverstanden, dass der heutige Stand der Reform unserer Armee viel zu wünschen übrig lässt und dass noch viel getan werden muss. Aber das berührt ja den Kern des Problems nicht.

Das Vorhandensein des Gegenentwurfes ist meiner Ansicht nach der erste und beste Beweis der Fragwürdigkeit der Initiative, weil wieder einmal das Mittelmässige zum Feind des Guten geworden ist. Jedenfalls ist die Initiative, wie das schon mehrmals geäussert worden ist, bedeutend klarer und eine sauberere Lösung als der Gegenentwurf.

Zur Frage des Vertrauens in das Volk: Der Bundesrat hat dieses Vertrauen, er verlangt ja vom Volk nichts anderes, als dass es sage, ob es in der Zukunft über das Problem seine Meinung äussern wolle oder nicht. Das ist ja die Äusserung des Volksrechtes, man kann es doch nicht besser sagen. Der Bundesrat provoziert das Volk, dass es selber Stellung nehme, und wenn es das obligatorische oder fakultative Referendum will, dann hat ja das Volk selber bestimmt, was seiner Ansicht nach gut ist. Darum kann man nicht guten Glaubens sagen, dass die Befürworter der Stellungnahme des Bundesrates und der Bundesrat selbst kein Vertrauen in das Volk hätten. Das genaue Gegenteil ist wahr, denn mit der Annahme der Motion könnte ja gerade gegebenenfalls das Volk nicht zu Worte kommen.

Wenn man schon immer wieder von der Reife unseres Volkes, von seiner Überlegenheit sprechen will, so muss man auch nicht von einer Ausmarchung Angst haben. Diese verlangt von uns allen, dass die Mittel, die wir in den Kampf werfen, anständig, sauber, redlich sind, und dann wird diese Ausmarchung gegebenenfalls zum Segen des Volkes gereichen, denn daraus kann ein Stück geistiger Landesverteidigung werden. Das Volk muss immer wieder geweckt werden, damit es den Wert, die Grösse und die Schönheit seiner Institutionen kennen lernt.

Ich bitte Sie, dem Antrag des Bundesrates zuzustimmen.

Bringolf-Schaffhausen, Berichterstatter der Minderheit: Gestatten Sie mir nur noch einige wenige Bemerkungen als Berichterstatter der Minderheit. Ich möchte allen Rednern, die in dieser Debatte gesprochen haben, danken, weil ich glaube, dass es für den Nationalrat nützlich war, nicht nur über Milch, Käse, Butter, Bodenpreise, soziale Institutionen, Beiträge, Nationalstrassen, Brückenbauten, Eisenbahnen usw. zu sprechen, sondern auch wieder einmal eine Debatte zu führen, die etwas über diese Dinge des harten Alltags oder besser gesagt über diese harte alltägliche Hausmannskost in diesem Rate hinausgeht. Ich bin eigentlich erstaunt, dass die verehrten Kollegen Dürrenmatt, Furgler, Bienz und Hofstetter uns, den Initianten, nicht dafür danken, dass sie Gelegenheit erhalten haben, wieder einmal in der Art und Weise, wie sie es getan haben, hier zu produzieren. Aber das ist halt so, man muss sich damit abfinden: Der Dank ist immer an einem kleinen Orte...

Immerhin, ich gehe nicht auf das ein, was gesagt worden ist. Aber wenn Sie daran denken, was unsere tägliche Hausmannskost in diesem Rate ist, so werden Sie zugeben müssen – das richtet sich besonders an Herrn Dürrenmatt –, dass Sie von einem Kompromiss in den andern gehen. Das geht auch Herrn Bienz an. Es ist eine Ausnahme, dass hier die genannten Herren Gelegenheit erhalten, zu erklären: Jetzt treten wir kompromisslos gegen den Kompromiss auf, der vorgeschlagen worden ist. Das ist ihr gutes Recht. Ich nehme davon mit einigem Vergnügen Kenntnis, weil ich ja weiss, dass die sogenannten Kompromisslosen meistens am Ende die grössten Kompromissler sind. Das nur nebenbei.

Ich bitte Herrn Furgler, die Erklärung der 36, die er aus historischen Gründen produziert hat, ins rechte Licht zu rücken. Diese 36, die alle Sozialdemokraten und Gewerkschafter waren – nicht ein einziger davon war nicht Mitglied der Sozialdemokratischen Partei – haben gegen die Initiative, die heute zur Diskussion steht, weder unmittelbar vor noch nach dem Luzerner Parteitag 1959 Opposition gemacht. In persönlichen Gesprächen haben zahlreiche der „36“ mir in meiner Eigenschaft als damaliger Parteipräsident erklärt, sie wären mit diesem Weg, den unsere Initiative geht, einverstanden. Das muss ich der Vollständigkeit halber erwähnen. Ich gebe zu, dass in der Erklärung der 36 eine andere Formulierung vorhanden ist. Aber die Erklärung ist ja Wochen vor dem Luzerner Parteitag erfolgt. In dieser Zeit haben auch die 36 ihren Standpunkt entsprechend geändert.

Es ist vom Rückzug der Initiative gesprochen worden. Ich habe Ihnen hier erklärt: Wir sind bereit, die Initiative zurückzuziehen, wenn die Motion, die Ihnen die Minderheit vorschlägt Gesetzeskraft erhält. Bevor diese Gesetzeskraft da ist, sind wir nicht ermächtigt, die Initiative zurückzuziehen. In Klammern möchte ich beifügen: Es ist überhaupt etwas Merkwürdiges, wenn einzelne Redner einer Landespartei, die immerhin noch die stärkste Landespartei ist, hier in der Debatte zuzumuten, eine Initiative, gleichgültig ob sie uns allen passt oder nicht, zurückzuziehen.

Eine letzte Bemerkung: Ich habe Sie als Vertreter und Sprecher der Minderheit gebeten, dem Minderheitsantrag zuzustimmen. Ich habe das kon-

zilian, höflich, kollegial, wie es sich gehört, getan. Ich habe Sie aber nicht als Sprecher unserer Fraktion und persönlich um Ihre Gunst gebeten. Ich habe nicht gebettelt, wenn ich Ihnen diese Empfehlung weitergab. Ich weiss ganz genau, dass sich die Unterzeichner der Motion nur in der Unterstützung dieser Motion gefunden haben; sie trennen sich, wenn die Entscheidung für oder gegen die Initiative fällt. Die Sozialdemokratische Fraktion hält an der Initiative fest, solange keine gesetzliche Regelung im Sinne der Motion als Gegenvorschlag angenommen werden kann. Ich wiederhole noch einmal: Die Sozialdemokratische Fraktion bettelt nicht um Ihre Gunst; sie ersucht Sie nur, von den Überlegungen, die sie zum Teil in Übereinstimmung mit anderen Unterzeichnern der Motion angestellt hat, Kenntnis zu nehmen; sie appelliert an Ihre Einsicht, an Ihr Verständnis und an das Stück Staatsraison, das damit verbunden ist, wenn wir Sie einladen, die bevorstehende, überflüssige Volksabstimmung zu verhindern. Uns ist das Schillersche Wort aus dem „Wilhelm Tell“ ebenfalls bekannt. Wir haben es nicht vergessen und werden es auch morgen nicht vergessen: „Der Starke ist am mächtigsten allein.“ Wenn die Initiative zur Volksabstimmung kommt, werden wir unsere Pflicht erfüllen.

Bundesrat von Moos: In der umfassenden und bemerkenswerten Diskussion der letzten Tage sind die verschiedenen Auffassungen über die Stellungnahme zur Initiative der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz in ausgiebigem Masse und in allen Graden des Temperaments zum Ausdruck gebracht worden. Im ganzen – das muss ich Ihnen gestehen – ergab sich der Eindruck, den man eher vermeiden möchte, der Eindruck nämlich einer merkwürdigen Zwiespältigkeit. Aus einer ganzen Reihe von Voten – seien es solche, die einfach die Ablehnung der Initiative vorschlugen, seien es andere, die mit anerkannter Beredtheit sich für den Gegenvorschlag der Kommissionsminderheit einsetzten – habe ich den Grundgedanken herausgehört, dass weder mit der Initiative der Sozialdemokratischen Partei und schon gar nicht etwa mit dem Gegenvorschlag der Kommissionsminderheit ein grundsätzliches Verbot der Atombewaffnung beabsichtigt werde. Das hat heute morgen vor allem Herr Nationalrat Oprecht mit aller wünschbaren Klarheit ausgesprochen. Dass dies hier in der Debatte mehrfach bestätigt und unterstrichen wurde, erleichtert an sich eine sachliche Erörterung der sich stellenden Fragen. Aus diesen Stimmen und vor allem auch aus den Verhandlungen Ihrer nationalrätlichen Kommission konnte man beinahe den Eindruck gewinnen, es gehe ganz schlicht und einfach darum, die beste Methode zu finden, um die Initiative nicht der Volksabstimmung unterbreiten zu müssen. Mit dieser gutgläubigen Annahme gerate ich allerdings rasch in Verlegenheit, wenn ich an andere Voten denke, an jene, die soeben auch die Herren Kommissionsberichterstatter, insbesondere Herr Nationalrat Borel, erwähnt haben, wenn ich beispielsweise daran denke, wie Herr Nationalrat Arnold, der zornige junge Mann, wie er von Herrn Nationalrat Dürrenmatt genannt wurde, die bundesrätliche Haltung zerzaust hat, oder daran, wie Herr Nationalrat Vincent zuerst dem legitimen Kind

der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz, dem Obligatorium des Referendums, zu Gevatter zu stehen schien, sich dann aber mit sehr geschickter Akrobatik nicht etwa der Sozialdemokratischen Partei, sondern der Kommissionsminderheit an die Rockschösse gehängt hat – diese Metapher stammt aus dem Wortschatz der Herren Nationalräte Bringolf und Bretscher. Aus diesen wie auch aus weiteren Voten haben Sie entnehmen können, dass die Ansichten offenbar ausserordentlich geteilt sind, auch auf Seiten der Initianten, sogar darüber, ob mehr in Taktik oder mehr in Prinzipien zu machen sei, und dass sich verschiedene Stimmen lieber überhaupt gegen die Möglichkeit wenden würden, dass wir einmal genötigt sein könnten, uns für die Beschaffung von Atomwaffen zu entscheiden. Der Bundesrat – das muss ich hier klarstellen – ist mit keinerlei Anträgen zur Beschaffung von Atomwaffen beschäftigt. Er hofft und wünscht aus ganzem Herzen, dass es nie zu einer kriegerischen Auseinandersetzung mit Atomwaffen irgendwelcher Art oder irgendwelchen Kalibers kommen werde, dass überhaupt unserer Generation und der Zukunft nicht bloss unseres Schweizervolkes, sondern der ganzen Welt das unvorstellbare Schrecknis eines neuen Krieges erspart bleibe. Es liegt aber auf der Hand, dass nicht wir darüber entscheiden, dass uns hingegen die Pflicht auferlegt ist, alle Möglichkeiten der Verteidigung unseres Landes zu prüfen und nicht etwa zum vornherein zu erklären, wir könnten auf eine Waffe verzichten, die in ihrer weiteren Entwicklung zu beurteilen noch nicht möglich ist, und die in dieser weiteren Entwicklung, wie sich der Bundesrat in der Botschaft zur Atomverbotsinitiative ausgedrückt hat, dazu führen kann, „die Möglichkeiten unserer Selbstbehauptung entscheidend zu verbessern.“ Das ist die Ausgangslage, von deren Beurteilung ich glaube annehmen zu können, dass darin das Schweizervolk und das Parlament in ihrer überwiegenden Mehrheit, ja Geschlossenheit, mit dem Bundesrat einig gehen. Darüber will ich keine Worte mehr verlieren.

Unklarheiten bestehen in anderer Richtung, in Formfragen und in solchen der Zuständigkeit. Die Diskussion darüber ist nicht vom Bundesrat heraufbeschworen worden. Das Thema wird durch eine Initiative zur Diskussion gestellt. Niemand ist befugt oder willens, der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz einen Vorwurf zu machen, dass sie im Jahre 1958 in der damaligen Atmosphäre um die Initiative der schweizerischen Bewegung gegen die atomare Aufrüstung ihrerseits damals zum Mittel der Volksinitiative gegriffen hat. Niemand wird aber auch vom Bundesrat, wenn er sich mit dieser zweiten Initiative, an deren Ergreifung er wahrhaft unbeteiligt ist, auseinanderzusetzen versucht, verlangen dürfen, er sollte das nicht tun, ihm vorwerfen, er diskutiere im luftleeren Raum, er rasoniere gegen das Volk und er lasse es an Vertrauen mangeln. Er hätte, ja er hat das Vertrauen, dass das Parlament dann, wenn sich die Frage einmal konkret und nicht im luftleeren Raum stellen sollte, in Sachkenntnis und Verantwortung seinen Entscheid fällen wird.

Ich habe vom Bundesrat gesprochen. Mit Überraschung und mit einem unverkennbaren Unbehagen ist davon Kenntnis genommen worden (Herr

Nationalrat Staehelin hat mit Recht darauf hingewiesen), dass in der Diskussion der letzten Tage und auch gestern noch einmal über die Frage eines Gegenvorschlages und die zwiespältige Aufnahme des Gedankens eines Gegenvorschlages mit dem Hinweis beschönigt worden ist, auch der Bundesrat selber sei hierüber geteilter Meinung gewesen. Über die Stimmabgabe im Schosse des Bundesrates sind sogar Zahlen genannt worden. Nicht nur in dieser Frage, ebenso gut bei anderen und bei künftigen Geschäften kann es vorkommen, dass die Auffassungen darüber auseinandergehen. Die gute und loyale Zusammenarbeit im Bundesrate, auf die der Bundesrat selber grosses Gewicht legt und die – ich glaube, Sie werden dabei mit mir übereinstimmen –, im Landesinteresse liegt, basiert auf dem unerlässlichen Erfordernis seiner Geschlossenheit, wenn einmal ein Entscheid gefallen ist. Keinem Mitglied wird dabei das Opfer der Preisgabe seiner persönlichen Auffassung zugemutet. Aber diese gute, vertrauensvolle und erspriessliche Zusammenarbeit und dazu das unserem Staatsrecht inhärente Prinzip der Kollegialverantwortung würde von aussen einer harten Probe unterworfen, wenn jedesmal, hier und in anderen Fragen, auf diesem Boden gefochten würde. Es darf keine Meinungsverschiedenheit darüber bestehen, und es besteht darüber im Bundesrat keine Meinungsverschiedenheit, dass in allen Fragen, auch wenn sie bis zur Fällung des Entscheides umstritten waren, der Bundesrat gemäss unserem Staatsrecht als Behörde vor das Parlament tritt und dass er nach wie vor in der Beachtung dieser bewährten und wichtigen Maxime auf das Vertrauen in den Räten sollte zählen können.

Es diene auch nicht einer sachlichen Abwägung des Für und Wider, wenn man die Beteiligten je nach ihrer Stellungnahme in gute und in schlechte Demokraten einteilen wollte, wobei nach dem Urteil von Herrn Nationalrat Arnold der Bundesrat – ich nehme an, nur für diesmal – seinen Platz bei den schlechten Demokraten fände. Von einer Zeitbombe gegen die direkte Demokratie zu sprechen, im Augenblick, da der Bundesrat auf die Einladung nicht einschwenken kann, eine Volksabstimmung unter allen Umständen zu vermeiden, ist doch zum allerwenigsten ein Schuss ins Leere. Die Bundesverfassung hat die Zustimmung von Volk und Ständen gefunden. Die geltende Militärorganisation ist am 3. November 1907 im Referendumskampf mehrheitlich gutgeheissen worden. Das ist die demokratisch zustandegekommene geltende Kompetenzordnung. An ihr in einem bestimmten Punkte festzuhalten, nachdem sie sich bewährt hat, reicht doch wohl nicht aus, um Bundesrat und Kommissionsmehrheit nahezu eines Attentates gegen die Demokratie zu bezichtigen. Dass im besonderen die Ergänzungsbotschaft vom 15. November 1962 in einzelnen zu wenig verbindlichen Formulierungen Herrn Nationalrat Bretscher nicht zu befriedigen vermochte, kann ich teilweise verstehen. Dass Herr Nationalrat Giovanoli darüber erschüttert war, vermag ich nur zu bedauern. Ihm hat es die Wendung von der „vornehmlich militärpolitischen und militärtechnischen Frage“ angetan. Der Bundesrat sucht Übertreibungen nach Möglichkeit zu vermeiden. Er sagt nicht, es sei ausschliesslich eine militärpolitische und

militärtechnische Frage, sondern vornehmlich. Und er sagt nicht, die Frage, wer über die Atomausrüstung zu entscheiden habe, sei eine militärtechnische, sondern, wer darüber zu entscheiden habe, ob man unsere Armee mit Atomwaffen ausrüsten solle, sei sowohl eine staatsrechtliche wie eine staatspolitische Frage, die wir alle nach bestem Wissen und Gewissen zu beantworten versuchen wollen.

Verzeihen Sie mir, wenn ich hier noch einige formelle Bemerkungen einfügen muss. Artikel 121, Absatz 6, der Bundesverfassung auferlegt den eidgenössischen Räten die materielle Stellungnahme zu den Initiativen, die in der Form eines ausgearbeiteten Entwurfes eingereicht worden sind (Antrag auf Zustimmung, Antrag auf Verwerfung, Gegenentwurf). Das neue Geschäftsverkehrsgesetz, das soeben, am 1. Dezember dieses Jahres, in Kraft getreten ist, stellt in den Artikeln 27 und 28 hiefür Fristen auf. Beide Räte müssen also zu der Initiative Stellung nehmen. Im vorliegenden Falle läuft die Frist hiefür am 1. April 1963 ab. Die uns beschäftigende Initiative der Sozialdemokratischen Partei enthält eine Rückzugsklausel zugunsten eines Gegenentwurfes. Im Sinne von Artikel 121, Absatz 6, der Bundesverfassung müsste das ein Gegenentwurf auf Verfassungsstufe sein. Nun hat die Praxis das Erfordernis eines Gegenentwurfes auch dann wiederholt als erfüllt betrachtet, wenn die Lösung auf der Stufe eines Gesetzes oder eines Bundesbeschlusses erfolgt ist. Der Minderheitsantrag, der eine Motion auf Abänderung des Artikels 87 der Militärorganisation vorschlägt, wird dem Erfordernis eines Gegenentwurfes also erst dann genügen, wenn die beabsichtigte Gesetzesrevision Gestalt angenommen haben wird. Diesbezüglich hat erst die soeben gehörte Erklärung von Herrn Nationalrat Bringolf über die Absichten der Initianten volle Klarheit geschaffen. Erst Herr Nationalrat Bringolf hat erklärt, dass dann die Initiative zurückgezogen werden könne, wenn die Motion zu einer Gesetzesrevision geführt habe und wenn diese Revision Gesetzkraft erlangt haben werde. Die vorher hiezu gehörten Erklärungen waren nicht von der wünschbaren Klarheit. Sie liessen das Schicksal der Initiative nach einer allfälligen Annahme der Motion in einem seltsamen Zwielficht verbleiben.

Die Auffassung der Kommissionsminderheit brauchte, ich möchte dies beiläufig bemerken, aber auch nicht unerwähnt lassen, nicht in die Form einer Motion gekleidet zu werden. Ich weiss nicht, warum die Kommissionsminderheit die Form einer Motion vorgezogen hat. Die Räte könnten in Anwendung von Artikel 93, Absatz 1, der Bundesverfassung selber eine Änderung eines Gesetzes aufgreifen und durchführen, ohne vom Bundesrat eine Botschaft und einen Entwurf zu verlangen. Das muss ich beifügen, weil auf dem Wege der Motion, der nachher ja auch noch der Ständerat beistimmen müsste, das Verfahren auf Gesetzesrevision erst ausgelöst würde, somit eine neue zeitliche Verschiebung in der Behandlung der Initiative einträte, die eine materielle Stellungnahme der beiden Räte zur Initiative vor dem 1. April 1963 wohl verunmöglichen würde. Kommt aber bis zum 1. April 1963 – ein Jahr nach der Abstimmung über die Atomverbotsinitiative – kein übereinstimmender Be-

schluss der beiden Räte über die neue Initiative zustande, so hat nach Artikel 27, Absatz 4, des Geschäftsverkehrsgesetzes der Bundesrat ohne Empfehlung der Räte die Abstimmung des Volkes und der Stände über die Initiative anzuordnen. Er könnte dann nicht abwarten, bis die Motion zu einer Gesetzesrevision geführt hätte und die Initiative zurückgezogen worden wäre. Daraus ergibt sich, dass die beiden Räte spätestens in der Märzsession über die Initiative Beschluss gefasst haben sollen. Da nun aber der Antrag der Kommissionsminderheit auf Annahme einer Motion und auf Änderung der Militärorganisation keinen formellen Gegenentwurf zur Initiative im Sinne von Artikel 121, Absatz 6, der Bundesverfassung darstellt, müsste also auch für den Fall der Annahme des Minderheitsantrages noch zusätzlich über die Stellungnahme zur Initiative selbst abgestimmt werden. Dieser Entscheid könnte nicht anders als auf Ablehnung der Initiative lauten; denn die Initiative einerseits und die Revision der Militärorganisation andererseits schliessen sich gegenseitig aus. Wer dem Minderheitsantrag zustimmen will, muss folgerichtig die Initiative zur Verwerfung empfehlen. In diesem Punkte scheinen sich Mehrheit und Minderheit der Kommission – wenigstens ein Teil der Minderheit – zu treffen. Es ist überdies zu bedenken, dass nach der Beratung in diesem Saale auch noch der Ständerat das Geschäft zu behandeln haben wird und völlig frei sein wird, dazu Stellung zu nehmen.

Den Ausführungen des bundesrätlichen Berichtes, des Ergänzungsberichtes, der beiden Herren Referenten und verschiedener Herren Votanten zur Initiative selbst habe ich daher nicht mehr viel beizufügen, was nicht auch zu dem von der Minderheit empfohlenen Ausweg zu sagen wäre. Die Initiative will die Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen irgendwelcher Art einem obligatorischen Referendum unterwerfen, ein obligatorisches Referendum also auf einem Spezialgebiet für einen Bundesbeschluss, der nicht die Verfassung beschlägt, der keine rechtsetzenden Normen enthält und der nach dem Geschäftsverkehrsgesetz, in dem Sie sich doch in so anerkennenswerter Weise um die Herbeiführung einer klaren, verfassungskonformen Praxis bemüht haben, die Form eines einfachen Bundesbeschlusses erhielt. Ich möchte hier einem Irrtum entgegentreten, der geäußert worden ist. Der Normalfall ist nicht einfach der referendumpflichtige Bundesbeschluss. Nach dem Geschäftsverkehrsgesetz, das in dieser Richtung Ordnung geschaffen hat oder es wenigstens versucht hat zu tun, sind nur Erlasse, die rechtsetzende Normen enthalten, in die Form eines Bundesgesetzes oder eines referendumpflichtigen Bundesbeschlusses zu kleiden, nicht dagegen andere Erlasse, die keine rechtsetzenden Normen enthalten. Nun ist der Beschluss über die Beschaffung von Atomwaffen nicht ein Beschluss, der rechtsetzende Normen enthält, er würde also von Gesetzeswegen nicht in die Form eines referendumpflichtigen Bundesbeschlusses zu kleiden sein.

Auch wenn mir entgegengehalten wird, unsere gute Bundesverfassung enthalte auch noch andere Schönheitsfehler – Herr Nationalrat Vincent hat zu diesem Zwecke die Bundesverfassung durchgesehen! (Heiterkeit) –, werden Sie doch sicher nicht

bereit sein, nach dem bei der Beratung des Geschäftsverkehrsgesetzes dieses Jahr und letztes Jahr proklamierten Vorsatz zur Besserung nun der Liste bisheriger Schönheitsfehler einen neuen, schwerwiegenderen anzufügen. In diesem Punkte – und nur in diesem Punkte – wäre der Minderheitsantrag auf Revision der Militärorganisation der Initiative vorzuziehen.

Man wird daher der Haltung jener hinter der Initiative stehenden Kreise Verständnis entgegenbringen, ja Respekt zollen, die heute bereit wären, auf die Initiative zugunsten eines Gegenvorschlages zu verzichten. Man wird auch ihrer Auffassung beipflichten, es wäre vorzuziehen, einen unnützen und vielleicht auch unerbaulichen Abstimmungskampf – Herr Nationalrat Bretscher sagt: einen unsinnigen Abstimmungskampf – zu vermeiden. Die Rüge, dass wir gewissermassen im luftleeren Raume diskutieren, trifft zu. Über den Hintergrund dieser Feststellung brauche ich mich hier nicht zu verbreiten. Ich brauche hier die Frage der Verantwortlichkeit dafür, dass uns eine Initiative zur Behandlung auf den Tisch gelegt worden ist, nicht nochmals aufzuwerfen. Ob je eine Möglichkeit zur Beschaffung von Atomwaffen aus dem Auslande besteht, können wir gar nicht voraussehen. Es ist heute bei den grossen Mächten offenkundig der Wille vorherrschend, in Europa keine Nuklearmächte zu sehen. Ist es nicht gerade unter diesem Gesichtspunkte unrealistisch, unter dem Titel Erweiterung des Mitspracherechtes des Volkes diesem Volke eine Kompetenz neu zuteilen zu wollen, die es nach heutiger Beurteilung – Beurteilung durch die Sprecher der Kommissionsminderheit – möglicherweise überhaupt nicht wird in Anspruch nehmen können, eine Kompetenz, über die man vielleicht, sollten die Verhältnisse zur Zuflucht zu Dringlichkeits- und Vollmachtenmassnahmen zwingen, hinwegzuschreiten genötigt sein könnte. Darauf haben die Herren Bienz und Hofstetter mit Recht hingewiesen. Eine Politik, die auf Klarheit ausgeht und die auf Vertrauen beruht, müsste bei einer solchen Auseinandersetzung im luftleeren Raum den Rückzug der Initiative empfehlen oder ihre Ablehnung ohne Gegenvorschlag nahelegen, einer Initiative zudem, die jedenfalls wenigstens von einem Teil der Unterzeichner des Minderheitsantrages vorläufig preisgegeben worden zu sein scheint.

Die heutige Rechtslage ist bekannt. Artikel 87 der Militärorganisation behält den Entscheid über grundsätzliche Fragen – die betreffende Bestimmung spricht von den „allgemeinen Bestimmungen über die Bewaffnung“ – der abschliessenden Zuständigkeit der eidgenössischen Räte vor. Diese Ordnung ist sachlich begründet und hat sich bewährt. Die Entwicklung in bezug auf Atomwaffen ist noch keineswegs abgeschlossen. Die Frage der Beschaffung von Atomwaffen für unsere Armee ist nicht aktuell – ich brauche das nicht zu wiederholen –; in Frage kämen für uns ohnehin nicht strategische Atomwaffen, sondern taktische, und die Bestrebungen gehen dahin, solche als Weiterentwicklung der bisher als klassisch oder konventionell bezeichneten Feuerwaffen herzustellen und dabei die radioaktive Wirkung auszuschalten. Im Falle einer dannzumaligen Einführung der Atombewaffnung müsste wohl nicht, wie Herr National-

rat Meyer anzunehmen scheint, die Militärorganisation angepasst werden – die Frage müsste näher geprüft werden –, sondern eher die Truppenordnung, deren Änderung aber in die abschliessende Kompetenz der Bundesversammlung fällt. Aber der Kern der Frage liegt überhaupt nicht in diesem Punkte. Der Kern der Frage liegt darin, ob heute ein Grund, ein durchschlagender Grund besteht, die Zuständigkeit zum Entscheid über diese Waffenbeschaffung für die Zukunft zu ändern. Das ist, wie Herr Nationalrat Furgler vorhin mit Recht gesagt hat, das Grundthema, das hier zur Diskussion stehen muss. Diese Frage aber ist mit Nein zu beantworten. Die Antwort darauf muss um so eher eine negative sein, nachdem auch massgebende Kreise, die hinter der Initiative oder hinter dem Gegenvorschlag stehen, uns mit Nachdruck erklärt haben, sie würden sich im gegebenen Fall mit der Beschaffung von Atomwaffen einverstanden erklären oder doch abfinden. Diese Erklärungen sind zu begrüssen, weil sie dartun, dass über die bestmögliche Ausrüstung unserer Armee mit Verteidigungswaffen kein Zweifel bestehen kann. Diese Möglichkeit muss im Interesse unserer bedingungslosen Landesverteidigung, im Interesse auch unserer Soldaten und im Interesse des Schutzes unseres ganzen Landes, unserer Bevölkerung, offen behalten werden.

Also geht es einfach um eine Frage der Erweiterung der Volksrechte. Das scheint auf den ersten Blick sehr harmlos zu klingen. Allein, es stellen sich hier einige Fragen. Auf die Tatsache, dass eine Erweiterung des Instrumentariums unserer Volksrechte wiederholt abgelehnt worden ist, hatte ich nicht im Sinne, näher einzugehen. Ich erinnerte mich ebenfalls an die Abstimmungen über das Finanzreferendum 1956 und über die Gesetzesinitiative 1961. Nun aber befand sich Herr Nationalrat von Greyerz in der beneidenswerten Lage, über den Sonntag die Stenogramme und Akten über das Finanzreferendum (Behandlung in den Räten 1954/55, Abstimmung 1956) nachzuschlagen. Ich erinnere nicht sehr gut dieser Akten und Stenogramme und kann verstehen, dass es eine interessante und aufmunternde Beschäftigung ist, wieder einmal darin nachzublättern. Aber weniger encouragierend dürfte doch sein, dass eben diese Erweiterung des Mitspracherechtes des Volkes am 30. September 1956 vom Volk und Ständen mit einer Deutlichkeit verworfen worden ist, dass die Frage nicht schon wieder in anderer Form und auf einem Spezialgebiet aufgeworfen werden sollte. Das ist doch für gute Demokraten entscheidend, wobei ich für diesmal auch den Bundesrat zu den guten Demokraten rechnen möchte.

Es muss hier daran erinnert werden, dass bei jeder Armee und bei jeder Frage der Waffenbeschaffung – und erst recht bei der Beschaffung von Atomwaffen – die Geheimhaltung eine ausschlaggebende Rolle spielt. Die Räte können auf dem Wege über ihre Kommissionen orientiert werden. Der Stimmbürger wird nie in gleicher Weise, d. h. in genügend umfassender Weise, orientiert werden können. Es ist mit Recht heute hier gesagt worden, nicht die Befürchtung spiele eine Rolle, das von Leidenschaften irgeleitete Volk könnte falsch entscheiden, wie uns Herr Nationalrat Arnold unterschieben wollte, sondern lediglich die sachliche Feststellung, dass man Einzelheiten und Unterlagen für derartige

Entscheidungen in keinem Lande, und auch bei uns nicht, in aller Öffentlichkeit und damit auch dem gespannt hinhorchenden Auslande unterbreiten kann. Ich wiege mich nicht etwa in der Hoffnung, diese „vérité de la Palisse“ werde auch Herrn Nationalrat Arnold und Herrn Nationalrat Giovanoli innerlich überzeugen. Aber diese Feststellung gilt erst recht, wenn wir unter Umständen durch Vertrag mit einem ausländischen Partner über die Beschaffung derartiger Waffen gebunden sein werden, also nicht bloss durch unser eigenes Interesse zur Geheimhaltung verpflichtet sind. Der Hinweis auf andere Abstimmungsfragen, die ebenso komplex und ebenso schwer überschaubar seien – es sind die Abstimmung über den Beitritt zum Völkerbund und die Frage einer Abstimmung über unser künftiges Verhältnis zur EWG genannt worden –, vermag uns deshalb nicht zu helfen, weil wir es dann eben nicht mit Fragen zu tun haben, in bezug auf die eine Geheimhaltungspflicht besteht. Es kann für die Zukunft und für die Frage der Beschaffung von Atomwaffen nicht damit operiert werden, dass es in früheren Fällen in bezug auf die Geheimhaltung auch nicht so ernst genommen worden sei. Nichts hindert uns daran, aus den früheren Fällen für die Zukunft Lehren zu ziehen.

Ein entscheidender Punkt in der Regelung der Zuständigkeit ist der Gesichtspunkt der Zeit. Vorhin hat Herr Nationalrat Staehelin mit Recht auf dieses Moment hingewiesen. In dieser Hinsicht erweckt gerade der Gegenvorschlag sehr gewichtige Bedenken. Wir können heute nicht voraussagen, wann wir uns in die Lage versetzt sehen, einen Entscheid zu treffen. Der Beschluss der Räte wäre dem Referendum zu unterstellen. Referendum bedeutet nicht bloss den Ablauf einer 90-tägigen Referendumsfrist, sondern bedeutet auch, dass in dieser Frist das Referendum eben ergriffen werden kann – das ist ein Volksrecht – und das dann wieder nach einer bestimmten Frist abgestimmt werden könnte, und dass bis dahin, bis zum Entscheid des Volkes, die ganze Frage in der Schwebe bleiben müsste. Es kann also nicht nur die Referendumsfrist abgewartet werden, sondern es müsste unter Umständen noch bedeutend länger zugewartet werden, ohne dass etwas getan werden könnte.

Es lässt sich denken, dass in ernster Stunde, wenn drohende Wolken am Horizont aufsteigen, niemand sich zur Ergreifung des Referendums bereit finden würde. In weniger bedrohlichen Zeitläufen wäre kaum mit dieser Erwartung zu rechnen. Wie aber, wenn dann gerade in vermeintlich ruhigeren Zeiten entgegen dem verantwortungsvollen Entscheid der Räte der weniger informierte Souverän negativ befinden würde? Dann wären uns nachher die Hände gebunden, und damit wäre doch, wenn wir es uns genau überlegen, gerade das erreicht, was Volk und Stände am 1. April dieses Jahres verhindern wollten.

Die Befürchtung, eine Abstimmung über die Initiative ohne Gegenvorschlag würde neuerdings ein Auseinandergehen der mehrheitlichen Meinungen in den verschiedenen Landesteilen offenbaren, wird niemand auf die leichte Schulter nehmen. Nichts wäre unerwünschter, ja bedenklicher, als eine derartige Divergenz in einer Frage der Landesverteidigung. Aber wenn wir jenen Stimmen Gehör

und Glauben schenken wollen, die uns in diesen Tagen und auch heute wieder gesagt haben, es handle sich ja gar nicht um eine Frage der Atombewaffnung und der Landesverteidigung, sondern um eine solche des vermehrten Mitspracherechtes des Volkes, um eine Frage der Zuständigkeit, wenn wir diesen Stimmen Gehör und Glauben schenken wollen – und wir möchten es tun –, dann wäre doch wohl eher als das Abstimmungsergebnis vom 1. April 1962 jenes vom 22. Oktober 1961 zum Vergleich heranzuziehen, als nämlich auch über eine Erweiterung des Mitspracherechtes des Volkes, durch Einführung der Gesetzesinitiative, abgestimmt wurde, bei welcher Abstimmung die Kantone der französischen und italienischen Zunge mindestens mit der gleichen Entschiedenheit diese Erweiterung des Mitspracherechtes des Volkes verworfen haben wie die übrige Schweiz. Wenn im uns heute beschäftigenden Falle die Fragestellung nicht auf ein Ja oder Nein zur Atomwaffenbeschaffung verschoben wird, so berechtigt doch wohl nichts zur Annahme, das Abstimmungsbild werde diesmal diesseits und jenseits der Sarine ein anderes sein. Der „sens civique“ kennt keine Sprachgrenzen.

Herr Nationalrat Bringolf hat letzte Woche mit einer erfreulichen, verdankenswerter Offenheit gesprochen. Gestatten Sie mir, mit ebensolcher Offenheit hier einen Gedanken zu äussern, der vermutlich nicht den Sprechenden allein beschäftigt. Die Initiative auf Ergänzung oder Änderung der Bundesverfassung ist ein hohes und wertvolles Recht. Mit ihrer Umwandlung in ein als taktisch gedachtes Kampfmittel entfernt es sich von dem Grundgedanken seiner seinerzeitigen Einführung in den Katalog unserer Volksrechte. Es gibt Beispiele dafür, dass die Verfassungsinitiative dazu benützt werden kann, einen Gegenvorschlag zu erwirken, der die offenkundigen oder zugegebenen Nachteile einer Initiative zu vermeiden versucht und der es erlaubt, die Initiative zurückzuziehen. Dieses Vorgehen, das uns von der Kommissionsminderheit auch im vorliegenden Falle empfohlen wird, macht Schule. Es ist eine Einladung dazu, Initiativen mit über das Ziel hinauschiessendem Inhalt zu starten, in der Erwartung, die eidgenössischen Räte würden dann schon einen gemässigten Gegenentwurf aufstellen. Das möchte ich hier präventiv sagen. Eine Frage im Gebiete der Landesverteidigung wäre ein schlecht gewähltes Beispiel, den Weg der schmerzlosen Beredigung einer Initiative durch das Mittel eines weniger suspekten Gegenvorschlages weiter zu verfolgen.

Die Frage ist an sich verständlich, ob es nicht möglich wäre, eine als unangenehm empfundene Abstimmung zu vermeiden, eine Abstimmung über die nun einmal (und zwar durch eine legitim ergriffene und zustandgekommene Initiative) aufgeworfene Frage. Es ist aber doch angezeigt, weiter zu fragen, und zwar nach dem Sinn einer solchen Abstimmung über eine Verschiebung oder Teilung der Zuständigkeit. Das gilt sowohl für die Initiative, als ausdrücklich auch für den Gegenvorschlag. Nach dem Gegenvorschlag haben ebenfalls zuerst die Räte zu entscheiden. Sie können es als Mandatäre des Volkes und der Stände in Verantwortung und in Kenntnis der Dinge tun. Hat dann nicht der Appell an das Volk vermittels des Referendums den Sinn,

den Entscheid der Räte annullieren zu können? In so und so mancher Referendumsfrage mag das nicht von so ausschlaggebender Bedeutung sein; in einer Frage der Waffenbeschaffung, der Landesverteidigung aber verhält es sich anders. Hier steht doch Wesentliches auf dem Spiel. Jedermann, auch im Ausland, muss wissen, dass unsere Verteidigung gut und stark ist, dass unsere Armee für den Ernstfall gerüstet ist und respektiert wird. Darin, glaube ich, stimmen auch die Vertreter der Kommissionsminderheit mit dem Bundesrate überein. Für die Zukunft aber einen allenfalls negativen Volksentscheid in Kauf zu nehmen, um heute einer von niemandem gewünschten Auseinandersetzung auszuweichen, das ist keine gute und klare Politik. Wenn wir aber, vertrauend auf den abwehrbereiten Sinn des Schweizervolkes – und auf diesen Sinn vertraut auch der Bundesrat – in einer künftigen Referendumsabstimmung mit einem positiven Entscheid über die Bewaffnung mit Atomwaffen rechnen – ich teile also diese Zuversicht –, dann reduziert sich doch das Problem auf die einfache Frage: Hat es wirklich einen guten Sinn, ist es eine gute Lösung, eine gerechtfertigte und bewährte Zuständigkeitsordnung umzustossen, um später einfach auf dem Referendumswege die erwartete Zustimmung des Volkes einzuholen? Diese Frage verneinen bedeutet zugleich die Ablehnung des Gegenvorschlages.

Ich möchte Ihnen empfehlen, in Zustimmung zum Bericht des Bundesrates, die Initiative mit dem Antrag auf Verwerfung an das Volk und an die Stände weiterzuleiten und gleichzeitig die von der Kommissionsminderheit eingereichte Motion abzulehnen.

Le président: Je vous propose d'adopter la procédure suivante:

Nous avons d'abord à nous prononcer sur un arrêté fédéral, en second lieu sur une motion. La règle veut que le vote ait lieu d'abord sur les projets du Conseil fédéral et ensuite sur les motions. Est-il fait une proposition contraire? Ce n'est pas le cas. Le système est adopté.

Deux demandes de vote par appel nominal ont été déposées; la première émane de notre collègue Bühler-Winterthour et concerne le vote d'ensemble de l'arrêté fédéral. Elle est appuyée par 33 voix. La seconde, de M. Hackhofer, a été signée par 30 députés, elle concerne la motion de la minorité de la commission.

Je donne maintenant la parole à trois de nos collègues qui ont demandé à faire une déclaration personnelle. Je les rends attentifs au fait que le temps de parole est limité à trois minutes.

Häberlin: Sie haben gehört, dass wir vor einem zweifachen Namensaufruf stehen; ich möchte deshalb meine Stimmabgabe in bezug auf die Motion mit einer kurzen persönlichen Erklärung erläutern. (Widersprüche.) Ja, meine Herren, ich habe das Wort schon lange verlangt und hätte gerne vorher gesprochen. Ich kann darauf verzichten, wenn Sie wollen. (Nein, Nein-Rufe.)

1. Ich pflichte den glanzvollen Ausführungen meines Kollegen Bretscher in allen Teilen bei. Es haben auch nachher Sprecher der radikal-demokratischen Fraktion ausgezeichnete Argumente für

diesen Standpunkt ins Feld geführt. Ich habe selbst in der Fraktion für die Motion votiert und werde auch jetzt nicht dagegen stimmen.

2. Mir scheint, dass ein neues Moment zu beachten sei, das wir bei der Verhandlung in der Fraktion noch nicht in so grosser Klarheit sahen wie heute. Aus der hinter uns liegenden Debatte hat sich eine parteipolitische Konstellation herauskristallisiert (Unruhe) (es tut mir ausserordentlich leid, wenn einzelne Kollegen finden, ich missbrauche die Redezeit, ich habe ja den Verzicht angeboten), die in mir die Gewissheit reifen liess, die Motion fahre auf einem Stumpengeleise. Ich befürchte, es bestehe keine Aussicht, diese Motion im Ständerat durchzubringen. Unter diesen Umständen würde ich es für richtig halten, „die Übung hier abzubrechen“, denn es ist zu befürchten, dass die Motion vom Ständerat zu uns zurückkehren wird, wir also vor einem Differenzbereinigungsverfahren stehen und in einem halben Jahr oder dreiviertel Jahren vor der genau gleichen Situation stehen werden wie heute.

In diesem Dilemma hat mir auch eine wörtlich zu nehmende schlaflose Nacht keinen anderen Ausweg gezeigt als die Flucht in die Stimmenthaltung. Das ist – zugegeben – keine heroische Haltung; sie entspricht auch nicht meiner Art, sondern ich pflege sonst sehr vernehmlich „Ja“ oder „Nein“ zu sagen. Für einmal möchte ich Sie aber bitten, meiner Unentschlossenheit gegenüber gütige Nachsicht walten zu lassen.

Bretscher: In der Diskussion über den Antrag der Kommissionsminderheit ist von einzelnen Votanten, teilweise unter direkter oder indirekter Bezugnahme auf meine Ausführungen, in einer Art und Weise gesprochen worden, die den Eindruck erwecken konnte, als ob hier und heute eine konkrete Militärvorlage zur Entscheidung stehe, also ob es sich darum handle, Beschlüsse über die Anschaffung von Atomwaffen für die schweizerische Armee zu fassen. Ich will mich zu dieser Verzeichnung des Sachverhaltes nicht mehr äussern.

Was mich aber veranlasst, eine persönliche Erklärung im Namen der bürgerlichen Befürworter des Minderheitsantrages abzugeben, ist der Umstand, dass einzelne Votanten im Eifer des Gefechtes so weit gegangen sind, von einer Gefährdung der Schlagkraft der Armee, der lebenswichtigen Dispositionen und Entschlüssen der Armeeführung durch den Antrag der Kommissionsminderheit zu sprechen und dabei ihren eigenen unerschütterlichen Willen zur Aufrechterhaltung der Landesverteidigung zu betonen. Darin liegt nicht nur eine groteske Übertreibung des Inhalts und der Tragweite des Minderheitsantrages, sondern zugleich eine Anzweiflung und Diskriminierung der Einstellung der Befürworter dieses Minderheitsantrages, die gewissermassen als weniger patriotisch, weniger auf die Interessen der Landesverteidigung bedacht, hingestellt werden. Ich möchte deshalb für diese bürgerlichen Befürworter des Minderheitsantrages folgendes feststellen:

Die bürgerlichen Unterzeichner und Befürworter des Minderheitsantrages sind keine Gegner der Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen, wenn sich die Einführung der Waffen einmal als möglich und notwendig erweisen sollte.

Die Annahme der Motion der Kommissionsminderheit würde keinesfalls eine Schwächung der Landesverteidigung, weder heute noch in der Zukunft, bedeuten, sondern im Gegenteil die Möglichkeit schaffen, einen späteren Entscheid über die Einführung der Atomwaffen auf die realen Gegebenheiten der internationalen Lage und des Standes der Kriegstechnik, der schweizerischen Politik und des Wehrwillens unseres Volkes abzustützen.

Arnold-Zürich: Hier handelt es sich um eine wirkliche persönliche Erklärung. Ich habe am Freitag gesagt, der Bundesrat glaube, das Volk werde in einer Abstimmung Leidenschaften erliegen, also nicht nur – wie Herr Bundesrat von Moos vorhin gesagt hat –, dass die Stellungnahme des Bundesrates nur aus Gründen der Geheimhaltung erfolgte. Ich habe dann gesagt, das gleiche Volk, das im Kriege „den Felsen gleich“ dastehen sollte, würde also nach Ansicht des Bundesrates in Friedenszeiten den Leidenschaften erliegen. Darin liege eine Inkonsequenz des Bundesrates.

Nun zu den Ausführungen des Herrn Kommissionspräsidenten Hayoz: Ich hoffe, der Herr Kommissionspräsident werde mit mir bedauern, dass er nicht gemerkt hat, dass das, was ich gesagt habe, eine Persiflage auf den Bundesrat war, und nicht auf die ehemalige Landeshymne. Bei der verstorbenen Landeshymne halte ich es mit dem Satze: Man soll über die Toten nichts Schlechtes sagen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

Artikelweise Beratung – Discussion des articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Adopté

Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Articles premier à 3

Proposition de la commission

Adhérer au projet de Conseil fédéral.

Adopté

Le président: L'appel nominal a été demandé et cette demande a été appuyée par 33 membres. Il sera donc procédé au vote d'ensemble par appel nominal.

Pour faciliter l'appel nominal, le chancelier ne pouvant pas tout faire (appel et décompte des voix), je vous propose de procéder ainsi: le chancelier prendra acte des votes en répétant le vote de chacun d'entre vous et le secrétaire général de l'assemblée et le traducteur feront le total des voix pour et contre.

Nationalrat – Conseil national 1962

Ensuite, je vous donnerai le résultat.

Une proposition contraire est-elle faite?

Ce n'est pas le cas. Je vous prie d'éviter le bruit afin de permettre au bureau d'enregistrer convenablement les votes.

Il est procédé à l'appel nominal.

Namentliche Gesamt Abstimmung

Vote sur l'ensemble par appel nominal

Mit ja, das heisst für Annahme des Beschlussentwurfes, stimmen die Herren:

Votent oui, c'est-à-dire pour l'adoption du projet d'arrêté, MM.:

Ackermann, Aebischer, Akeret, Arni, Arnold-Flüelen, Bachmann, Bächtold, Baudère, Baumgartner, Berger-Basel, Bienz, Borel Alfred, Borella, Boerlin, Bösch, Brändli, Bretscher, Brochon, Broger, Brosi, Bühler-Flerden, Bühler-Winterthur, Burgdorfer, Bürgi, Burren, Carruzzo, Chevallaz, Clottu, Condrau, Conzett, Debétaz, Degen, Dürrenmatt, Eder, Etter, Favre-Bulle, Fischer, Franzoni, Freiburghaus, Fuchs, Furgler, Galli, Gasser, Geiser, Geissbühler-Zollbrück, Gemperli, Germanier, Gfeller, Glarner, Glasson, Gnägi, Graf, Grandjean, Grendelmeier, von Greyerz, Grob, Grolimund, Guisan, Häberlin, Hackhofer, Hauser, Hayoz, Heil, Herren, Hess-Zug, Hess-Thurgau, Hofstetter, Huber-Oberwangen, Jacquod, Jaunin, Jolli, Klingler, Kohler, Kolly, König-Zürich, Kurmann, Kurzmeyer, Längnauer, Leber, Leu, Malzacher, Maspoli, Meier-Baden, Meyer-Luzern, Meyer-Zürich, Ming, Müller, Odermatt, Overney, Pidoux, Pradervand, Primborgne, Raissig, Raschein, Reichling, Reimann, Revaclier, Reverdin, Rosset, Rutishauser, Sauser, Schaller, Scherrer, Schib, Schläpfer, Schmid Ernst, Schmid Philipp, Schmid Werner, Schuler, Schürmann, Schwendener, Schwizer, Siegmann, Stadler, Stadlin, Staehelin, Stebler, Steiner, Stoffel, Strahm, Studer-Burgdörf, Studer-Escholzmatt, Suter, Tatti, Tenchio, Tschanz, Tschopp, Vontobel, Wartmann, Weber-Thun, Weibel, Wick, Widmer, Wilhelm, Zeller. (135 Stimmen)

Mit nein, das heisst für Ablehnung des Beschlussentwurfes, stimmen die Herren:

Votent non, c'est-à-dire pour le rejet du projet d'arrêté, MM.:

Agostinetti, Allemann, Arnold-Zürich, Bauer, Berger-Neuchâtel, Berger-Zürich, Borel Georges, Bratschi, Brawand-Vevey, Brawand-Bern, Brechbühl, Bringolf-La Tour-de-Peilz, Bringolf-Schaffhausen, Dafflon, Dellberg, Diethelm, Düby, Eggenberger, Forel, Frei, Freimüller, Furrer, Geissbühler-Köniz, Giovanoli, Gitermann, Gloor, Grütter, Herzog, Huber-St. Gallen, Jaccard, König-Biel, Landolt, Leuenberger, Monfrini, Oprecht, Ritschard, Rodel, Schaffer, Schmid Arthur, Schütz, Schwendinger, Sollberger, Steinmann, Stiffler, Strebel, Vincent, Waldner, Welter, Wüthrich, Wyss. (50 Stimmen)

Abwesend sind die Herren:

Sont absents, MM.:

de Courten, Duft, Graedel, Haller, Kämpfen, Munz, Schmidheiny, Weber Max. (8)

Herr Guinand, Präsident, stimmt nicht.

Le président ne vote pas.

Le président: Nous passons maintenant à la votation, également à l'appel nominal, sur la motion déposée par la minorité de la commission.

Namentliche Abstimmung über die Motion der Minderheit

Votation par appel nominal sur la motion de la minorité

Mit ja, das heisst für Annahme der Motion der Kommissionsminderheit, stimmen die Herren:

Votent oui, c'est-à-dire pour l'adoption de la motion de la minorité de la commission, MM.:

Ackermann, Agostinetti, Allemann, Arnold-Zürich, Bauer, Berger-Neuchâtel, Berger-Zürich, Borel Alfred, Borel Georges, Borella, Boerlin, Bratschi, Brawand-Vevey, Brawand-Bern, Brechbühl, Bretscher, Bringolf-La Tour-de-Peilz, Bringolf-Schaffhausen, Bühler-Winterthur, Chevallaz, Dafflon, Dellberg, Diethelm, Düby, Eggenberger, Favre-Bulle, Forel, Frei, Freimüller, Furrer, Galli, Gasser, Geissbühler-Köniz, Giovanoli, Gitermann, Gloor, von Greyerz, Grob, Grolimund, Grütter, Hauser, Herzog, Huber-St. Gallen, Jaccard, König-Biel, Kurzmeyer, Landolt, Leuenberger, Malzacher, Meyer-Luzern, Monfrini, Oprecht, Revaclier, Reverdin, Ritschard, Rodel, Sauser, Schaffer, Schaller, Schmid Arthur, Schmid Ernst, Schmid Philipp, Schütz, Schwendinger, Solberger, Stadlin, Steinmann, Stiffler, Strebel, Tatti, Vincent, Waldner, Welter, Wüthrich, Wyss. (75 Stimmen)

Mit nein, das heisst für Ablehnung der Motion der Kommissionsminderheit, stimmen die Herren:

Votent non, c'est-à-dire pour le rejet de la motion de la minorité de la commission, MM.:

Aebischer, Akeret, Arni, Arnold-Flüelen, Bachmann, Bächtold, Baudère, Baumgartner, Berger-Basel, Bienz, Bösch, Brändli, Brochon, Broger, Brosi, Bühler-Flerden, Burgdorfer, Bürgi, Burren, Carruzzo, Clottu, Condrau, Conzett, Debétaz, Degen, Dürrenmatt, Eder, Etter, Fischer, Franzoni, Freiburghaus, Fuchs, Furgler, Geiser, Geissbühler-Zollbrück, Gemperli, Germanier, Gfeller, Glarner, Glasson, Gnägi, Graf, Grandjean, Grendelmeier, Guisan, Hackhofer, Hayoz, Heil, Herren, Hess-Zug, Hess-Thurgau, Hofstetter, Huber-Oberwangen, Jacquod, Jaunin, Jolli, Klingler, Kohler, Kolly, König-Zürich, Kurmann, Langenauer, Leber, Leu, Maspoli, Meier-Baden, Meyer-Zürich, Ming, Müller, Odermatt, Overney, Pidoux, Pradervand, Primborgne, Raissig, Raschein, Reichling, Reimann, Rosset, Rutishauser, Scherrer, Schib, Schläpfer, Schmid Werner, Schuler, Schürmann, Schwendener, Schwizer, Siegmann, Stadler, Staehelin, Stebler, Steiner, Stoffel, Strahm, Studer-Burgdorf, Studer-Escholzmatt, Suter, Tenchio, Tschanz, Tschopp, Vontobel, Wartmann, Weber-Thun, Weibel, Wick, Widmer, Wilhelm, Zeller.

(109 Stimmen)

Der Stimme enthält sich Herr Häberlin.

S'abstient: M. Häberlin.

Abwesend sind die Herren:

Sont absents MM.:

de Courten, Duft, Graedel, Haller, Kämpfen, Munz, Schmidheiny, Weber*Max. (8)

Herr Guinand, Präsident, stimmt nicht.

Le président ne vote pas.

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

**8558. KUVG. Änderung
LAMA. Modification**

Botschaft und Gesetzentwurf vom 14. September 1962
(BBl II, 657)

Message et projet de loi du 14 septembre 1962 (FF II, 654)

Beschluss des Ständerates vom 5. Dezember 1962
Décision du Conseil des Etats du 5 décembre 1962

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung – Rapports généraux

Diethelm, Berichterstatter: In der obligatorischen Unfallversicherung sind die Berufskrankheiten den Betriebsunfällen gleichgestellt. Die Krankheiten, bei denen ein Anspruch auf Versicherungsleistungen besteht, werden vom Bundesrat durch Verordnung bestimmt. Bisher wurden nebst den mittels einer Liste gefährlicher Stoffe bezeichneten Berufskrankheiten auch bestimmte berufliche Krankheiten entschädigt, wenn sie in akuter Form aufgetreten sind. Die schweizerische Liste gefährlicher Stoffe ist gegenüber ausländischen sehr umfangreich und enthält etwa 120 chemische Stoffe, Legierungen, Verbindungen usw. Die akuten Vergiftungen sind nicht Berufskrankheiten, sondern Unfälle, die plötzlich entstehenden Vergiftungen sind somit in der Liste nicht aufgeführt. Chronische Vergiftungen durch Stoffe, die in der Liste nicht enthalten sind, werden nach einem vom Verwaltungsrat schon im Jahre 1918 gefassten Beschluss freiwillig entschädigt. Die chronischen Kohlenoxydvergiftungen werden auf Grund der Liste gefährlicher Stoffe übernommen, die akuten als Unfälle.

Durch die Gesetzesrevision vom 17. Dezember 1947 wurde Artikel 68 KUVG dahin ergänzt, dass der Bundesrat auf dem Verordnungsweg bestimmte akute Erkrankungen, die durch die Arbeit ohne die Einwirkung schädlicher Stoffe verursacht werden, unter näher zu bestimmenden Voraussetzungen den Berufskrankheiten gleichsetzen kann. Auf Grund dieser Gesetzesbestimmung erliess der Bundesrat den Artikel 3 der Verordnung vom 6. April 1956 über Berufskrankheiten, der eine ganze Reihe akuter beruflicher Erkrankungen als den Berufskrankheiten gleichgestellt erklärt, wie die akute Form der Druckluftkrankheit, Drucklähmung der Nerven, Fleckfieber. Durch die Streichung des Ausdruckes „akute,,

Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen. Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1962
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	8509
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.12.1962
Date	
Data	
Seite	774-792
Page	
Pagina	
Ref. No	20 037 633

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

8509. Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen. Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

Siehe Jahrgang 1962, Seite 774 – Voir année 1962, page 774

Beschluss des Ständerates vom 7. März 1963
 Décision du Conseil des Etats du 7 mars 1963

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlusentwurfes	98 Stimmen
Dagegen	35 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

**8560. Wahl des Nationalrates. Bundesgesetz
 Election du Conseil national. Loi**

Siehe Jahrgang 1962, Seite 816 – Voir année 1962, page 816

Beschluss des Ständerates vom 5. März 1963
 Décision du Conseil des Etats du 5 mars 1963

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes	131 Stimmen
Dagegen	5 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

**Nachmittagssitzung vom 11. März 1963
 Séance du 11 mars 1963, après-midi**

Vorsitz – Présidence: M. Guinand

**8470. Finanzordnung des Bundes.
 Verlängerung
 Régime financier de la Confédération.
 Prolongation**

Botschaft und Beschlusentwurf vom 18. Mai 1962 (BBI I, 997)
 Message et projet d'arrêté du 18 mai 1962 (FF I, 1033)

Beschluss des Ständerates vom 3. Oktober 1962
 Décision du Conseil des Etats du 3 octobre 1962

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung – Rapports généraux

M. Glasson, rapporteur: Notre commission a été chargée, en matière financière, de préparer l'examen de deux objets, soit le message n° 8470 du Conseil fédéral concernant la prorogation du régime financier de la Confédération (prolongation de la validité de l'article 41^{ter} de la Constitution) et le rapport du Conseil fédéral sur la motion Eggenberger concernant une lutte plus efficace contre la fraude fiscale (objet n° 8472).

Le Conseil des Etats a procédé d'une autre façon. Il a désigné une commission distincte pour chaque objet. En outre, il faut relever que la priorité sur le message concernant le régime financier lui a été attribuée, tandis que notre Chambre a été appelée, la première, à traiter le rapport relatif à la fraude fiscale.

Devant cet état de fait, à vrai dire discutable, notre commission ne put entreprendre ses travaux qu'après la session d'automne 1962 au cours de laquelle le Conseil des Etats a traité la prolongation du régime financier. D'autre part, régime financier et fraude fiscale étant soumis à la même commission, nous fumes amenés à fixer notre méthode de travail. Fallait-il examiner les deux objets l'un après l'autre sans s'occuper de leur interférence ou ne valait-il pas mieux procéder à une discussion générale des messages – en quelque sorte «parallèlement», comme le souhaitait le Conseil fédéral (cf. Message sur l'objet 8740, p. 17) – pour les traiter ensuite séparément et en détail?

C'est cette seconde méthode qui a été choisie, et je crois pouvoir dire qu'elle a permis à notre commission de résoudre les problèmes posés d'une façon claire. En effet, dans une première session tenue à Fribourg les 29 et 30 octobre 1962, en présence du chef du Département des finances et de ses collaborateurs, la commission a procédé à un débat général sur les deux objets, puis à une discussion de détail, mais sans procéder à des votes sur l'entrée en matière et sur les propositions faites tant par le Conseil fédéral que par ses propres membres. En revanche, il est apparu nécessaire de requérir du gouvernement et de l'administration, une série de rapports complémentaires destinés à éclaircir certains points. Tous les documents ont été fournis dans les délais fixés, de sorte qu'une deuxième session de notre commission a pu se tenir à Sion les 6 et 7 février derniers. Au cours de cette session, nous avons pris position, d'une façon séparée, d'abord sur le projet financier, ensuite sur le rapport concernant la fraude fiscale. Je ne voudrais pas manquer d'exprimer ici à nouveau notre gratitude à Monsieur Bonvin, conseiller fédéral, chef du D. F. D., à Messieurs Redli et Grossheintz ainsi qu'à leurs collaborateurs, pour la diligence apportée à répondre aux vœux de la commission.

Nous croyons que la procédure qui vient d'être décrite est de nature à permettre une discussion aussi fructueuse que possible au sein de notre Conseil, étant donné que les décisions prises par la commission concernant le régime financier ne l'ont été qu'après que fussent connus les points de vue de ses membres sur le rapport concernant une lutte plus efficace contre la fraude fiscale. De votre côté, Monsieur le Président, Messieurs et chers collègues, vous connaissez d'ores et déjà le point de vue de notre commission à ce sujet. Elle vous propose de prendre acte du rapport présenté par le Conseil fédéral, sans prendre position sur les possibilités qui y sont mentionnées en vue d'améliorer la situation fiscale et en faisant toutes réserves sur les constatations qu'il contient à propos de l'ampleur et des effets de la fraude fiscale. De plus, la commission vous propose d'approuver un arrêté fédéral concernant

Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen. Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1963
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	8509
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.03.1963
Date	
Data	
Seite	55-55
Page	
Pagina	
Ref. No	20 037 688

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vormittagssitzung vom 7. März 1963

Séance du 7 mars 1963, matin

Vorsitz — Présidence: M. Fauquex

8509. Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen.

Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

Bericht des Bundesrates und Beschlussentwurf vom 18. Juni 1962 (BBl II, 18), Ergänzungsbericht vom 15. November 1962 (BBl II, 1155)

Rapport du Conseil fédéral et projet d'arrêt du 18 juin 1962 (FF II, 18), rapport complémentaire du 15 novembre 1962 (FF II, 1140)

Beschluss des Nationalrates vom 18. Dezember 1962
 Décision du Conseil national du 18 décembre 1962

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung — Rapport général

Darms, Berichterstatter: Am 24. Juli 1959 reichte die Sozialdemokratische Partei der Schweiz bei der Bundeskanzlei ein mit 63 565 gültigen Unterschriften versehenes Volksbegehren um Erlass einer Verfassungsbestimmung folgenden Inhaltes ein:

Art. 20bis

«Der Beschluss über die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen irgendwelcher Art ist obligatorisch dem Volke zur Entscheidung vorzulegen.»

Die Initiative enthält eine Rückzugsklausel zugunsten eines Gegenvorschlages der Bundesversammlung.

Der Nationalrat und der Ständerat haben am 25. September, bzw. 7. Oktober 1959 vom bundesrätlichen Bericht d. d. 18. August 1959 über das Zustandekommen des Volksbegehrens Kenntnis genommen und den Bundesrat eingeladen, in der Sache selbst Bericht und Antrag einzubringen. Dies ist inzwischen geschehen, und der Nationalrat hat am 18. Dezember 1962 in Gutheissung des Antrages des Bundesrates beschlossen, Volk und Ständen die Verwerfung der Initiative zu beantragen. Von einem Gegenvorschlag wurde abgesehen.

Heute hat unser Rat zur Initiative Stellung zu nehmen.

Bevor wir auf die materiellrechtliche Behandlung dieses Geschäftes eintreten, empfiehlt es sich, die formellrechtliche Frage zu prüfen, ob es sich *in casu* um eine gültige Initiative handelt. Die Gültigkeit der Initiative wurde nämlich auch schon in Zweifel gezogen. Die Frage des formgerechten Zustandekommens der Initiative ist, dass diese 63 565 gültige Unterschriften trägt, zwar bereits im bejahenden Sinn entschieden wor-

den. Mit diesem Punkte haben wir uns also nicht mehr zu befassen. Es wurde aber eingewendet, dass es sich beim vorliegenden Volksbegehren in Wirklichkeit nicht um eine Verfassungsinitiative, sondern um eine Gesetzesinitiative handle, welche die Bundesverfassung nicht kennt. Demzufolge sei das Volksbegehren verfassungswidrig. Diese Begründung hält einer näheren Prüfung nicht stand, wie schon in der Botschaft ausgeführt wird. Es trifft zwar zu, dass die Initianten die Aenderung einer Gesetzesbestimmung auf dem Weg über die Ergänzung der Verfassung anstreben. Insofern qualifiziert sich das Volksbegehren seinem Inhalt nach unbestreitbar als Gesetzesinitiative, und nachdem sich Volk und Stände in der Abstimmung vom 22. Oktober 1961 gegen die Einführung der Gesetzesinitiative ausgesprochen haben, könnte man sich erst recht fragen, ob die Initiativen, die ihrem Inhalte nach Gesetzesinitiativen sind, als gültige Volksbegehren betrachtet werden dürfen. Der Bundesrat und die Bundesversammlung haben sich aber stets auf den Standpunkt gestellt, dass in letzter Instanz einzig und allein das Volk und die Stände darüber entscheiden, was in die Bundesverfassung aufzunehmen ist. Besonders eingehend wurde dieser Standpunkt im Bericht vom 4. Mai 1954 über die Rheinau-Initiative dargelegt. Diese Betrachtungsweise hat ihre Gültigkeit nicht verloren, sie ist nach wie vor heute noch richtig. Im eidgenössischen Verfassungsrecht wird nirgends gesagt, was in die Bundesverfassung gehört. Bei der vorliegenden Initiative kommt hinzu, dass sie den Entscheid über die Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen einem obligatorischen Volksreferendum unterstellen möchte. Es wäre dies ein Referendum eigener Art, das sich gegen Beschlüsse der Bundesversammlung richten würde und obligatorisch Platz greifen müsste. Unserer Bundesverfassung ist diese Art von Referendum fremd. Die Initiative bezweckt somit eine Neuerung, die in der Bundesverfassung keine Grundlage hat. Diese müsste erst durch eine Verfassungsbestimmung geschaffen werden. Wo aber die verfassungsrechtliche Grundlage erst geschaffen werden muss, ist die Verfassungsinitiative der einzig gangbare Weg. Die Initiative ist demzufolge gültig.

In materiellrechtlicher Hinsicht ist festzustellen, dass gemäss Artikel 87 der Militärorganisation vom 12. April 1907 die Bundesversammlung in eigener Kompetenz abschliessend über Fragen entscheidet, welche die Bewaffnung unserer Armee, die Korpsausrüstung, das übrige Kriegsmaterial und die persönliche Ausrüstung der Armeeangehörigen betreffen. Diese Regelung hat sich bewährt und steht im Einklang mit Artikel 85, Ziffer 6 und 9 BV.

Angesichts der Atomwaffen haben sich weitere Kreise des Schweizervolkes immerhin gefragt, ob es mit unserer Einstellung und Auffassung nicht besser vereinbar wäre, eine Lösung im Sinne der Initiative zu suchen. Die Initiative bezweckt nämlich eine Aenderung der bisherigen Zuständigkeit. Sofern einmal die Frage über die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen zur Entscheidung stünde, sollte gemäss Initiative das Volk in letzter Instanz darüber befinden.

Heute geht es also nicht darum, ob wir unsere Armee mit Atomwaffen ausrüsten wollen. Es geht vielmehr nur um die Frage der Zuständigkeit zur Einführung von Atomwaffen. Wäre die Atomverbotsinitiative in der Abstimmung vom 1. April 1962 angenommen worden, müssten wir uns nicht mit der Kompetenzfrage im Sinne der vorliegenden Initiative befassen.

Volk und Stände haben indessen an genanntem Tage bestimmt, dass der Weg für eine automare Ausrüstung unserer Armee nicht versperrt werden dürfe, sondern offen zu bleiben habe.

Dabei braucht sicher nicht besonders betont zu werden, dass der Entscheid über die Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen und vor allem über die Anwendung dieser Waffen mit einer grossen schweren Verantwortung verbunden ist. Letzten Endes muss dies aber überhaupt *a fortiori* vom Krieg gesagt werden. Wer für den Ausbruch eines Krieges verantwortlich oder auch nur mitverantwortlich ist, lädt schwere Schuld auf sich. Die Schweiz darf für sich beanspruchen, dass sie keinen Krieg führen wird, wenn sie nicht angegriffen wird, und alles in ihrer Macht Liegende unternommen hat und unternommen wird, um die Anwendung von Atomwaffen mittelst internationaler Abmachungen auf der ganzen Linie zu verbieten.

Wir wünschen nichts sehnlicher, als dass unser Volk, unsere Nachbarvölker, ja alle Völker vom Krieg verschont bleiben. Wir leben jedoch in einer Gemeinschaft, und dieser Gemeinschaft gegenüber sind wir nicht nur berechtigt, sondern auch verpflichtet. Wenn unser Land in einen Krieg verwickelt wird, haben wir nicht nur das Recht, sondern auch die Pflicht, uns um der Gemeinschaft willen zur Wehr zu setzen.

Je stärker wir sind, desto weniger sind wir der Gefahr eines Angriffes ausgesetzt. Die beste Gewähr für die Erhaltung des Friedens ist neben der Vorkehrung immer noch die eigene Bereitschaft und Rüstung. Die staatspolitische Erkenntnis der Römer «*si vis pacem para bellum*» gilt heute noch vollumfänglich. Der Starke läuft auch im Privatleben viel weniger Gefahr, belästigt zu werden. Die friedfertige Schweiz leistet deshalb dem Frieden den besten Dienst, wenn sie militärisch bereit und gerüstet ist. Aus diesem Grunde kann sie nur wünschen, dass alle friedfertigen Völker militärisch stark sind, solange der Krieg nicht aus der Welt gebannt ist. Wer die Wehrkraft der Schweiz heute bewusst oder unbewusst schwächt, setzt sie grösserer Gefahr aus. Wir dürfen deshalb weder im In- noch im Ausland Zweifel über unseren absoluten Wehrwillen aufkommen lassen.

Wir bejahen alle die Landesverteidigung. Die Landesverteidigung bejahen, will heissen, unsere Armee so auszurüsten und auszubilden, dass sie gegebenenfalls mit Aussicht auf Erfolg kämpfen kann. Wir sind dies der Armee und unseren Soldaten gegenüber schuldig. Der Soldat, der bereit ist, sein Leben für die Gemeinschaft zu opfern, hat Anspruch, den Kampf gegen den Feind mit einigermaßen gleichwertigen Waffen zu führen, und wer vom Soldaten Pflichterfüllung verlangt, ist nicht berechtigt, ihm die ebenbürtige Waffe zu versagen. Wenn der Feind uns mit Atomwaffen angreift und wir die Möglichkeit haben, durch Anwendung gleichgearteter Waffen die Lage zugunsten unserer Selbstverteidigung und Selbstbehauptung zu verbessern, werden wir zu diesen Waffen greifen, greifen müssen.

Die Entwicklung auf dem Gebiete des Kernwaffenbaues ist noch nicht abgeschlossen. Sie verläuft — wie in der Botschaft ausgeführt wird — in Richtung kleinkalibriger Geschosse mit geringer radioaktiver Wirkung. Solche Waffen werden vielleicht schon bald als Weiterentwicklung der, wohl zu unserem Entsetzen, als «klassisch» oder «konventionell» bezeichneten Feuerwaffen gelten. Für unsere Armee kämen auch nach Auffassung des Bundesrates nur taktische Atomwaffen in Frage. Zwischen den taktischen Atomwaffen und den bisher-

gen Kampfmitteln, Gas inbegriffen, die ich alle miteinander weder als klassisch noch konventionell, sondern als absolut unklassisch und unkonventionell, ja als schrecklich bezeichnen möchte, besteht höchstens ein gradueller Unterschied.

Soll nun im Hinblick auf diese Tatsachen für die Bewaffnung unserer Armee eine Differenzierung in den Verantwortlichkeiten eingeführt werden? Das wäre sicher nicht angezeigt. Dagegen sprechen vor allem folgende Gründe:

Die bisherige Lösung hat sich bewährt. Sie stützt sich auf Artikel 87 der Militärorganisation vom 12. April 1907, die nach einem heftigen Referendumskampf am 3. November 1907 dem Volk sanktioniert worden ist. Es ist also nicht so, dass das Volk zu dieser Kompetenzfrage noch nie Stellung genommen hätte. Die heutige Regelung des Artikels 87 der Militärorganisation findet so dann ihre Grundlage vor allem in Artikel 85, Ziffern 6 und 9, der Bundesverfassung, die von Volk und Ständen angenommen worden ist. In der genannten Ziffer 6 wird der Bundesversammlung sogar die Befugnis eingeräumt, über Kriegserklärungen und Friedensschlüsse zu entscheiden. Diese Befugnis reicht viel weiter als die Frage der Bewaffnung unserer Armee. Es ist vor allem nicht einzusehen, warum die Bundesversammlung über Kriegserklärungen befinden, aber nicht über alle Fragen der Bewaffnung endgültig beschliessen sollte.

Die in der Initiative vorgeschlagene Lösung garantiert uns in keiner Art und Weise, dass gegebenenfalls Atomwaffen rechtzeitig eingeführt und eingesetzt werden können, weil die Anschaffung von Atomwaffen dadurch gegebenenfalls noch mehr Zeit beanspruchen würde. Das zeitliche Moment darf aber, trotz aller gegenteiligen Beteuerungen, nicht ausser acht gelassen werden. Es muss in diesem Zusammenhang vielmehr mit allem Nachdruck darauf verwiesen werden, dass die Handhabung der Waffe Schulung und Übung voraussetzt. Kriegsgenügend in der Handhabung der Waffe ist nur das, was in Fleisch und Blut übergegangen ist. Sich hier auf das Notrecht verlassen zu wollen, wie einzelne Redner im Nationalrat betont haben, ist deshalb ein ganz schlechter Trost, ganz abgesehen davon, dass es ein Widerspruch in sich ist, einerseits das obligatorische Volksreferendum zu verlangen, um es im gegebenen Zeitpunkt doch wieder auszuschalten durch das Notrecht.

Unser Parlament ist nicht gewissen- und verantwortungslos. Es braucht sich nicht vorwerfen zu lassen, dass es in Fragen der Landesverteidigung seine grundsätzlichen Entscheide nicht im Sinne des Volkes getroffen habe. Ausserdem hat das Parlament ganz andere Möglichkeiten, sich über die bundesrätlichen Vorlagen betreffend die Bewaffnung der Armee zu orientieren oder sich orientieren zu lassen, als das Volk. Infolgedessen besteht kein Grund, das Parlament in seinen Rechten zu beschneiden, und das Parlament selber soll die Verantwortung für die Landesverteidigung auch inskünftig selber tragen und nicht auf andere abwälzen wollen.

Sobald wir überzeugt sind, dass die geltende Regelung die einzig richtige ist, und sie ist es, müssen wir auch den Mut haben, hier und in der Öffentlichkeit dazu zu stehen. Ich glaube nicht, dass das Volk — wenigstens in seiner Mehrheit — anders denkt. Wenn Volk und Stände aber mehrheitlich gegen unseren Rat der Initiative folgen, kann man uns keinen Vorwurf machen, wenn dieser Beschluss eines Tages unerwünschte Folgen auslösen sollte. Darum ist der Beschluss des Na-

tionalrates, gemäs dem Antrag des Bundesrates vorzugehen, d. h. von einem Gegenvorschlag abzusehen, die Verwerfung der Initiative zu empfehlen und Volk und Stände über die Initiative entscheiden zu lassen, die einzige saubere Lösung. Damit ist auch der Einwand der Befürworter des Volksbegehrens, dass die Gegner der Initiative in Fragen der atomaren Bewaffnung unserer Armee kein Zutrauen zu unserem Volke haben, ein für allemal widerlegt. Wenn das Volk und die Stände selber ihren bezüglichen Willen erklärt haben, kann der Vorwurf, der Bundesrat und das Parlament würden dem Volke nicht trauen und würden dieses in seinen demokratischen Rechten einschränken, nicht mehr erhoben werden. Dem Volke und den Ständen trauen meines Erachtens jene nicht, die mit allen Mitteln versuchen, die Abstimmung über die Initiative durch künstliche, gesuchte Lösungen zu verhindern.

Nachdem die vorliegende Frage in unserem Lande aufgeworfen worden ist, ist es meines Erachtens sogar begrüssenswert, dass Volk und Stände Gelegenheit haben, dazu Stellung zu nehmen. Ich bin deshalb persönlich weit davon entfernt, den Initianten wegen der Einreichung des Volksbegehrens einen Vorwurf zu machen, obwohl ich die Initiative ablehne. Ueber eines sollten wir für uns aber im klaren sein, dass es hier keinen Platz hat für Parteipolitik. Es geht hier um viel mehr; es geht letzten Endes doch um die Frage, ob wir aus voller Ueberzeugung zu unserer Landesverteidigung stehen und bereit sind, daraus die Konsequenzen zu ziehen. Alles andere ist unrealistisch. Dabei soll jeder mit sich selber ins Gewissen gehen und sich fragen, ob unsere Freiheit und Unabhängigkeit etwas wert sind, und ob und was wir unserem Lande schulden. Wieso unter diesen Umständen im Nationalrat von Gräben gesprochen wurde, die durch die Abstimmung über die Initiative vertieft werden, verstehe ich nicht, es sei denn, dass nicht mehr alle Volkskreise zu unserer Landesverteidigung stehen, was ich nicht glauben kann und nicht glauben möchte.

Im Nationalrat hat man sich sehr einlässlich mit der Frage befasst, ob gegen Beschlüsse der Bundesversammlung über die atomare Bewaffnung unserer Armee nicht bloss das fakultative Referendum eingeführt werden sollte, und zwar mittelst einer Revision der einschlägigen Bestimmungen der Militärorganisation. Man ging dabei von der Annahme aus, dass die Initiative dann zurückgezogen würde, wodurch die Abstimmung über das Volksbegehren sich vermeiden lasse. Es wurde jedoch auch dieser Vorschlag abgelehnt. Grundsätzlich bringt dieser Vorschlag nichts Neues, indem das Parlament seine bezüglichen Beschlüsse doch nicht abschliessend in eigener Kompetenz fassen könnte. Andererseits könnte sich dieses fakultative Referendum je nach der herrschenden Situation sogar nachteiliger als die obligatorische Volksbefragung auswirken. Beim obligatorischen Referendum könnte die Abstimmung immerhin sofort angeordnet und noch vor Ablauf von drei Monaten durchgeführt werden. Beim fakultativen Referendum müsste zuerst der Ablauf der Referendumsfrist abgewartet werden. Würde das Referendum ergriffen, ginge dann noch bedeutend mehr Zeit verloren. Angesichts von Artikel 85, Ziffern 6 und 9 BV müsste man sich auch allen Ernstes fragen, ob der Weg über die einfache Gesetzesrevision, d. h. die Revision der Militärorganisation gangbar wäre. Wie bereits ausgeführt, umfassen die in diesen Verfassungsbestimmungen der Bundesversammlung eingeräumten Kompeten-

zen meines Erachtens auch die Fragen der Bewaffnung, hat doch die Bundesversammlung die Befugnis, Massregeln für die äussere Sicherheit, für die Behauptung der Unabhängigkeit und der Neutralität der Schweiz zu treffen, über Kriegserklärungen und Friedensschlüsse zu entscheiden sowie Verfügungen über das Bundesheer zu treffen, so dass man sich sagen kann: *in maiore minus*. Verfassungsbestimmungen können aber nicht durch Gesetzesrevisionen abgeändert werden.

Aus diesen Ueberlegungen und Erwägungen beantragt Ihnen die Mehrheit Ihrer Kommission, auf das Geschäft einzutreten und dem Antrag des Bundesrates und dem Beschluss des Nationalrates auf der ganzen Linie zuzustimmen.

Allgemeine Beratung — Discussion générale

Bachmann: Es sind nach meiner Meinung in erster Linie staatsrechtliche und militärpolitische Gründe, die zur Ablehnung führen müssen, sowohl der Atominitiative II als auch einer eventuellen Abänderung der Militärorganisation im Sinne eines fakultativen Referendums. Ich möchte zuerst einige Ausführungen in staatsrechtlicher Hinsicht machen. Ein obligatorisches Referendum ad hoc, also für eine einzelne Materie, wie es mit der Annahme der Initiative geschaffen würde, wäre zum vorneherein eine staatsrechtliche Missgeburt. Man darf nicht ungestraft die an sich klare Trennung der obligatorischen und fakultativen Volksrechte vermischen. Liesse man jetzt die Durchbrechung dieser überlegten Formenordnung in unserer Verfassung zu, wären die Konsequenzen unabsehbar. Denn so gut wie bei der Atomwaffenbeschaffung könnten über kurz oder lang politisch interessante Materien einem derartigen Fall-zu-Fall-Referendums-Obligatorium zugeführt werden, z. B. Bundesgesetze, Fragen aussenpolitischer Bindungen oder einzelne Ausgabenbeschlüsse. Aber warum schliesslich nicht auch Entscheidungen des Bundesrats, z. B. Konzessionerteilungen für Grosskraftwerke usw.? Die Zuständigkeit und die Form staatlicher Willensbildung sind nicht einer willkürlichen Manipulation freigegeben. Sie sind vielmehr einer grundsatztreuen Behütung überantwortet. Und diese Hüter sind, wie das der Kommissionspräsident ausgeführt hat, Bundesrat und Bundesversammlung. Sie haben aufzutreten gegen alle opportunistischen Versuche, mit einer vermeintlichen Omnipotenz des Volkes zu spielen. Macht man ernst mit dieser Einsicht, so kann man auch nicht der Flucht in eine Revision der Militärorganisation im Sinne eines fakultativen Referendums zustimmen. Durch eine solche Revision den Initianten den Rückzug des Volksbegehrens zu ermöglichen, mag politisch eine freundliche Geste sein und die Mühen eines sachlich unnötigen Urnenganges für einmal ersparen. An sich sind ja freundliche Gesten auch in der Politik zu begrüssen. Sie sind aber nur so lange erlaubt, als darunter die Grundsätze nicht leiden. In dieser Hinsicht ist es rechtlich gar nicht so unbedenklich, wie das der Ergänzungsbericht des Bundesrates vom 15. November 1962 darzustellen versucht, den Rückzug einer Verfassungsinitiative zuzulassen, wenn lediglich ein betroffenes Gesetz in Revision gezogen wird. Es liegt dann eben kein echter Gegenentwurf der Bundesversammlung vor. Ferner muss mit aller Deutlichkeit und Entschiedenheit betont werden: es geht staatsrechtlich einfach nicht an, einen Bewaffnungsbeschluss der Bundesversammlung nach Artikel 87 der Militärorganisation dem fakultati-

ven Referendum zu unterstellen. Denn damit würden wir das endlich sanierte System unseres Rechtssetzungsverfahrens nach dem neuen Geschäftsverkehrsgesetz wieder gewaltsam durchbrechen. Denn nach diesem Geschäftsverkehrsgesetz hat bekanntlich die Bundesversammlung ihre Entschliessungen in Bundesgesetze, allgemein verbindliche Bundesbeschlüsse und einfache Bundesbeschlüsse zu kleiden. Dem Referendum können bekanntlich nur Bundesgesetze und allgemein verbindliche Bundesbeschlüsse unterstellt werden. Das Parlament kann und darf aber nicht beliebig und willkürlich seine Entschliessungen entweder Bundesgesetze oder allgemeine verbindliche Bundesbeschlüsse nennen, nur um sie der Referendums Klausel zu unterstellen. Es kommt vielmehr auf den materiellen Inhalt dieser Entschliessungen an. Bundesgesetze und allgemein verbindliche Bundesbeschlüsse sind bekanntlich referendumsfähige Erlasse, die nach Artikel 5-7 des neuen Geschäftsverkehrsgesetzes rechtssetzende Normen enthalten, d. h. generelle und abstrakte Verfahrensvorschriften oder aber Kompetenzbestimmungen im weitesten Sinne. Ein Beschluss über die erstmalige Ausrüstung der Armee mit Waffen oder Munition, «deren Schadenwirkung auf Atomenergie beruht» — vergleichen Sie den Ergänzungsbericht Seite 3 — ist aber keine rechtssetzende Norm im Sinne unseres Geschäftsverkehrsgesetzes. Das weiss schon jeder Student, der Jurisprudenz studiert, im ersten Semester, oder dann todsicher im zweiten Semester. Vielmehr ist dieser Bewaffnungsentscheid ein klassischer einfacher Bundesbeschluss, der nach Artikel 8, Absatz 2 des Geschäftsverkehrsgesetzes jedes Referendum ausschliesst und in die alleinige Zutändigkeit der Bundesversammlung fällt. Ich komme deshalb zur staatsrechtlichen Schlussfolgerung: Die gleiche Sorge um Klarheit in den Verantwortlichkeiten und um die staatsrechtliche Integrität, die zur Verwerfung der Initiative führen muss, muss auch ein fakultatives Referendum dort ablehnen, wo es rechtlich keinen Platz haben kann. Ich möchte nur kurz zu den militärpolitischen Gründen sprechen und sagen, dass diese staatsrechtlichen Ueberlegungen durch eine Reihe militärpolitischer Aspekte bekräftigt werden. Unsere Militärorganisation geht ungewöhnlich weit, wenn sie die Grundzüge der Heeresorganisation, die Ausrüstung und die Bewaffnung unserer Armee, der Volksvertretung überträgt. Im Ausland liegen die entsprechenden Kompetenzen in der Regel beim Staatsoberhaupt, bei der Regierung, oder noch häufiger beim Kriegsminister. Die Eidgenossenschaft wahrt mit den Befugnissen der Bundesversammlung einen demokratischen Zug und manifestiert damit die Verbundenheit von Bürger und Soldat, Volk und Armee. Aber es gibt auch bei einer demokratischen Verfassung ein Maximum, denn die Erfahrung lehrt, dass die militärpolitischen Fragen äusserst komplex sind. Sie sind nicht nur von einer Vielfalt an technischen Problemen durchsetzt, sondern strahlen auch aus auf den aussenpolitischen, den wirtschaftspolitischen und den finanzpolitischen Sektor.

Der Entscheid darüber bedarf nicht nur der Sorgfalt und Umsicht, sondern auch der Diskretion und der Nutzung augenblicksgebundener Chancen. Das alles trifft in potenziertem Masse zu, wenn es sich einmal darum handeln sollte, über die Ausrüstung unserer Armee mit Atomwaffen zu befinden. Wenn eine Volksabstimmung sinnvoll und würdig sein soll, dann müsste der Bürger nicht nur über diese Frage genau und umfassend aufgeklärt werden können, sondern im Speziellen auch

über die Art der Atomwaffen, Anzahl, Kaliber, Art der Wirkung, Art des Einsatzes, Kompetenz zum Einsatz, Bedingungen der Beschaffung und der Lagerung usw. Aus Gründen der Geheimhaltung aber könnten diese unentbehrlichen Angaben nicht oder nur teilweise gemacht werden. Auch in unserer schweizerischen Demokratie nicht, die auf die Reife und Treue ihrer Bürger zählt. Ohne diese umfassende Aufklärung aber würden Volksbefragungen zur Farce, und damit leisteten wir unserer Demokratie den schlechtesten Dienst. Demgegenüber ist die heutige Regelung, wie das auch vom Herrn Kommissionspräsidenten betont wurde, sinnvoll. Ich weiss aus meiner Tätigkeit in der nationalrätlichen Militärkommission, wie umfassend und offen die parlamentarischen Kommissionen orientiert werden. Dadurch hat das Parlament die Möglichkeit, die schwerwiegende Frage der Atombewaffnung rasch genug, umfassend genug und eindringlich genug zu entscheiden, wenn sie einmal an unser Land herantreten sollte. Unser Volk, unsere Soldaten und die ganze Welt sollen und dürfen wissen, dass dieser Entscheid von der Armeeführung, vom Bundesrat und von der Bundesversammlung mit ganzer Verantwortung getroffen werden wird.

Zum Beweise dafür schliesse ich deshalb mit folgenden Aeusserungen unseres Generalstabschefs. Herr Oberst-Korpskommandant Annasohn hat schon wiederholt erklärt und geschrieben: «Auch in unserem Lande gibt es Leute, die die Notwendigkeit zur militärischen Landesverteidigung durchaus anerkennen, die jedoch die Ausrüstung unserer Armee mit Atomwaffen ablehnen. Sie führen neben Neutralitäts- und politischen Gründen, die leicht widerlegt werden können, vor allem sittliche, moralische Gründe ins Feld. Ich anerkenne sie als Ausfluss edler Humanität. Sie gelten ebenso sehr für die Verdammung des Krieges überhaupt, der ich mich anschliesse. Ich würde einer Lösung, die zur Folge hätte, dass Kriege unmöglich sind, sofort beipflichten. Nicht beipflichten kann ich jedoch Massnahmen, die verhindern, dass wir mit bestmöglichen Waffen uns wehren, wenn wir angegriffen werden. Wir brauchen uns nichts vorzuwerfen, und niemand hat das moralische Recht, uns einen Vorwurf zu machen, falls wir Atomwaffen beschaffen. Unsere ganze militärische Landesverteidigung ist ja eine Art Notwehr. Wir greifen niemanden an, es gibt für niemanden einen sittlichen Grund, uns anzugreifen. Wer es dennoch tut, und gar mit Atomwaffen tut, verdient keine Rücksicht dadurch, dass wir Atomwaffen nicht verwenden.»

Unser verehrter Aussenminister — ich möchte nicht auf die Aeusserungen von Herrn Bundesrat von Moos, die er im Nationalrat gemacht hat, näher eintreten; er wird sie heute hier wiederholen —, aber unser verehrter Aussenminister, Herr Bundesrat Wahlen, hat seine Rede im Nationalrat über die Atomwaffen-Initiative I mit folgenden Worten geschlossen: «So hofft denn der Bundesrat aus tiefstem Herzen, dass er nie in die Lage kommen werde, Ihnen die Anschaffung von Atomwaffen beantragen zu müssen; aber sollte das Landesinteresse es erheischen, so wird er nicht zögern. Er wird nicht mit gebundenen Händen dastehen wollen, wie das der Zweck der Initiative ist.»

Aus diesen Gründen beantrage ich Ihnen, den Kommissionsanträgen zuzustimmen.

Buri: Das Problem der Atomwaffen respektive die Abstimmung über die Atominitiative I hat bereits vor Jahresfrist zu einer Auseinandersetzung geführt, deren

Wiederholung die Einheit unseres Volkes nur gefährden kann. Es liegt natürlich in der Natur einer so komplexen Materie, wie es die Atomenergie und deren allfällige militärische Anwendung ist, dass die Befürworter der Initiative mit Behauptungen und Ueberlegungen auftreten und sich in Sphären bewegen, die eine nüchterne und sachliche Prüfung und Entgegnung oftmals verunmöglichen. Was der Sprechende diesbezüglich an einigen Vorträgen vor Jahresfrist erfahren hat, geht weit über das übliche Mass von Abstimmungskämpfen um Gesetzesvorlagen hinaus. Wenn wir uns trotzdem, mehr als uns selbst lieb ist, mit diesem Problem beschäftigen müssen, so deshalb, weil uns die Behandlung dieser Initiative wiederum verpflichtet, eine klare und eindeutige Stellung zu beziehen. Es geht zwar auch heute wiederum nicht um ein Ja oder Nein zur Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen. Und trotzdem dürfte auch diese Auseinandersetzung in gewissen Kreisen eine ähnliche Geistesverfassung heraufbeschwören, wie dies vor Jahresfrist schon der Fall war. Es sei uns erlaubt, nochmals zu wiederholen, dass auch uns am liebsten wäre, die Frage der Atombewaffnung würde sich nie stellen. Aber gerade die gegenwärtigen Diskussionen um die weltweite Anwendung der Atomenergie auf den verschiedensten Gebieten zeigt doch, dass wir u. U. für unsere Armee auch diese Möglichkeit offen halten müssen. Niemand kann heute mit einiger Sicherheit die politischen und militärischen Verhältnisse der nächsten Zukunft voraussagen. Unsere Erörterungen über Fragen der Landesverteidigung dürfen niemals zum Schauplatz unüberblickbarer politischer Manöver werden. Zeitbedingte Ausrüstung und Ausbildung unserer Armee sind immer noch die besten Friedensgarantien, umso mehr als man weiss, dass unsere Mittel nur im Falle einer Aggression eingesetzt würden, dann aber die nötige Wirkung besitzen müssten!

Die Sicherung unserer Landesverteidigung hat den eidgenössischen Räten in den letzten Jahren manch schwerwiegendes Problem aufgegeben. So bescheiden unsere Mittel auch sind, so erfordern derartige Entschiede doch, wenn sie von den Mitgliedern der Räte mit dem nötigen Verantwortungsbewusstsein gefällt werden sollen, ein sehr eingehendes Studium der uns zur Verfügung stehenden Literatur und ein ständiges Verfolgen der verschiedenen technischen Mittel und ihrer militärischen Einsatzmöglichkeiten. So sympathisch das so geplante Mitspracherecht des ganzen Volkes auf den ersten Blick auch erscheinen mag, so darf man doch die Nachteile einer solchen Regelung nicht übersehen. Der grosse Vorteil des Entscheides durch das Parlament, dem die unbedingt nötigen Unterlagen zur Verfügung gestellt werden können, und insbesondere die uneingeschränkte Orientierung seiner Kommission liegen auf der Hand, besonders wenn für gewisse Gebiete eine Geheimhaltung beachtet werden muss. Das geflügelte Wort «wer nicht schweigen kann, schadet der Heimat» hat auch heute noch seine volle Berechtigung, und so wird es auch in Zukunft unvermeidlich sein, dass über Fragen der Landesverteidigung in öffentlichen Diskussionen eine gewisse Zurückhaltung beachtet werden muss. Unter welchen Bedingungen dann aber eine Abstimmung über eine allfällige Beschaffung von Atomwaffen erfolgen müsste, ist kaum zu übersehen. Bei ruhiger und sachlicher Ueberlegung wird man die Unmöglichkeit derartiger Vorschläge anerkennen müssen!

Nun geht es ja bei diesem Volksbegehren Nr. II vor allem um die Zuständigkeit zum Entscheid über eine eventuelle Ausrüstung der Armee mit Kernwaffen. Die bisherige Ordnung nach Artikel 87 MO vom 12. April 1907, welche die Zuständigkeit der Bundesversammlung vorsieht, hat sich nun während mehr als einem halben Jahrhundert als richtig erwiesen. Es ist einfach nicht einzusehen, warum dieses bewährte Verfahren für diesen einzigen Fall der allfälligen Beschaffung von Atomwaffen verlassen werden sollte. Das Argument, es handle sich eben gerade bei einer allfälligen Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen um einen ganz besonderen, in der Geschichte nie dagewesenen Fall, kann unter Umständen ebenfalls in kurzer Zeit überholt sein. Bei der gegenwärtigen Entwicklung der Technik ist anzunehmen, dass in absehbarer Zeit in den meisten Armeen Atomwaffen, vornehmlich kleinkalibriger Art, zusammen mit konventionellen Kampfmitteln, zum Einsatz gelangen werden.

Erst heute morgen hat der schwedische Ministerpräsident, wie man im Radio vernommen hat, erklärt, dass er die Bewaffnung der schwedischen Armee mit Atomwaffen nur zurückstelle, um den Verhandlungen in Genf noch eine Chance zu geben. Das zeigt doch ungefähr die Entwicklung auf, in der wir stehen. Die Entwicklung zeigt im übrigen weiter, dass wohl in Zukunft eine so klare Ausscheidung der dem Referendum zu unterstellenden Ausrüstungsgegenstände kaum mehr möglich sein dürfte. Was im Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung vom 18. Juni 1962 und insbesondere im Ergänzungsbericht vom 15. November 1962 diesbezüglich gesagt wird, scheint mir richtig und überzeugend zu sein. Atomenergie wird in Zukunft in verschiedenen Anwendungsgebieten in Erscheinung treten, und zwar nicht nur für gewisse Waffen, sondern auch für den Antrieb von Fahrzeugen, Panzern, Kampfflugzeugen und dergleichen. Eine genaue Ausscheidung der nach Volksbegehren dem Referendum zu unterstellenden Fälle würde schwer zu beurteilen sein.

Die Tatsache, dass das Schweizer Volk die Ordnung der bestehenden Kompetenzen stets als richtig erachtete, erlaubt uns heute wiederum dafür einzutreten, dass dies auch künftighin so beibehalten werden sollte. Wir haben daher keine Bedenken, die Frage, welche das Volksbegehren stellt, dem Souverän zum Entscheid zu unterbreiten. Die Abstimmung vom April 1962 hat in aller Deutlichkeit gezeigt, wie der Bürger in diesen Fragen denkt. Trotz den ungeheuerlichsten und abschreckendsten Bildern, die damals — wie man sagt — «an die Wand gemalt wurden», fiel dieser Entscheid klar aus. Wir lehnen aber nicht nur das obligatorische Referendum ab, sondern auch das fakultative Referendum, wie es im Nationalrat vorgeschlagen wurde. Es scheint uns im Gegenteil, dass damit eine weitere Unsicherheit für eine — wie dies bereits schon erklärt worden ist — heute noch unabsehbare Situation heraufbeschworen würde.

Das sind die Gründe, warum wir uns nicht in diesen rechtlichen Irrgarten hineinmanövrieren lassen dürfen und daher entschlossen sind, in der Abstimmungskampagne dem Bürger nochmals in aller Klarheit die sachlichen Schwierigkeiten aufzudecken, die mit diesem Abweichen von der traditionellen Ordnung entstehen würden.

In diesem Sinne empfiehlt der Sprechende Ihnen ebenfalls, Volk und Ständen die Verwerfung des Volksbegehrens zu beantragen.

Müller-Baselland: Gestatten Sie mir einige Bemerkungen zur Initiative über die Atomwaffen.

Auch wir bejahen die Landesverteidigung um jeden Preis. Nur über die Beschaffung und die Art der Waffen gehen die Meinungen auseinander. Die Frage ist die: Bleiben wir bei den konventionellen Waffen, oder wollen wir Atomwaffen mit ihren alles vernichtenden Folgen? Mit einiger Phantasie kann man sich das Kriegsgeschehen vorstellen. Auf grosse Distanz bereitet der Gegner durch Wirkung mit Atomwaffen die Besetzung feindlichen Gebietes vor. Mit der Wirkung ist er noch nicht Herr des Gebietes; er muss es auch besetzen. Das kann er nur mit Infanterie. Ueberlebt unsere Infanterie den Atomangriff, dann steht sie im alten, mit konventionellen Waffen geführten Gefecht, und da kann uns wohl nicht bange sein um den Erfolg. Atomwaffen mit all ihren Schrecken sind Offensivwaffen, sind für unsere defensiven Aufgaben ungeeignet. In ganz bestimmten Fällen wird aus der Defensive heraus offensiv gekämpft. Stellen wir uns einen Weltbrand vor: Es wird nur noch zwei Fronten geben, und in eine werden wir uns einordnen müssen. Damit stehen uns die Nuklearwaffen der Westmächte automatisch zur Verfügung.

Wenn wir perspektivisch richtig sehen, dann stellen wir fest, dass schon allein aus finanziellen Gründen eigene Atomwaffen für uns nicht in Frage kommen. Ueber ethische oder moralische Gründe zu reden, ist müssig. Nach der Genfer Konvention dürfen nur Waffen verwendet werden, die den Gegner kampfunfähig machen, nicht töten. Aber welche Militärmacht hält sich daran?

Es wurde mir vorgeworfen, ich hätte eine Kehrtwendung gemacht, weil ich gegen die Atomverbotsinitiative gestimmt habe. Der Vorwurf ist ungerichtet: Damals handelte es sich um ein absolutes Verbot, heute um eine Volksbefragung. Ebenso ungerichtet ist der Vorwurf des Defaitismus. Ich gebe zu, dass er nicht hier gefallen, sondern in vielen Zeitungen erhoben worden ist. Ich hoffe nicht, dass ich jenen, die den Vorwurf erheben, beweisen kann, wer im Ernstfall zur Fahne steht.

So, wie wir den Gegnern der Initiative den guten Glauben zubilligen, wünschen auch wir, dass unser guter Glaube nicht angezweifelt wird. Die Beschaffung von Atomwaffen ist ein Schritt in absolutes Neuland. Jene, die den Beschluss fassen, tragen eine ungeheure Verantwortung. Soll diese nur von einem kleinen Kreise getragen werden? Mir scheint, dass man denen, die den Kopf herhalten müssen, das Mitspracherecht zugestehen muss.

Ich beantrage Ihnen deshalb folgende Aenderung zu Artikel 2: «Volk und Ständen wird Annahme des Volksbegehrens beantragt.»

Bundesrat von Moos: Nicht um die Ausführungen zu wiederholen, die ich im Dezember im Nationalrat zu machen Gelegenheit hatte, sondern um dem Votum Ihres Kollegen Herrn Ständerat Müller doch irgend ein Echo zuteil werden zu lassen, möchte ich mich noch zum Worte melden. Es wäre an sich entbehrlich mit dem Hinweis auf die durchaus zutreffenden, überzeugenden und alle Gesichtspunkte umfassenden Ausführungen, die Ihr Kommissionspräsident und die Herren Bachmann und Buri machten. Ich möchte daher keineswegs hier auf alle Einzelheiten eintreten, aber doch noch einmal hier zusammenfassend auf die Fragen Bezug neh-

men, die bei der Behandlung der sozial-demokratischen Initiative zu beantworten sein werden.

In zwei Punkten, glaube ich, besteht in diesem Saale Einmütigkeit. Der eine Punkt: Die Initiative, das hat soeben auch Herr Ständerat Müller erklärt, hat nicht ein Verbot der Atombewaffnung zum Inhalt, und es besteht kein Zweifel, dass mit dieser Initiative nicht an unsere Landesverteidigung gerührt werden will, dass keine Differenz und keine Zweideutigkeit besteht in bezug auf den Willen, unser Land, seine Unabhängigkeit und Unversehrtheit jederzeit und gegen jeden Angreifer zu behaupten. Die Initiative der sozialdemokratischen Partei der Schweiz, und das ist die zweite Feststellung, brächte mit ihrem obligatorischem Volksreferendum eine systematisch unerwünschte Neuerung in unsere Bundesverfassung hinein. Es ist nun vielleicht etwas gewagt, wenn ich sage, dass auch in diesem Punkte Einmütigkeit in diesem Saale bestehe. Ich glaube aber doch, dass das der Fall ist. Ich schliesse das aus dem Umstand, dass im Verfahren vor dem Nationalrat auch die Anhänger, die Befürworter der Initiative mit allen Mitteln auf die Aufstellung eines Gegenentwurfes auf Gesetzesstufe hingearbeitet haben und für diesen Fall sich bereit erklärten, auf die vorgeschlagene fragwürdige Ergänzung der Bundesverfassung zu verzichten. Der Nationalrat hat die Beschreitung eines solchen Ausweges abgelehnt. Das hat zur Folge, dass wir uns eingehender mit der Initiative selbst auseinandersetzen müssen. Ich möchte dabei, wie gesagt, auf die Ausführungen verweisen, die hier gemacht worden sind und die auch in den beiden Berichten des Bundesrates stehen.

Wenn man, abgesehen von der systematischen Fragwürdigkeit der Initiative, auf die die Herren Darms und Bachmann mit Recht hingewiesen haben, und abgesehen auch von den taktischen Umständen zur Zeit der Lancierung der sozialdemokratischen Initiative, sich Ueberlegungen über die Bedeutung, den Zweck und die Tragweite dieses Vorstosses macht, dann kristallisieren sich diese um zwei konkrete Fragen: Rechtfertigt es sich, ein obligatorisches Referendum für die Beschaffung von Atomwaffen deswegen einzuführen, weil es sich dabei um etwas Neues und Andersartiges, um ein früher nicht gekanntes Vernichtungsmittel handelt? Dieses Argument steht ja im Hintergrund der Ausführungen, die wir von Herrn Ständerat Müller gehört haben. Aber die Voraussetzung dieser Fragestellung trifft nur sehr eingeschränkt zu. Im voraus möchte ich bemerken, dass sich der Bundesrat zur Zeit mit keinen Anträgen oder Plänen zur Beschaffung von Atomwaffen beschäftigt, und dass er Ihnen zur Zeit keine derartigen Anträge unterbreiten muss. Und wenn es trotzdem dazu kommen sollte, so ist festzustellen, dass dann nicht die Beschaffung und der strategische Einsatz von Nuklearwaffen in Erwägung gezogen würde, die dem Charakter von Terror- und Ausrottungsangriffen gegen Grossiedelungen entsprächen, sondern dass für die Schweiz, die ihre Armee zum Zwecke der Verteidigung unterhält und zu diesem Zwecke ausrüstet, nur von taktischem Einsatz solcher Waffen die Rede sein kann. Die Initiative spricht aber von der Ausrüstung mit Atomwaffen irgendwelcher Art. Soll also die Beschaffung jedes Kampfmittels, das in einem Zusammenhang mit der Kernphysik steht, von dieser Klausel erfasst werden, auch dann, wie darauf hingewiesen worden ist, wenn es sich um die Weiterentwicklung sogenannter konventioneller Kampfmittel handelt? Auf diese Frage möchte ich nicht länger mehr eintreten. Wenn die Schweiz von sich aus in einen Krieg eingreifen

und sich an einem Krieg beteiligen wollte, dann liesse sich über die aufgeworfene Frage diskutieren. Wenn aber Herr Ständerat Müller soeben ausgeführt hat, in der Vorstellung, die er sich von den Schrecknissen eines künftigen Krieges macht, den wir alle verabscheuen würden, dass in einem künftigen Kriege wir uns in eine der Fronten würden einordnen lassen müssen, dann kann ich diese Behauptung nicht gelten lassen. Die Ablehnung eines nuklearen Krieges teilen wir. Darin sind wir alle einig. Aber die Auseinandersetzung wird im Falle eines Krieges nicht zufolge unserer Entscheidung anders verlaufen. Hingegen könnte natürlich das Fehlen entscheidender Verteidigungswaffen für einen Gegner eine Einladung sein, uns zu überrennen, unser Land zum Kriegsschauplatz zu machen und Zerstörungen anzurichten, die wir uns nie vorstellen können, und das wäre dann der Fall, wo wir zwangsläufig in eine Front eingegliedert würden. Wenn wir uns aber darauf besinnen, dass wir unserer Armee die Verteidigungswaffen geben müssen, die entwickelt werden können, die wir verantworten und erhalten können, dann werden wir doch mit allen Mitteln darauf hin arbeiten, dass wir mit dem Schutz unserer Neutralität und mit dem Schutz unserer militärischen Bewaffnung unsere Landesverteidigung, die Unabhängigkeit und die Unversehrtheit unseres Landes aufrecht erhalten können und uns in keine Front werden eingliedern lassen müssen. Wenn wir unserer Armee die Waffen geben, die dem Schutze der Neutralität dienen, die einen Feind in seinen Berechnungen zum voraus abschrecken, und damit unseren Grund und Boden, unsere Familien und Kinder aus dem Chaos heraus halten können, diese Möglichkeit und diese Aussicht, ich möchte sagen, diese Zuversicht, wollen wir nicht auf das Spiel setzen. In diesen Rahmen, in den Rahmen der Neutralität, müssen wir die ganze Frage einordnen. Die Schweiz hat im Chor der Völker eine bescheidene Stimme, und gerade in der heutigen Zeit sind wir ja darüber froh. Sie ist berufen, ihre eigene Unabhängigkeit mit den Mitteln der Neutralität und der bewaffneten Abwehr zu behaupten. Sie ist nicht berufen, der Welt und den andern Nationen Ratschläge zu erteilen, schon gar nicht jenen Mächten, die über militärische Machtmittel grösster Potenz verfügen. Heute steht weder die Frage eines Verbotes von Atomwaffen noch die Beschaffung solcher Waffen zur Diskussion. Wollten wir auf dieses Thema eingehen, dann müssten wir es einerseits ablehnen, uns für die Zukunft zum voraus die Hände binden zu lassen. Andererseits würden wir auch nicht mit unserer Meinung zurückhalten, die einen Krieg überhaupt, nicht bloss einen Vernichtungskrieg, als Mittel der Politik ablehnt und verabscheut. Seien wir der Vorsehung dankbar, dass sie uns seit dem Bestehen unseres Bundesstaates vor den Schrecknissen eines Kriege bewahrt hat, und helfen wir mit an den Werken des Friedens. Aber seien wir uns auch bewusst, dass im Falle eines Kieges unsere Unabhängigkeit und Neutralität, rein menschlich gesehen, so viel wert wäre, als unsere Landesverteidigung wert ist und als sie vom andern als starke und entschlossene Abwehr unsererseits eingeschätzt würde. Den Ratschlägen, in dieser Beziehung auf eine in der Zukunft mögliche Verbesserung mit Atomwaffen im voraus zu verzichten, vermögen wir daher nicht Folge zu leisten.

Wir befinden uns damit in einer in jeder Beziehung guten Gesellschaft. Ich kann mich nicht enthalten, auch hier noch einmal auf die Erklärung zu verweisen, die eine ganze Reihe sozialdemokratischer und gewerkschaftlicher Persönlichkeiten, die wir hoch achten, am

9. Juni 1958 abgegeben hat und wo es geheissen hat: «Mit grosser Sorge nehmen wir zur Kenntnis, dass sich in unserem Lande eine Richtung abzeichnet, welche in Verkennung aller Realitäten und in leider nur allzu deutlicher Imitation der innenpolitisch bedingten Kampagne der Deutschen Bundesrepublik eine «Bewegung gegen den Atomtod» einleitet, die, wenn sicher auch ungewollt, in ihrem Wirklichkeitsgehalt nichts anderes ist und sein kann als ein Versuch zur Wehrlosmachung der freien Völker.» Es heisst dann im weiteren Verlauf der Erklärung — ich will Ihnen die Unterschriften dieser Erklärung nicht verlesen: «Wie vor kurzem bekannt wurde, soll sich in der Schweiz ein Komitee bilden, das auf dem Wege der Verfassungsinitiative ein Verbot der Herstellung, Einfuhr und Lagerung von Nuklearwaffen, also selbst von solchen «taktischer Natur», verbieten will. Eine derartige Initiative beruht entweder auf der Illusion, die Schweiz könne sich im Falle einer auch sie visierenden «kleinen», d. h. nur taktische Atomwaffen verwendenden Aggression mit rein konventionellen Waffen verteidigen, oder sie vergisst, dass wir in zwei Weltkriegen vor allem auch deswegen verschont geblieben sind, weil die militärische Renditerechnung etwaiger Angreifer angesichts unserer einigermaßen gleichwertigen Ausrüstung diesen den Verzicht auf den Angriff als die vorteilhaftere Alternative erscheinen liess. Wir lehnen daher den Versuch, die Frage der Bewaffnung der schweizerischen Armee den eidgenössischen Räten zu entziehen und sie zum Gegenstand gefühlmässig unterbauter politischer Feldzüge zu machen, entschieden ab. Vom Bundesrat und den zuständigen Organen der Armee erwarten wir, dass sie sich darüber aussprechen, wie sie sich angesichts der heutigen technischen Entwicklung die Ausrüstung der Armee vorstellen. Erachtet man die Landesverteidigung weiterhin als nötig, und wir tun es, dann ist es unsere Pflicht, dem Soldaten diejenigen Abwehrmittel in die Hand zu geben, ohne die er zum vornehieren sowohl psychologisch wie materiell verloren wäre. Wir verkennen — soweit es sich nicht um Kommunisten handelt — keineswegs die humanitären Motive derjenigen, deren Ansichten über die äusserst komplexe Atomfrage sich mit den unsern nicht decken. Aber wir sind nicht bereit, jenen totalitären Kräften Handlangerdienste zu leisten, deren unverhüllte Absicht es seit langem ist, den Westen in lähmende Furcht und im Gefolge davon in die selbstmörderische Resignation zu treiben.»

Ich möchte es bei diesem Ausschnitt aus der Erklärung vom 9. Juni 1958 genug sein lassen und Ihnen sagen: Bei einer Volksabstimmung und in allen derartigen Fragen werden wir gerne den Standpunkt der Unterzeichner dieses Aufrufes teilen und mit ihnen vertreten. Aber daraus müssen wir den Schluss ziehen, dass auf die vorliegende Initiative nicht eingetreten werden sollte. In jedem Falle — und darauf ist von den Herren Ständeräten Darms und Bachmann mit Recht hingewiesen worden — spielen in der Beurteilung dieser Frage die Gesichtspunkte der sachlichen Kompetenz, die mit den Möglichkeiten der Orientierung zusammenhängt, und der Geheimhaltung eine ausschlaggebende Rolle. Auch die Mitglieder der Räte sind vielleicht nicht ausnahmslos geborene Heerführer oder militärische Fachleute. Bei ihren Entscheidungen spielen nicht bloss die fachlichen, technischen, militärischen Probleme eine Rolle, sondern ausserdem politische, finanzielle, wirtschaftliche Erwägungen. Aber den vorberatenden Kommissionen der Räte können die fachlichen und technischen Unterlagen geliefert werden, können die Aufschlüsse zur Bildung eines selbständigen

Urteils erteilt werden, wie sie der Öffentlichkeit nie unterbreitet werden könnten. Zudem hiesse dies doch, Einzelheiten unserer Landesverteidigung auch vor den Augen und Ohren des Auslandes ausbreiten und aufs Spiel setzen, so dass der Eindruck aufkommen müsste, als wäre uns an einer zielbewussten und bedingungslosen Landesverteidigung nicht sehr viel gelegen. Gerade diesen Eindruck wollen wir ja alle, wie wir auch aus dem Votum von Herrn Ständerat Müller gehört haben, vermeiden. Von der Verzögerung, von der Geheimhaltung und von den Schwierigkeiten, die damit verbunden wären, will ich hier überhaupt nichts sagen. Es besteht daher kein überzeugender sachlicher Grund; es sprechen vielmehr überzeugende Gründe dagegen, an dieser Zuständigkeitsordnung heute eine unter Umständen verhängnisvolle Aenderung vorzunehmen.

Es bleibt eine zweite Frage zu beantworten. Ich kann es Ihnen nicht ersparen, sich die Antwort auf diese zweite Frage gut zu überlegen und sie klar zu erteilen. Müssen wir nicht heute mit den Urhebern der Initiative nach dem Sinn und der Bedeutung der Abstimmung darüber fragen? Auch nach der Initiative haben die Räte in einer derartigen Frage der Ausrüstung der Armee mit Atomwaffen zuerst ihren Entscheid zu treffen. Sie können diesen Entscheid treffen als legitime und gewählte Beauftragte des Volkes und der Stände in Verantwortung und in Kenntnis der Dinge. Das ist wichtig.

Hat nun der von der Initiative gewollte obligatorische Appell an das Volk, an den Stimmbürger, den Zweck, diesen Entscheid der Räte zu bestätigen, dann besteht kein Grund, den Entscheid der Räte nicht zum vorherein als endgültig zu erklären, wie das heute der Fall ist. Hat aber dieser obligatorische Appell an das Volk den Zweck, den Entscheid der Räte annullieren zu können, ihn durchkreuzen zu können, — einen wichtigen Entscheid auf dem Gebiete der Landesverteidigung, — dann wird ohne weiteres deutlich, worauf die Initiative, wenn auch wohl ungewollt, hinausläuft. Bei dieser und jener Referendumsvorlage mag das nicht von welter-schütternder Bedeutung sein. Es hat wohl sein Gutes, wenn der Stimmbürger, der Referendumsbürger, dann und wann auch ein Nein zu dem ausspricht, was die eidgenössischen Räte beschlossen haben. Hier steht aber unter Umständen Wesentliches auf dem Spiel. Unsere Väter, die die heute geltende Zuständigkeitsordnung geschaffen haben, die Väter von uns allen, die ihr in der Volksabstimmung vom 3. November 1907 zugestimmt haben, waren gut beraten und weise, wenn sie den Entscheid über Bewaffnungsfragen nicht dem wechselvollen und manchmal auch leidenschaftlichen Schicksal einer Volksabstimmung ausgesetzt haben. Es ist wirklich so, wie Herr Kommissionspräsident Dr. Darms gesagt hat: Es geht heute um eine saubere, klare Stellungnahme. Die bisherige Zuständigkeitsordnung hat sich bewährt. Sie ist auch in bezug auf die allfällige zukünftige Frage der Beschaffung von Atomwaffen sachlich begründet. Es besteht kein überzeugender Grund, sie aufzugeben. Das führt uns zur Empfehlung, die Initiative Volk und Ständen mit dem Antrag auf Ablehnung zu unterbreiten.

M. de Coulon: Je n'ai rien à ajouter aux déclarations faites au cours du débat, mais je crois bon qu'une déclaration romande soit faite à ce sujet.

Je dirai donc simplement que je suis tout à fait d'accord avec l'exposé du président de la commission et que je l'appuie.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles

Artikelweise Beratung — Discussion des articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen — Adopté.

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Article premier

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen — Adopté.

Art. 2

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Minderheit

(Müller-Baselland)

Volk und Ständen wird die Annahme der Initiative beantragt.

Art. 2

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Minorité

(Müller-Bâle campagne)

Le peuple et les cantons sont invités à accepter l'initiative.

GesamtAbstimmung — Vote sur l'ensemble

Für den Antrag der Mehrheit	37 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	2 Stimmen

Art. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates.

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen — Adopté.

An den Nationalrat — Au Conseil national

Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen. Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1963
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	8509
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.03.1963
Date	
Data	
Seite	7-14
Page	
Pagina	
Ref. No	20 037 714

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vormittagssitzung vom 8. März 1963
Séance du 8 mars 1963, matin

Vorsitz — Présidence: M. Fauquex

8509. Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen.
Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren
Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

Siehe Seite 7 hiervor – Voir page 7 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 8. März 1963
Décision du Conseil national du 8 mars 1963

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Beschlussentwurfes 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

8560. Wahl des Nationalrates.
Bundesgesetz
Election du Conseil national. Loi

Siehe Seite 1 hiervor – Voir page 1 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 8. März 1963
Décision du Conseil national du 8 mars 1963

Schlussabstimmung – Vote final

Für Annahme des Gesetzentwurfes 33 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

Vormittagssitzung vom 13. März 1963
Séance du 13 mars 1963, matin

Vorsitz — Présidence: M. Fauquex

8113. Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel. Bundesgesetz
Travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce. Loi

Botschaft und Gesetzentwurf vom 30. September 1960
(BBl II, 909)

Message et projet de loi du 30 septembre 1960 (FF II, 885)

Beschluss des Nationalrates vom 18. September 1962
Décision du Conseil national du 18 septembre 1962

Antrag der Kommission

Eintreten.

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung — Rapport général

Obrecht, Berichterstatter: Der Bundesrat hat den gesetzgebenden Räten mit Botschaft vom 30. September 1960 den Entwurf zu einem umfassenden Arbeitsgesetz unterbreitet. Die nationalrätliche Kommission hat in zahlreichen Sitzungen den Entwurf eingehend geprüft und annähernd 200 Abänderungs- und Rückkommensanträge behandelt. Sie nahm mit ihren Beratungen mehr als ein Jahr in Anspruch. Der Nationalrat wies nach der ersten Behandlung in der Junisession letzten Jahres auf dem Wege von Rückkommensanträgen verschiedene, knapp gutgeheissene Fragen an die Kommission zurück und bereinigte schliesslich die Vorlage in der Herbstsession. Die Kommission des Ständerates nahm für sich das Recht in Anspruch, die Vorlage ebenfalls mit der erforderlichen Ruhe und der genügenden Zeit zu behandeln. Sie hielt ihre erste Session von drei Tagen erst im Januar ab, weil zwischen Herbst- und Wintersession ein einlässliches Studium der Materialien kaum möglich gewesen wäre. Sie beendigte ihre Arbeiten in einer zweiten, halbtägigen Sitzung am 28. Februar.

Ist man vor eine neue Gesetzesvorlage gestellt, so ergibt sich zunächst die Frage nach ihrer Notwendigkeit. Wer unbefangen diese Vorlage durchliest, muss sich die Frage stellen, die ihm aber auch schon bei der Lektüre des Fabrikgesetzes oder ausländischer Arbeitsgesetze aufgestossen wäre: «Ist die Arbeit ein Segen oder ist sie ein Fluch? Ist es wirklich notwendig, sie mit allen möglichen Kautelen zu umgeben und gar von Gesetzes wegen ihre Dauer zu begrenzen und ihre zeitliche Festlegung zu umschreiben, als müsste die Menschheit vor ihren verhängnisvollen Folgen geschützt werden? Sollte man nicht vielmehr dankbar sein über jeden, der arbeitsam ist, und ist dem Ganzen nicht am besten gedient, wenn alle arbeitswillig und strebsam sind? Soll man wirklich die Arbeit in eine Schablone pressen, in die der Strebende und der Faulpelz passen sollen? Kann man die Regelung des Arbeitsverhältnisses nicht den Sozialpartnern überlassen, und sollte man in einem liberalen Staat und einer liberalen Wirtschaft nicht auch die Kräfte der Arbeit frei spielen lassen?»

Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen. Bericht des Bundesrates zum Volksbegehren

Equipement de l'armée suisse en armes atomiques. Rapport du Conseil fédéral relatif à l'initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1963
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	8509
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.03.1963
Date	
Data	
Seite	15-15
Page	
Pagina	
Ref. No	20 037 715

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.